INSTITUT DE L'ELEVAGE idele

TENDANCES LAIT VIANDE

LES MARCHÉS DES PRODUITS DE L'ÉLEVAGE DE RUMINANTS I N° 388 - NOVEMBRE 2026

Retrouvez "Tendances lait viandes", ses vidéos, ses documents, ses liens, ses rendez-vous sur mobile et PC : www.tendances-lait-viande.fr

Sommaire du numéro 388

Viandes bovines
Gros bovins
France
- Exportations de viande bovine mieux placées en septembre
- L'IPAMPA viande bovine accélère sa hausse

Jeunes bovins
Europe
- Pause dans la hausse saisonnière des cours pour les taurillons

Femelles
Europe
- Baisse saisonnière des cours

Maigre
- Nette hausse des naissances allaitantes

Veaux de boucherie
- Le marché français se fluidifie

Veaux laitiers
- Stabilisation du prix des veaux laitiers

Lait de vache
Collecte laitière
- Monde : la collecte a soutenu les fabrications
- Le repli de la collecte se profile
- Lait bio, une collecte sous pression malgré un marché qui se redresse

Commerce extérieur
- Commerce mondial soutenu des produits laitiers

Marché des produits laitiers
- Evolutions divergentes pour les cours des ingrédients et les prix du lait

Viande ovine
France
- L'indice des prix à la production atteint un nouveau record

UE et monde
- Des abattages en repli chez la plupart des pays producteurs

Lait de chèvre et viande
Lait de chèvre
- Recul des fabrications en septembre

Prix du lait de chèvre

- Prix du lait stable au troisième trimestre

Accords de libre-échange : quelles implications pour les filières de ruminants ?

Viandes bovines

Prix sous pression

Dernière révision le 23 novembre 2026

Viandes bovines » Gros bovins » France »

Exportations de viande bovine mieux placées en septembre

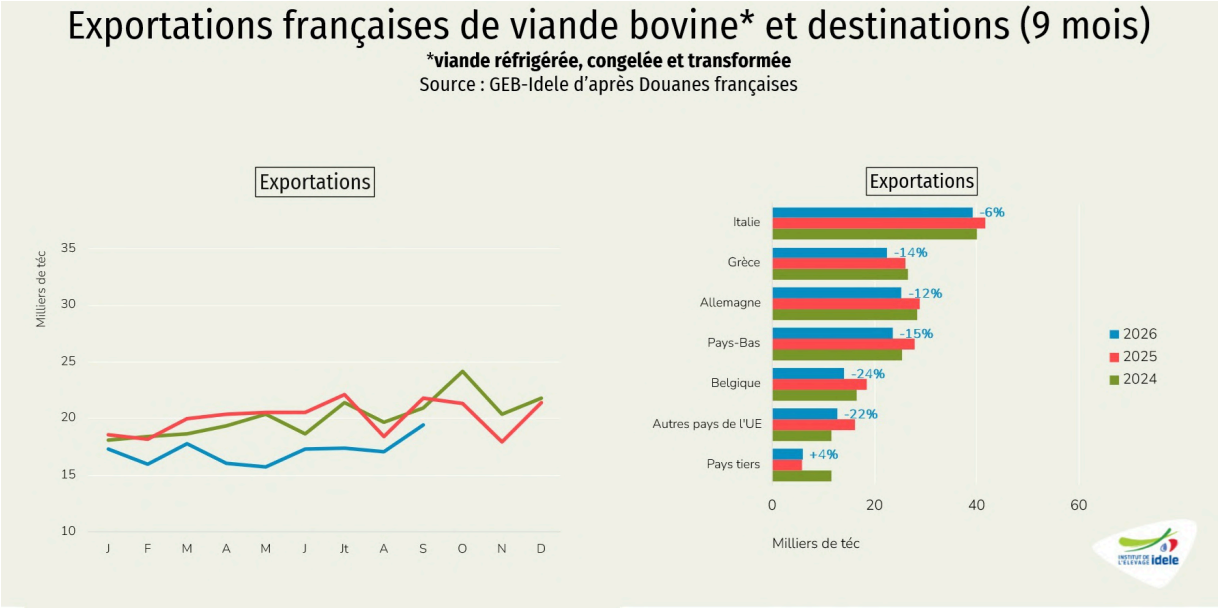
Dernière révision le 23 novembre 2026

En septembre, les exportations françaises de viande bovine tentent d'amorcer un retour en Italie et en Grèce. Les importations sont toujours en fort recul et le disponible de viande consommable en France s'érode de 1,5% sur neuf mois avec le recul des abattages. En octobre, l'inflation générale poursuit la hausse enclenchée depuis la guerre au Moyen-Orient.

Les exportations françaises de viande bovine reculent moins depuis la fin de l'été

Les exportations françaises de viande bovine tentent, depuis août, de réduire l'écart avec les performances de 2025. En septembre 2026, les exportations françaises ont ainsi reculé de 11% par rapport à 2025, un recul deux fois moindre qu'entre avril et juillet. **Totalisant 19 000 téc, elles ont notamment progressé vers l'Italie (+7% /septembre 2025) et la Grèce (+4%)** grâce à un meilleur positionnement prix alors qu'elles reculaient toujours vers l'Allemagne (-8%) et les Pays-Bas (-29%).

En cumul sur neuf mois, les expéditions françaises de viande bovine ont atteint 154 000 téc, en recul encore de 15% /2025 (-26 500 téc) et de 12% /2024. L'écart de prix entre le jeune bovin français et allemand était défavorable au premier sur le marché européen jusque début août. Puis les prix allemands sont nettement remontés après une dépression printanière, dépassant même le niveau de prix français depuis mi-septembre (lien vers notre article sur les jeunes bovins en Europe).



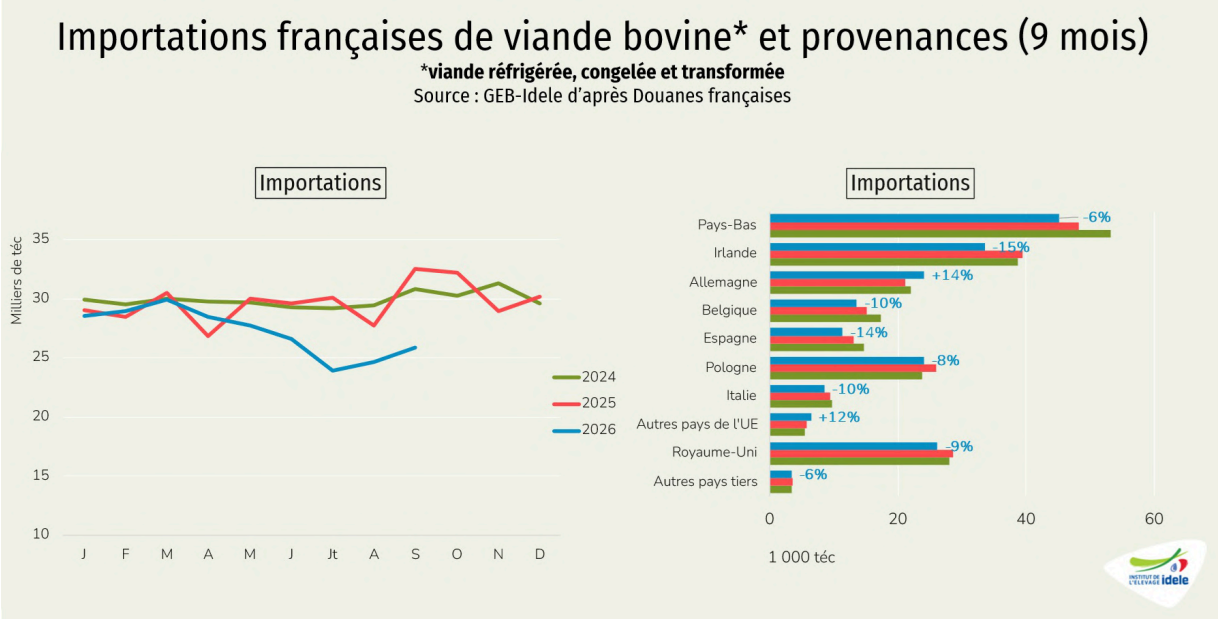
En cumul sur neuf mois, les exportations françaises de viande bovine ont reculé vers :

- **l'Italie (-6%** ou -2 500 téc par rapport au bon début de l'année 2025), à 38 000 téc,
- **vers l'Allemagne (-12% /2025**, -3 500 téc) à 25 000 téc,
- **vers les Pays-Bas** (-15% ou -4 000 téc) à 23 500 téc, en relation avec le recul des imports depuis le Royaume-Uni de 4 000 téc (flux de réexport),
- **vers la Grèce (-14% /2025,** -4 000 téc) à 22 000 téc.

Fort recul des importations de viande

En septembre, les importations de viande ont reculé de 20% comparées à septembre 2025, et de 16% par rapport à 2024. Ce recul, amorcé en mai, peut être lié aux difficultés rencontrées par la restauration commerciale découlant de la baisse de pouvoir d'achat des consommateurs.

Sur les neuf premiers mois de l'année, les importations de viande bovine réfrigérée, congelée et transformée reculent nettement, de 8% /2025, atteignant seulement à 245 000 téc (-20 000 téc).



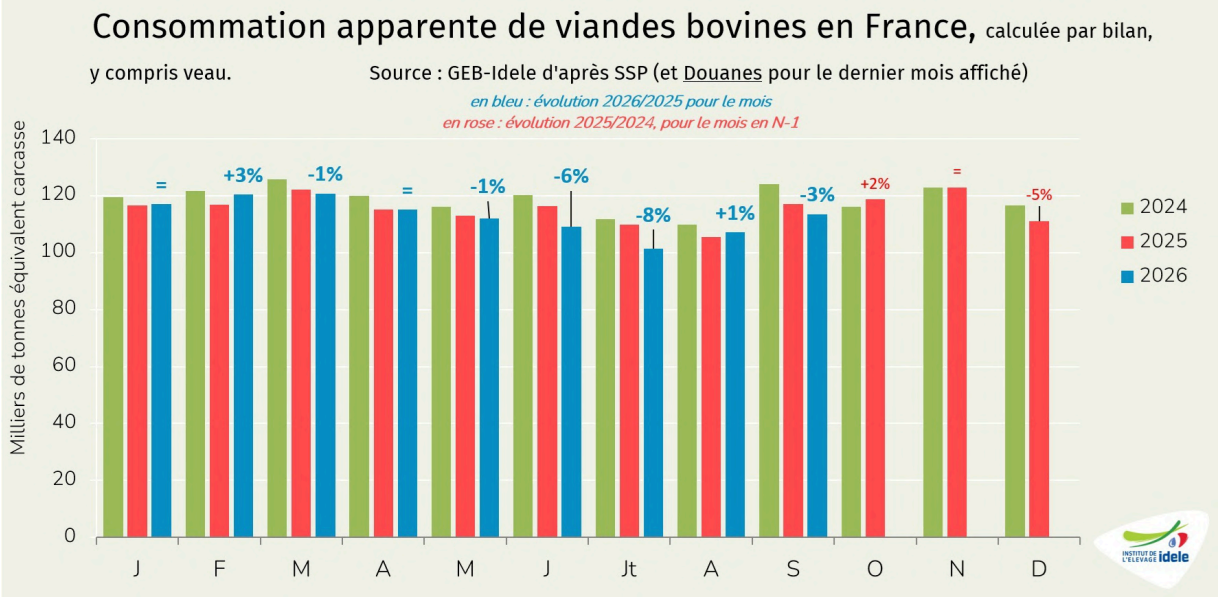
En cumul sur neuf mois, les importations ont reculé depuis la quais totalité de nos partenaires, à savoir :

- **les Pays-Bas,** premier fournisseur de la France, à 50 000 téc (-9% /2025, -5 000 téc),
- **l'Irlande : -16%** /2025 (-7 000 téc), à 37 000 téc. Sur la même période, la production de viande bovine irlandaise issue de vaches a reculé de 3% selon l'indicateur hebdomadaire du ministère de l'Agriculture irlandais (-9 000 téc).
- **le Royaume-Uni (-13%,** -4 000 téc) à 29 000 téc avec un fort recul de nos importations depuis l'île en septembre (-41% à 3 000 téc contre 5 000 téc un an plus tôt).
- **la Pologne (-9%** /2025, -3 000 téc), à 27 000 téc, la production de viande bovine polonaise reculant de 7% sur la période janvier-août.
- **la Belgique (-8%)**, à 15 500 téc.
- **l'Espagne (-14%,** -2 000 téc) à 13 000 téc, le pays exportant en 2026 davantage de viande, notamment de jeunes bovins, vers l'Italie (+5% /2025, +1 300 téc), la Grèce (+22%, +2 500 téc) et l'Algérie (+7% /2025, +1 200 téc). Par ailleurs, les abattages espagnols de vaches, autre catégorie de viande exportée vers la France, ont reculé de 3% au cours des huit premiers mois de l'année.
- **l'Italie: -13%,** -1 500 téc, à 9 000 téc.
- **depuis les pays tiers hors Royaume-Uni (-10%** /2025) pour un total modéré de 3 700 téc, surtout de la viande uruguayenne (1 500 téc, +14% /2025), rare provenance en hausse. Les origines brésilienne (1 600 téc, -23% /2025) et argentine (400 téc, -38% /2025) reculaient.

Depuis le début de l'année, nos importations n'ont progressé que depuis l'Allemagne (+14% /2025 ou +3 500 téc) à 27 000 téc. La viande de réforme allemande a profité d'un différentiel de prix favorable (45 cts/kg éc en moins en moyenne depuis le début de l'année par rapport à la vache O française selon Eurostat).

Disponibilités intérieures de viandes bovines toujours réduites

Les disponibilités intérieures de bœuf et de veau ont reculé de 1,5% sur les neuf premiers mois de l'année, pour un total de 1 017 000 téc (-16 000 téc). Attention, ce calcul ne tient pas compte des variations de stocks de viande en abattoir qui peuvent influer sur les volumes d'un mois sur l'autre ou sur de plus longues périodes.

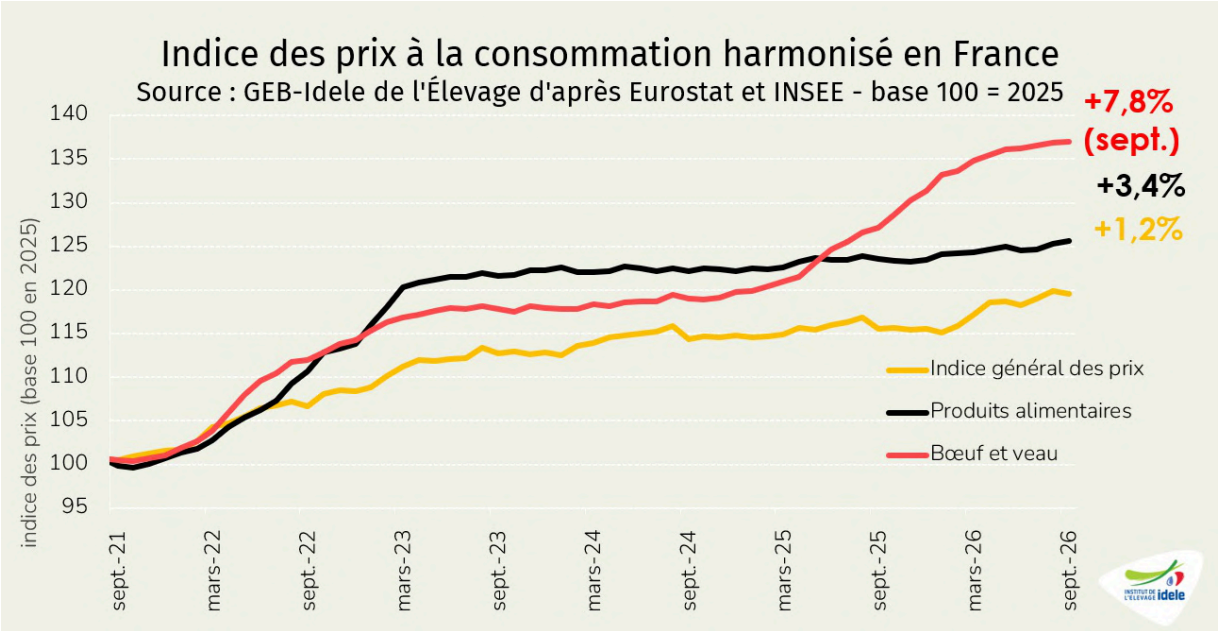


Le fort recul des importations depuis le début de l'année (-20 000 téc) a entrainé **la baisse de la part des imports dans la consommation en cumul, à 24%, contre 26% en 2025 sur la même période.**

Depuis le Brexit début 2021, les statistiques douanières sont perturbées par la nouvelle organisation des opérateurs. Plusieurs exportateurs britanniques font dédouaner leurs viandes en France avant de les réexpédier vers les Pays-Bas, afin de faciliter les procédures. Ces effets ne sont pas déduits ici.

En octobre l'inflation générale continue d'augmenter

En octobre selon l'INSEE, l'inflation générale a progressé de 3,4% sur un an, contre 2,4% deux mois plus tôt. Les prix des produits pétroliers bondissaient de 24% sur un an. De son côté, l'alimentaire augmentait peu : +1,2% contre 1,4% le mois précédent /2025. Toutefois, les prix de l'alimentaire frais grimpaient encore très vite (+8% sur un an, contre +9,5% un mois plus tôt) mais les autres produits alimentaires s'appréciaient à peine (+0,3%). **La hausse du prix du bœuf et veau poursuivait sa décélération, à +7,8% sur un an en septembre** (dernière donnée connue) du fait du début de hausse des prix de ce produit un an plus tôt.



Viandes bovines » Gros bovins » France »

L'IPAMPA viande bovine accélère sa hausse

Dernière révision le 23 novembre 2026

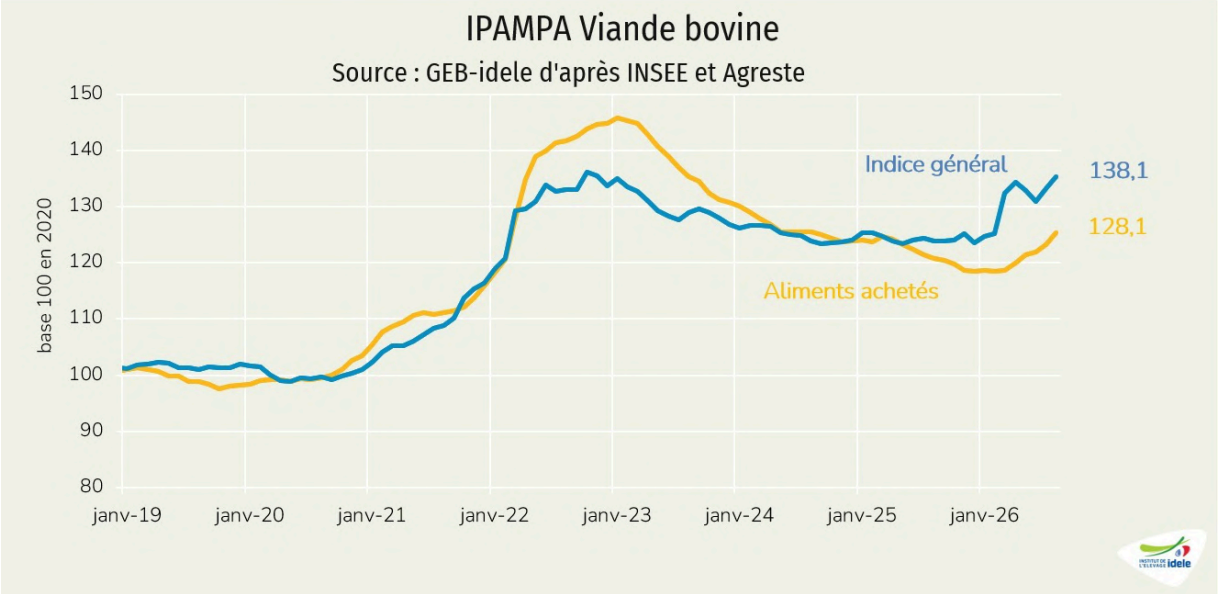
En septembre-octobre, les coûts de production ont poursuivi leur hausse en élevage. Cela n'empêche pas le rebond du cheptel allaitant, du fait de la baisse des réformes et de meilleurs résultats de reproduction en hiver 2025. Le prix des femelles de type viande résiste tandis que celui des laitières diminue comme en UE. À l'inverse, les prix des jeunes bovins se raffermissent de quelques centimes.

Hausse de l'IPAMPA viande en septembre

Les prix de l'énergie et des engrais ont bondi depuis mars avec le déclenchement de la guerre au Moyen-Orient et la fermeture du détroit d'Ormuz. Ils sont toujours extrêmement volatils et leur hausse s'est poursuivie en septembre. Cela pèse sur les coûts de productions.

L'IPAMPA de synthèse viande bovine (indice des prix d'achat des moyens de production agricoles) a augmenté en septembre de 11% /2025, à 138,1 points (contre +9,2% un mois plus tôt). La flambée du poste énergie-lubrifiants se poursuit (+72% /2025 après +59% un mois plus tôt) et celle des engrais et amendements aussi (+18%) expliquant l'essentiel de la hausse. Le poste aliments achetés affiche aussi une hausse (+6,3% /2025), non négligeable dans un contexte où de nombreux éleveurs pourraient avoir à acheter davantage d'aliment, compte tenu des récoltes de fourrages médiocres.

Le prix du baril de pétrole *Brent* (Mer du Nord) augmentait encore en octobre, permettant de supposer une nouvelle hausse de l'IPAMPA viande bovine lors de la prochaine publication de l'indice, début décembre.

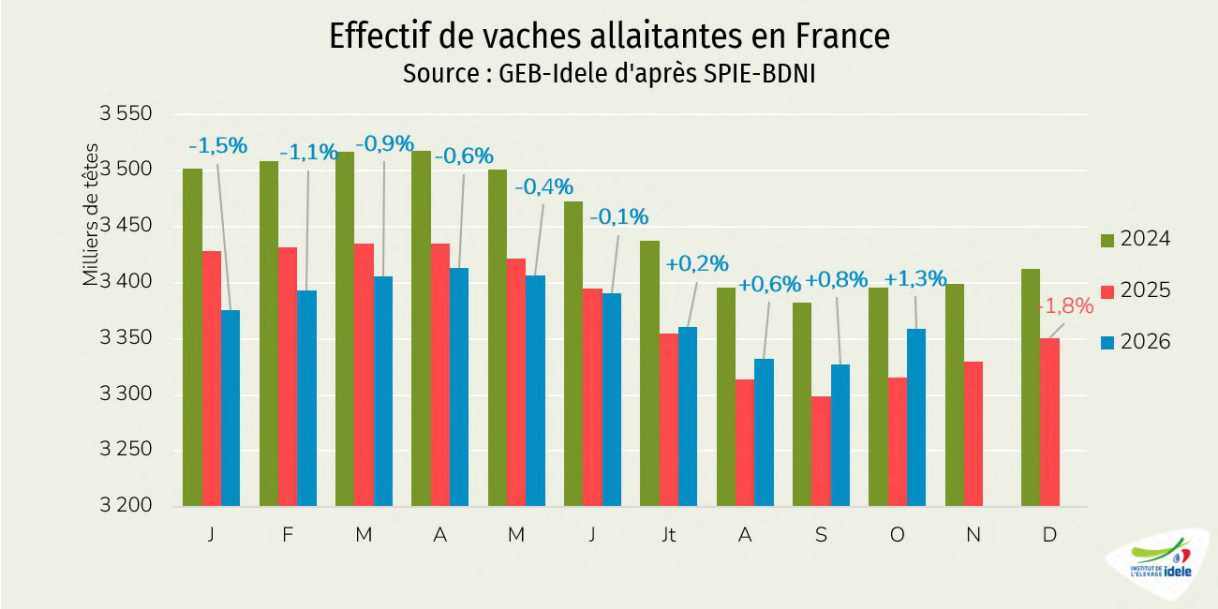


À noter, l'IPAMPA ne couvre pas l'ensemble des charges des exploitations. D'autres charges comme les coûts salariaux ou les coûts des travaux par tiers, qui ne sont pas prises en compte dans l'IPAMPA, restent en hausse par rapport à 2024.

Compte tenu de l'inflation, le SMIC, indexant les coûts de main d'œuvre salariée et non salariée, sera augmenté par anticipation de **1,6% le 1er décembre** au lieu du 1er janvier prochain. Deux autres revalorisations ont déjà eu lieu en 2026 : le 1er janvier, de 1,18%, et le 1er juin, de 2,42%.

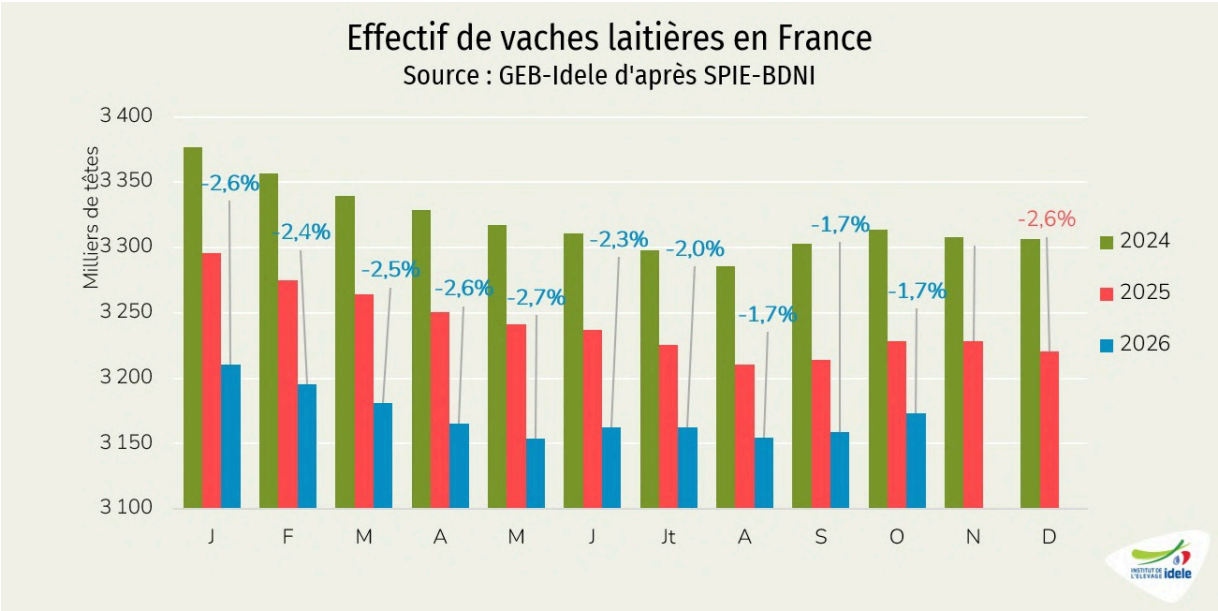
Cheptel allaitant étoffé de 1,3% au 1er octobre

La décapitalisation allaitante a ralenti depuis l'été 2025, avec la hausse du prix des animaux et une fertilité retrouvée après les épisodes de maladies vectorielles. Depuis août, le cheptel allaitant progresse même. **Au 1er octobre, le nombre de vaches allaitantes affichait une hausse de 1,3% sur un an (+44 000 vaches)** avec des entrées nombreuses de génisses dans le cheptel reproducteur. Leur vêlage avait été retardé suites à des infertilités liées aux maladies entre l'automne 2024 et l'été 2025. À 3,359 millions de têtes, le nombre de vaches allaitantes restait toutefois inférieur de 1,1% à son niveau d'il y a deux ans et de 16% à celui d'il y a dix ans (-638 000 têtes).



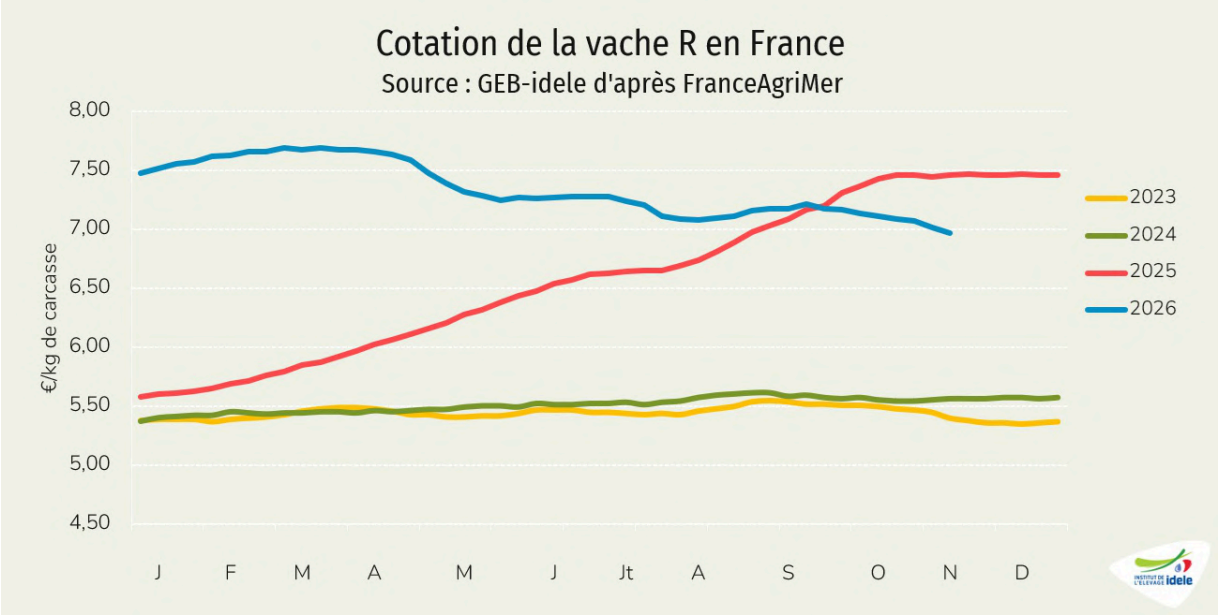
Les abattages de vaches allaitantes étant toujours limités en octobre (-12% 2025), cette inversion de tendance du cheptel allaitant pourrait se poursuivre au 1er novembre.

Le cheptel de vaches laitières restait en recul, mais la baisse continue de ralentir grâce à de nombreuses entrées de génisses. **Au 1er octobre, le cheptel français comptait 3,173 millions de vaches laitières (-1,7%** /2025 et -4,2% /2024).



Peu de réformes allaitantes, les prix résistent

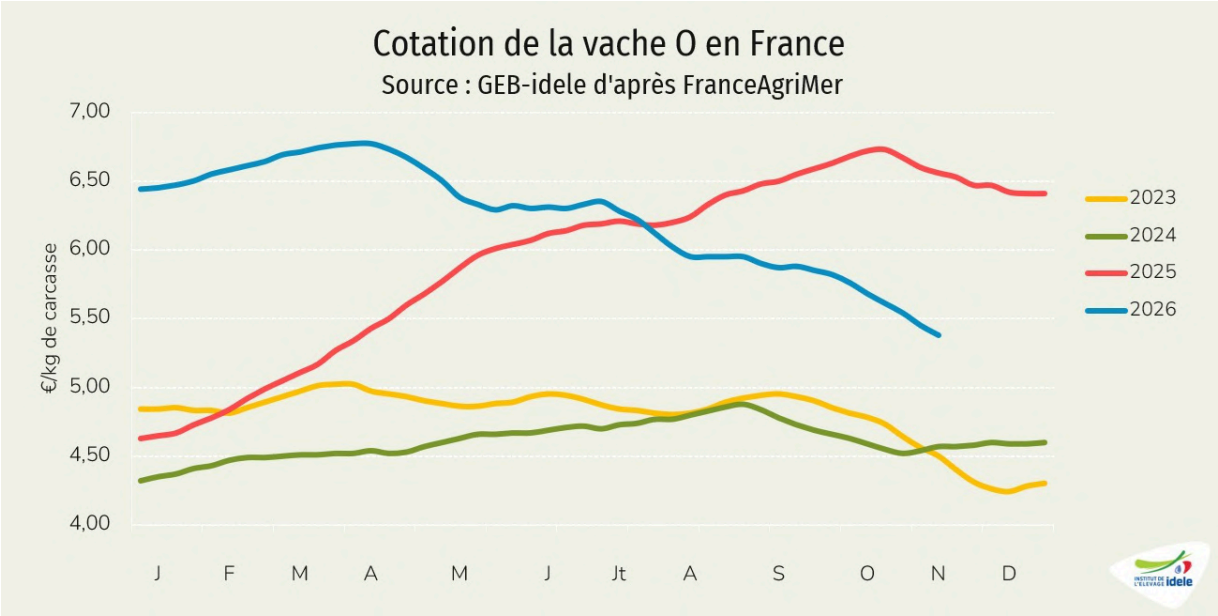
Les abattages de vaches de type viande sont ralentis depuis le début de l'année. D'après l'indicateur hebdomadaire de Normabev sur les semaines 43 à 46 (jusqu'au 13 novembre), **les effectifs abattus affichaient une baisse de 8% /2025,** compensée partiellement par une hausse de 1,8% du poids moyen (+31 kg carc. /2025). Ceci permet aux cotations des vaches de type viande de résister à la forte baisse saisonnière subie par les vaches laitières.



La cotation de la vache R a perdu 14 centimes en quatre semaines, s'établissant à 6,97 €/kg de carcasse en semaine 46 (-7% /2025 mais encore +25% /2024). Celle de la **vache U standard** a perdu 9 centimes sur la période, à 7,73 €/kg en semaine 46 passant de 6 centimes sous sa valeur 2025 (-1% /2025 et +28% /2024).

Les cotations des laitières à la baisse

Les réformes laitières ont été un peu plus nombreuses de mi-août à mi-octobre, mais sont de nouveau en retrait début novembre après cette phase d'anticipation des abattages d'automne, liée aux canicules et à la sécheresse. **Sur les semaines 43 à 46, les effectifs de laitières abattues étaient en repli de 9% /2025** d'après Normabev. Malgré les faibles volumes abattus, les cotations des vaches laitières poursuivent une baisse saisonnière dans le sillage d'autres États membres (voir notre article sur les femelles en Europe).

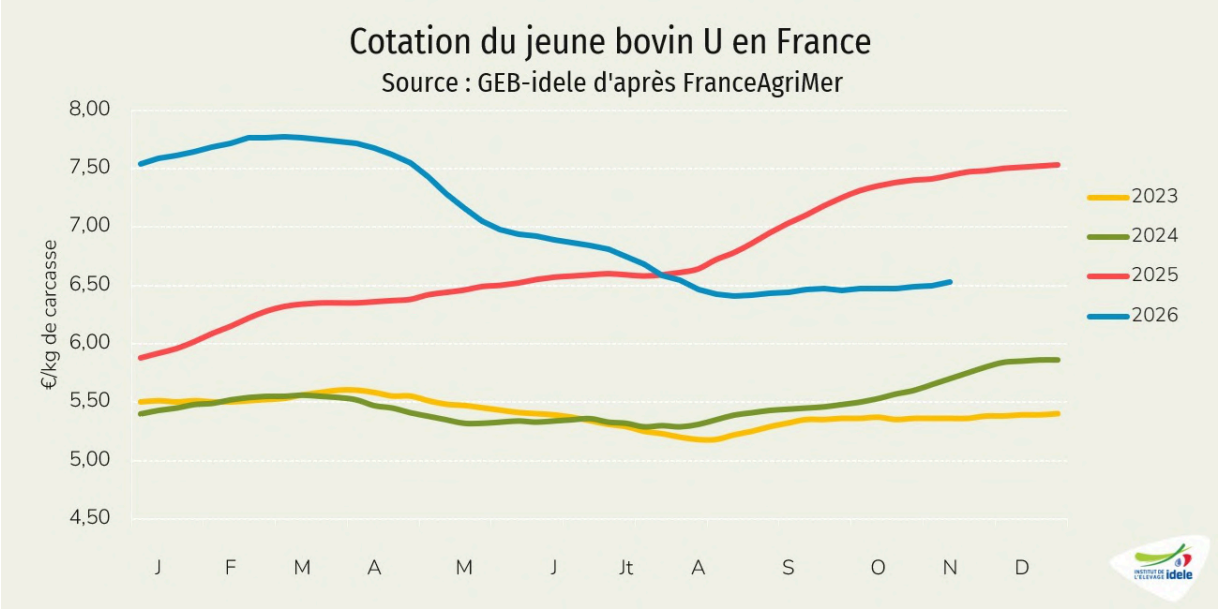


En semaine 46, la vache O a concédé 30 centimes en quatre semaines pour coter 5,38 €/kg de carcasse (-18% /2025 mais toujours +18% /2024). La vache P a perdu 35 centimes, à 4,90 €/kg (-22% /2025 mais +17% /2024).

Des sorties de jeunes bovins dynamiques

Les abattages de jeunes bovins sont très dynamiques depuis fin août, permettant de répondre à une demande européenne renforcée en automne-hiver. D'après l'indicateur hebdomadaire de Normabev, **le nombre de jeunes bovins de type viande abattus sur les semaines 43 à 46 était supérieur de 12% à son niveau de l'an dernier.** Le poids moyen affichait une hausse significative (+2,4% ou +11 kg carc) tandis que l'âge moyen est revenu au niveau de 2025 depuis fin septembre, après avoir été supérieur de 6-9 jours à 2025 en début d'année.

Les cotations des jeunes bovins conformés U et R gagnent un ou deux centimes chaque semaine depuis mi-août, mais la reprise est très lente par rapport aux prix italiens et allemands (lire notre article sur les jeunes bovins en Europe).



La cotation française du jeune bovin U a engrangé 6 centimes en quatre semaines, à 6,53 €/kg de carcasse en semaine 46 (-12% /2025 mais +15% /2024). **Celle du jeune bovin R** était à 6,34 €/kg, gagnant 7 centimes en un mois (-13% /2025 et +14% /2024). **Celle du jeune bovin O,** peu conformé, a perdu 14 centimes en un mois, à 5,39 €/kg (-20% /2025 et +12% /2024), suivant davantage l'évolution des laitières.

Viandes bovines » Jeunes bovins » Europe »

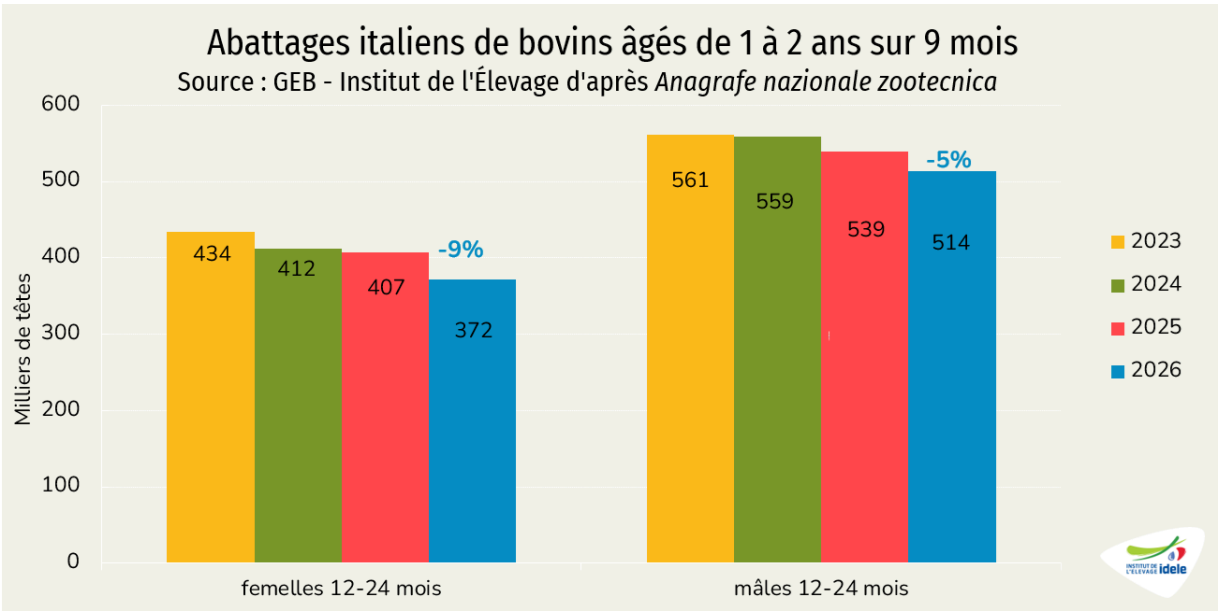
Pause dans la hausse saisonnière des cours pour les taurillons

Dernière révision le 23 novembre 2026

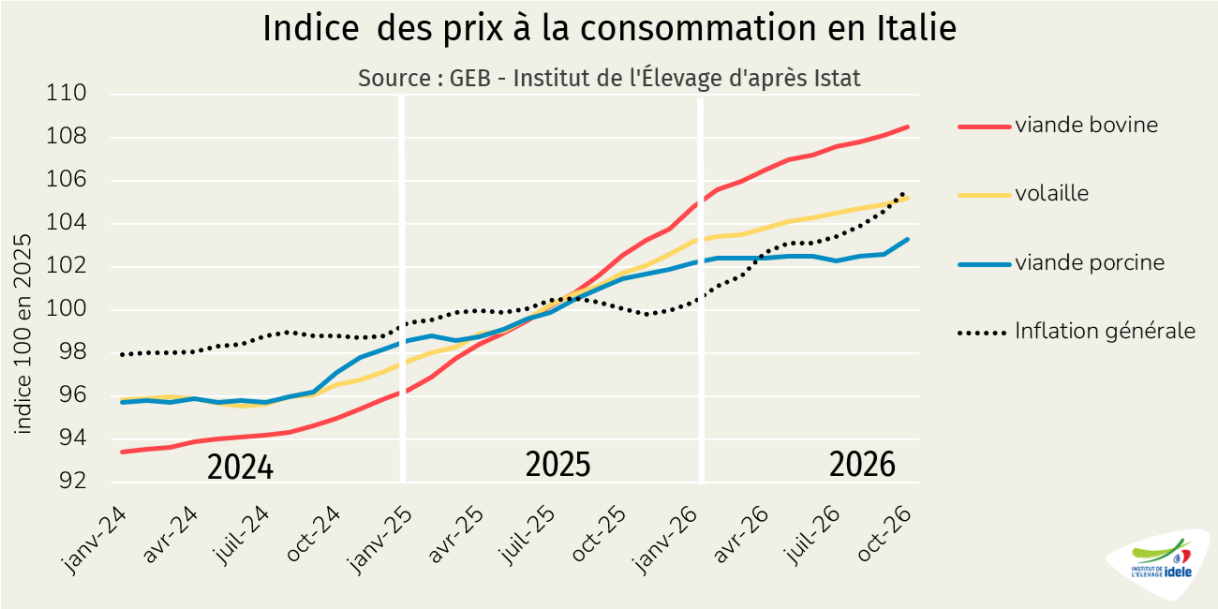
En Italie, les cours des taurillons se stabilisent malgré la baisse de la production. En cause, la consommation qui patine du fait de l'inflation. Dans les autres pays européens, la situation est plus contrastée mais tend à une stabilisation voire à un recul des cours.

Italie : cours stationnaires malgré le recul de la production

Les abattages de jeunes bovins mâles et femelles poursuivaient leur recul en Italie, dans le sillage de la baisse des envois de broutards français depuis plusieurs années (lire notre article dédié aux broutards pour en savoir plus).

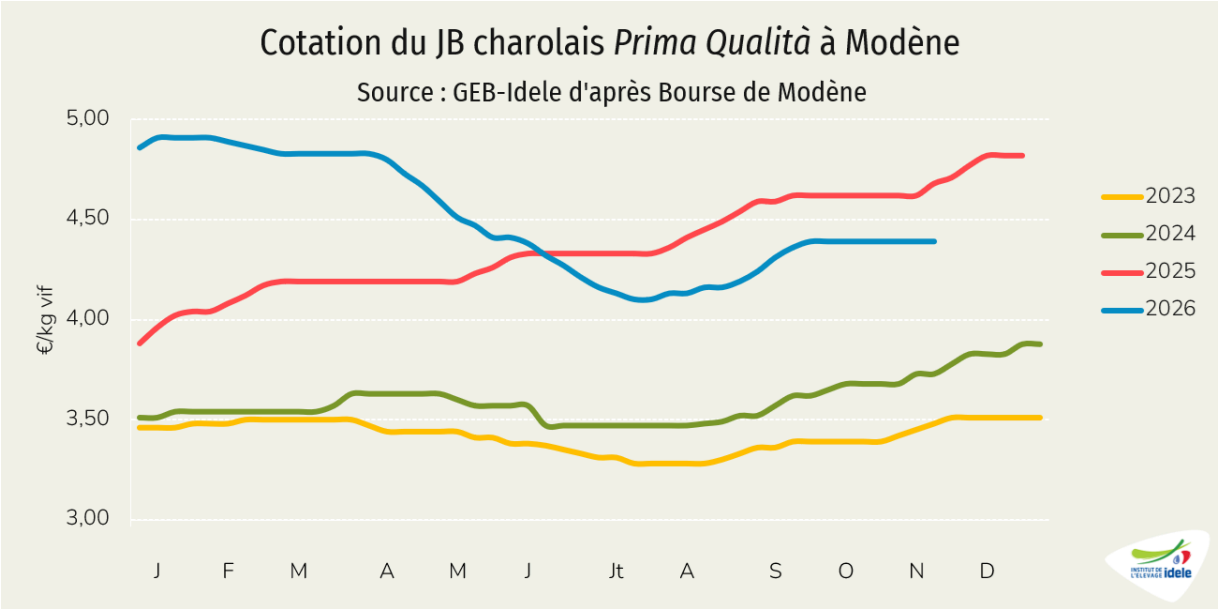


En septembre, 103 000 taurillons et génisses ont été abattus en Italie, en net recul de 8% sur un an. **Le cumul annuel** suit la même tendance, avec 886 000 jeunes bovins abattus sur neuf mois (-6% /2025). Les abattages de génisses reculent plus fortement (-11% /2025 en septembre, contre -6% pour les abattages de taurillons), malgré des envois de broutardes très dynamiques depuis le début de l'année et donc des disponibilités en ferme théoriquement élevées. La viande de génisse, vendue comme plus haut de gamme que la viande de taurillon, est plus à la peine du fait de la baisse du pouvoir d'achat des consommateurs italiens.



En octobre, l'inflation générale s'établissait à 5,5%. Elle était un peu plus élevée sur le bœuf (+5,8%), mais nettement plus faible sur le porc (+1,8%). En rayon, les viandes blanches font concurrence à la viande bovine et limitent la fluidité du marché.

En conséquence, les prix des bovins entrée abattoir n'augmentent plus malgré la nette baisse de la production.

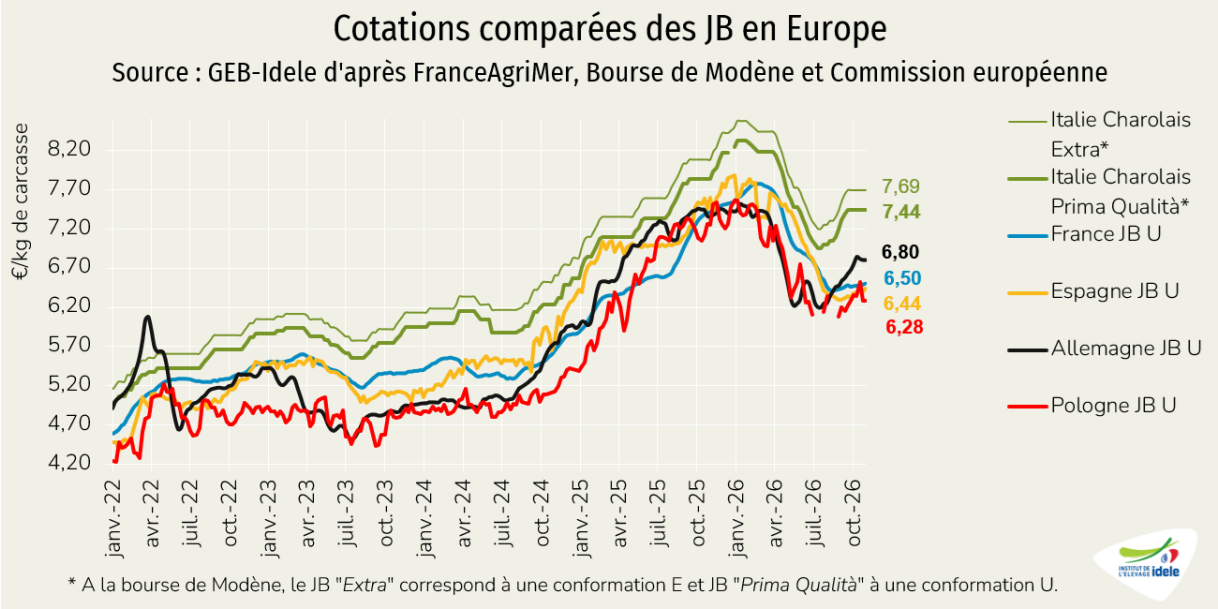


Alors que les prix des taurillons avaient amorcé leur hausse saisonnière depuis fin juillet, celle-ci s'est arrêtée en septembre. **En semaine 46 à Modène** :

- Le **taurillon charolais *Prima Qualità*** (conformation U) se stabilisait à 4,39 €/kg vif (-6% /2025),
- Le **taurillon charolais *Extra*** (conformation E) cotait 4,54 €/kg vif (-6% /2025),
- La cotation des **taurillons limousins** s'établissait à 4,91 €/kg vif (-2% /2025),
- La **génisse limousine *Extra*** (conformation E) reculait de deux centimes en un mois, à 5,11 €/kg vif (+2% /2025).

Prix en pause dans toute l'Europe

Malgré leur stagnation, les taurillons italiens restent nettement au-dessus des cours des les autres pays européens.

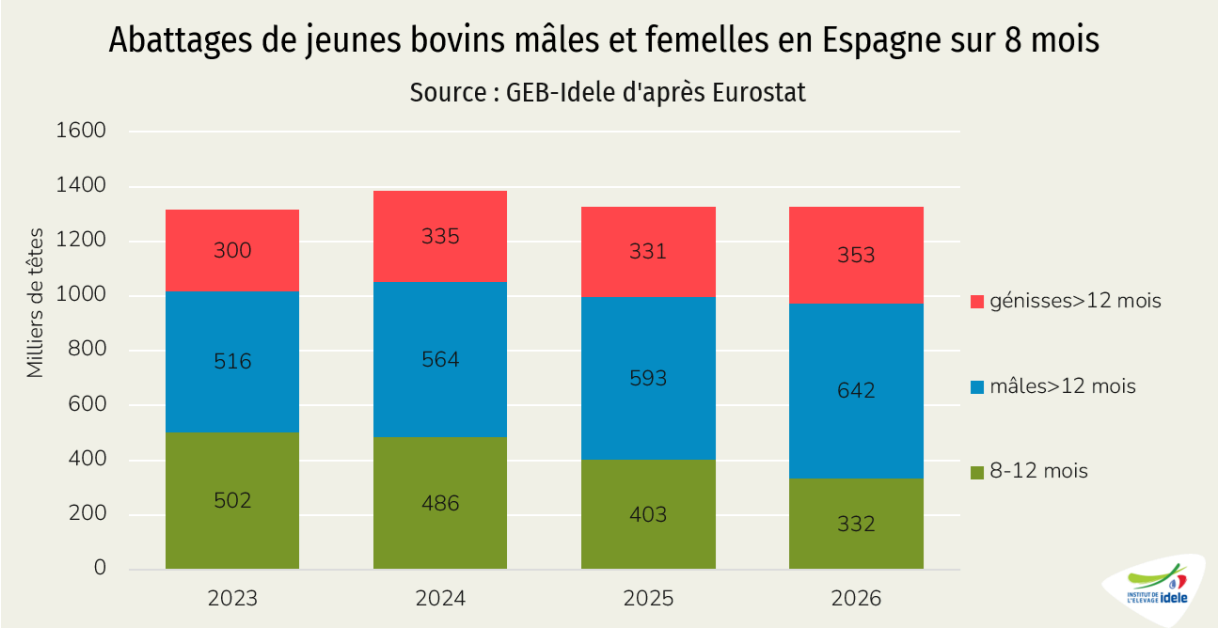


En semaine 45 :

- Le **taurillon U allemand** cotait 6,67 €/kg de carcasse (-7% /2025), en légère baisse de cinq centimes en un mois,
- Le **taurillon U espagnol** progressait de six centimes sur quatre semaines, atteignant 6,44 €/kg de carcasse (-15% /2025),
- Le **taurillon U polonais** se stabilisait à 6,28 €/kg de carcasse (-13% /2025).

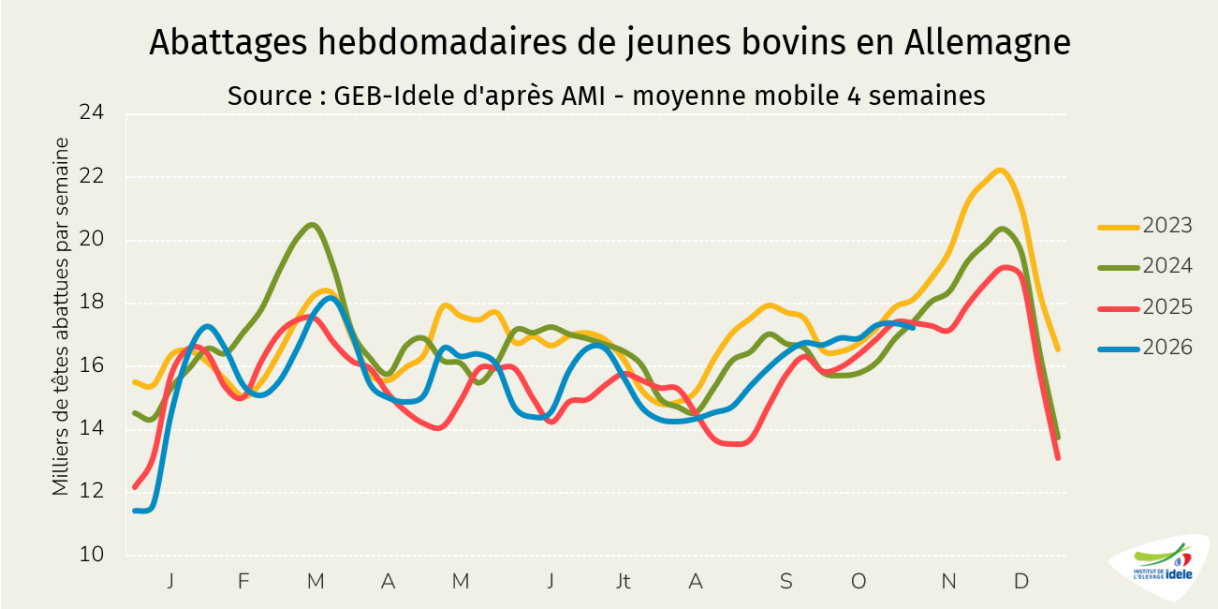
Abattages dynamiques en Espagne et en Allemagne

En Espagne, la production de taurillons poursuit son développement à grande vitesse, au détriment des bovins jeunes abattus entre huit mois et un an.



En cumul sur huit mois, 642 000 mâles de plus d'un an ont été abattus en Espagne, en hausse de 8% /2025 en têtes (+10% en tonnage), alors que les sorties de bovins de huit mois à un an reculaient de 18% sur la même période.

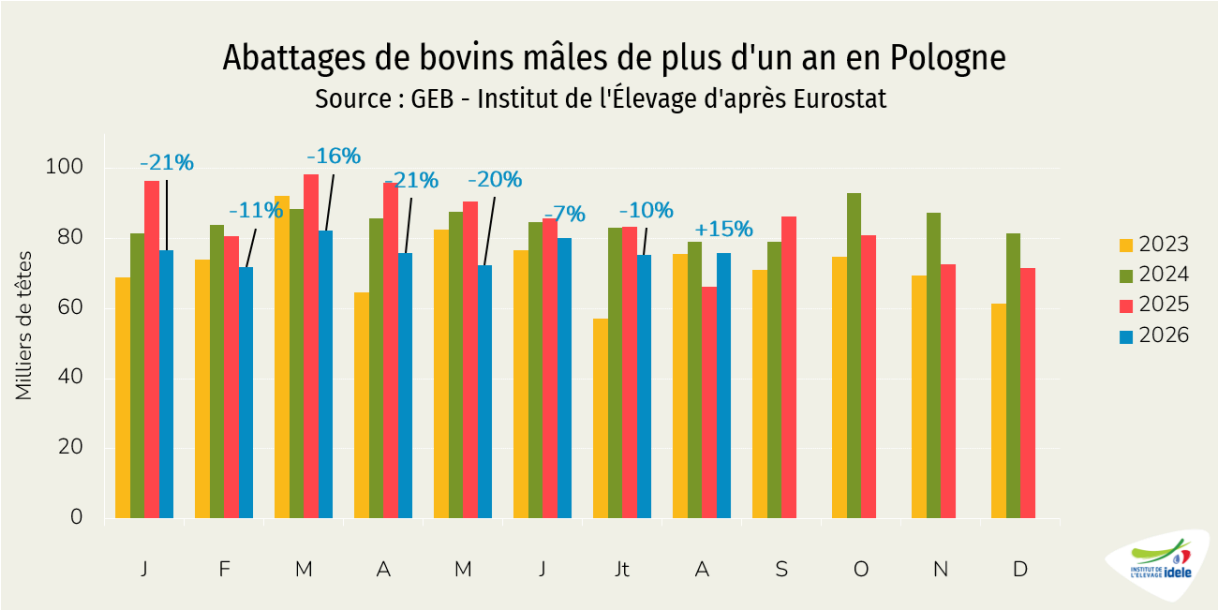
En Allemagne, après un début d'année en demi-teinte, avec 659 000 taurillons abattus (= /2025) pour 277 000 téc (+2% /2025) sur huit mois, les abattages ont été dynamiques sur l'automne d'après l'indicateur hebdomadaire AMI.



Sur les semaines 38 à 45 (du 14 septembre au 8 novembre), les abattages de taurillons auraient ainsi augmenté de 2% /2025 en têtes.

Production à la peine en Pologne

En Pologne, les abattages de jeunes bovins ont rebondi en août, après un début d'année en forte baisse.



Ce rebond n'efface pas la baisse de la production depuis janvier. **En cumul sur huit mois, 611 000 taurillons ont été abattus en Pologne (-12% /2025)** pour un tonnage de 211 000 téc (-10% /2025). La forte croissance des poids carcasse (349 kg en août, +14 kg /2025) permet de limiter la baisse de production abattue.

Viandes bovines » Femelles » Europe »

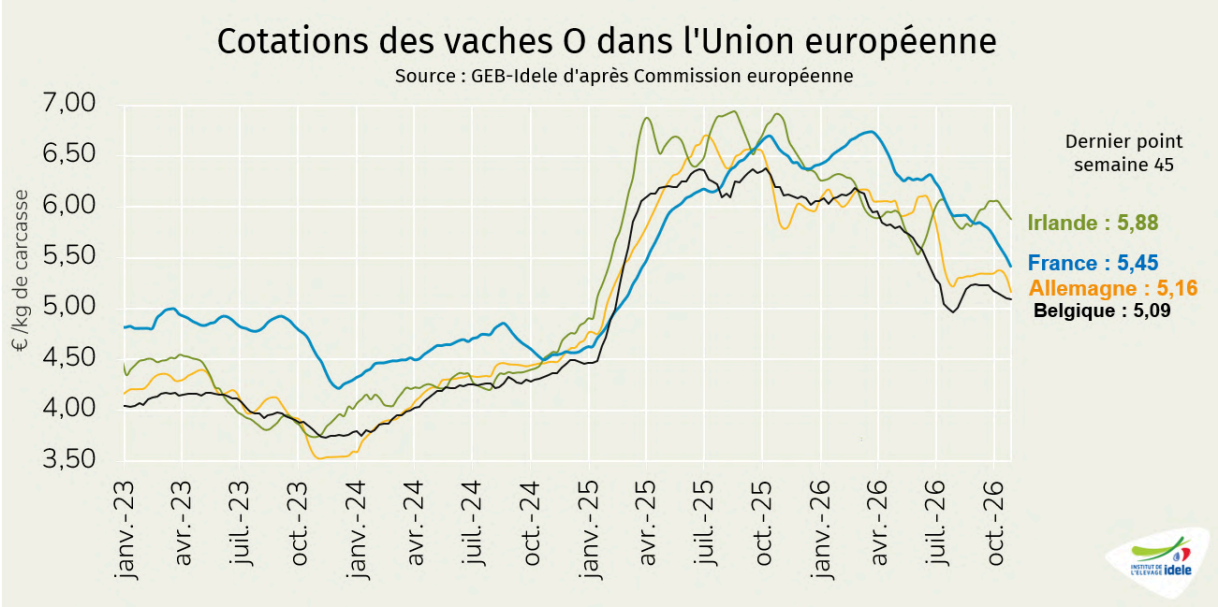
Baisse saisonnière des cours

Dernière révision le 23 novembre 2026

Les réformes automnales en Europe donnent lieu à l'habituelle baisse saisonnière des prix des vaches. Les prix irlandais restent les plus élevés en lien avec des abattages toujours restreints, tandis que la baisse est plus prononcée en Allemagne, où la dynamique de réformes est similaire à celle des années précédentes.

Baisse des cours contrastée selon les États membres

L'automne est la saison où les éleveurs font le tri dans leur troupeau à l'occasion de la rentrée en bâtiment. Cela conduit à des abattages de vaches plus nombreux et à une détente des cours qui avait été peu visible en 2024 et 2025 en raison de la pénurie de viande bovine sur le marché européen. En 2026, le marché a retrouvé sa saisonnalité, moyennant quelques à-coups liés à la sécheresse extrême de l'été.



La cotation allemande de la vache O avait déjà perdu 89 centimes entre fin juin et début août sous le poids de réformes anticipées du fait de la sécheresse. Elle s'était ensuite stabilisée avant une reprise de la baisse en octobre. En semaine 45, elle avait perdu 18 centimes en un mois pour coter 5,16 €/kg de carcasse (-12% /2025 mais +15% /2024).

La cotation irlandaise de la vache O demeure relativement élevée. Elle a progressé en fin d'été avant d'amorcer une baisse mi-octobre. En semaine 45, elle se situait à 5,88 €/kg de carcasse (-15% /2025 mais +29% /2024).

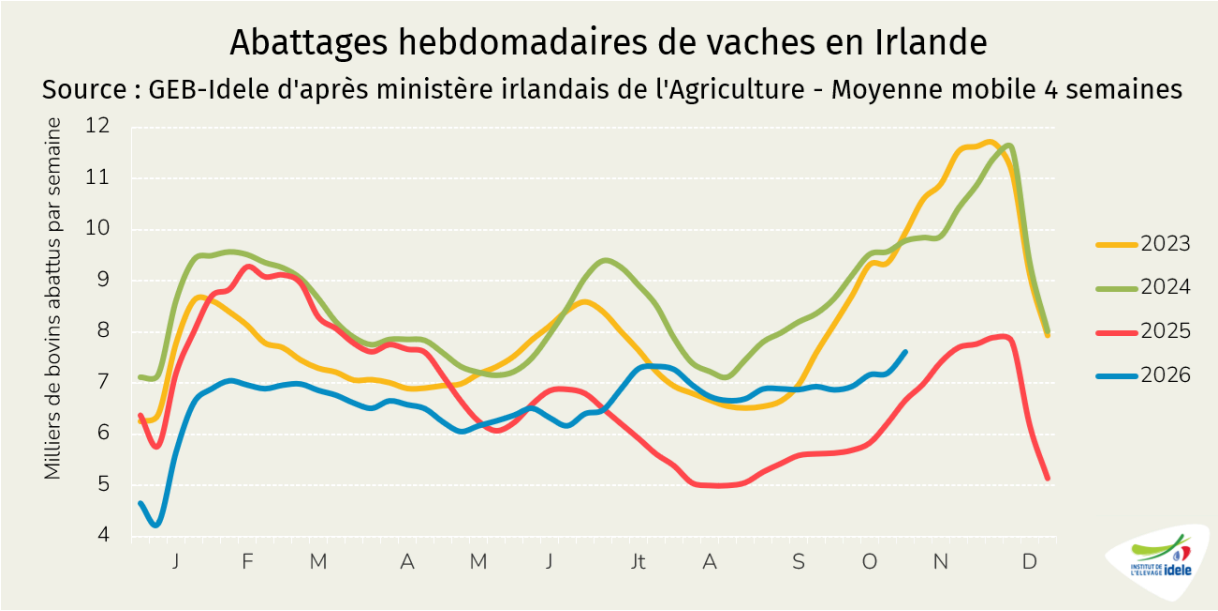
La cotation belge suit un mouvement relativement parallèle à celui de la vache allemande, mais un cran en dessous, à 5,09 €/kg (-18% /2025 mais +17% /2024).

La cotation de la vache O française évolue entre celles de ses homologues européennes, à 5,45 €/kg en semaine 45 (-18% /2025 mais +20% /2024). Alors qu'elle est en temps normal la plus élevée d'Europe, elle se situe à présent 43 centimes sous la cotation irlandaise et n'est plus que 29 centimes au-dessus de la cotation allemande.

En Irlande, les réformes restent très limitées

En Irlande, la hausse saisonnière des abattages de vaches est particulièrement timide. La bonne remontée saisonnière du prix du lait encourage probablement les éleveurs à garder leurs vaches, d'autant que la belle arrière-saison a permis d'allonger la période de pâturage et de faire une ultime récolte d'enrubanage, permettant d'alléger la pression sur les réserves fourragères pour l'hiver à venir.

Ainsi, même si le nombre de vaches abattues est supérieur au très bas niveau de 2025, il reste loin des niveaux atteints d'habitude à cette saison.

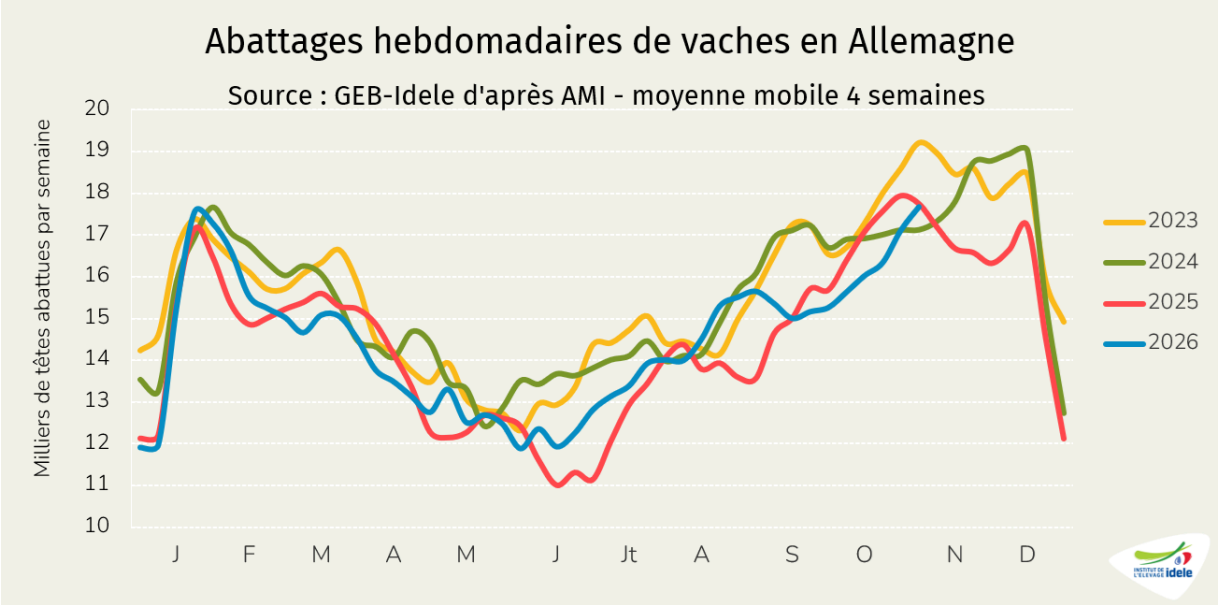


D'après le ministère de l'Agriculture irlandais, les abattages de vaches sur les semaines 42 à 45 étaient en hausse de 14% par rapport à 2025, mais en recul de 22% par rapport à 2024 et 2023. À noter que la sécheresse

inhabituelle de l'été avait conduit à des réformes anticipées au mois de juillet.

En Allemagne, des réformes à un niveau habituel

En Allemagne, des réformes anticipées avaient eu lieu en août en raison de la sécheresse, conduisant mécaniquement à un ralentissement en septembre. La hausse saisonnière des réformes a repris en octobre, jusqu'à atteindre des niveaux relativement habituels au cœur de l'automne.



D'après l'indicateur hebdomadaire publié par AMI, les abattages de vaches sur les semaines 42 à 45 étaient équivalents à leur niveau de 2025 et intermédiaires entre ceux de 2024 et 2023.

Viandes bovines » Maigre »

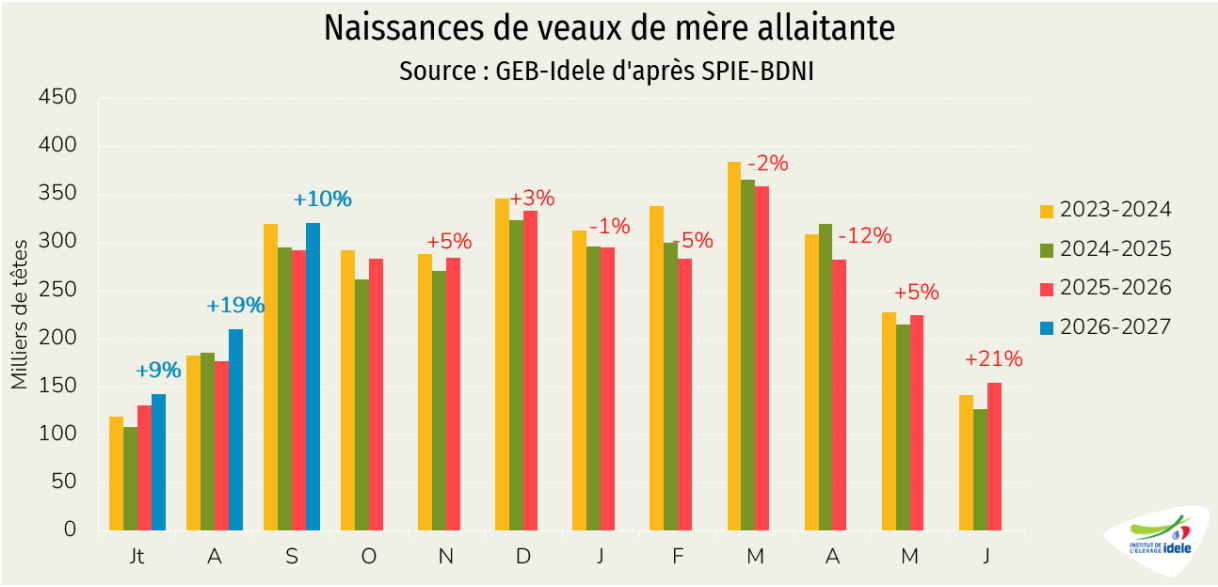
Nette hausse des naissances allaitantes

Dernière révision le 23 novembre 2026

Les naissances d'automne retrouvent leur dynamisme, effacé pendant deux ans par les passages de maladies vectorielles. La hausse des entrées de génisse en reproduction contribue à soutenir cette tendance.

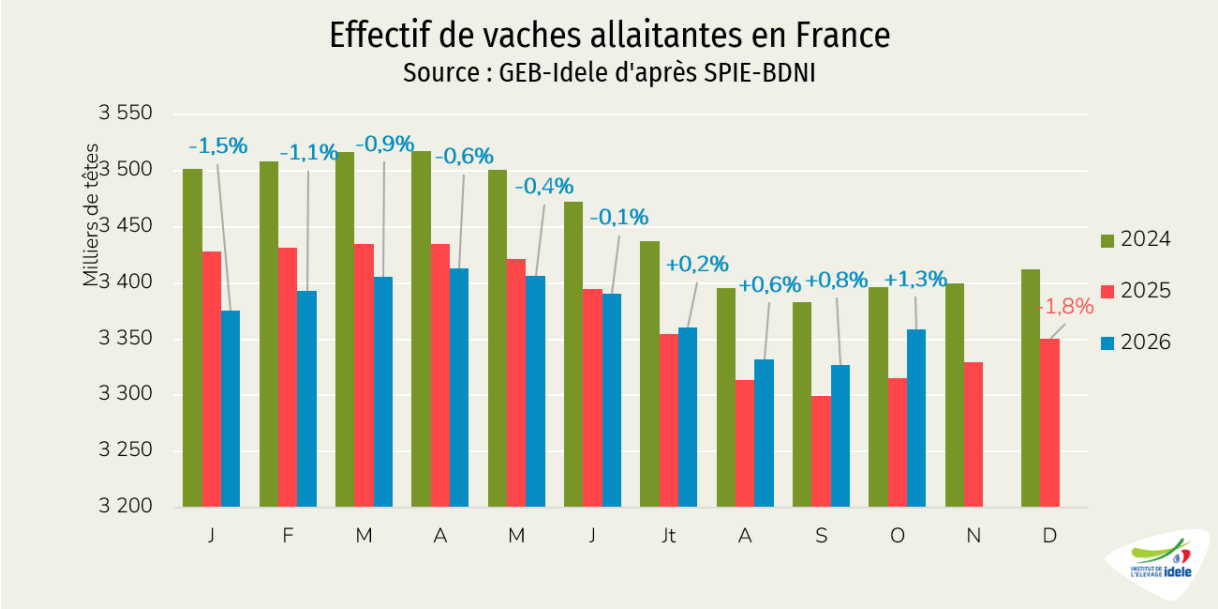
Naissances en hausse

Après deux années marquées par des baisses de naissance d'automne, la dynamique a nettement repris en 2026.



En septembre, 321 000 veaux sont nés de mère allaitante (+29 000 têtes /2025), retrouvant le niveau de 2023, avant les épisodes de maladies vectorielles. Après trois mois en hausse, le cumul sur la campagne 2026-27 (juillet 2026 à septembre 2026) atteint 674 000 naissances, en forte progression de 74 000 têtes (+12% /2025-26).

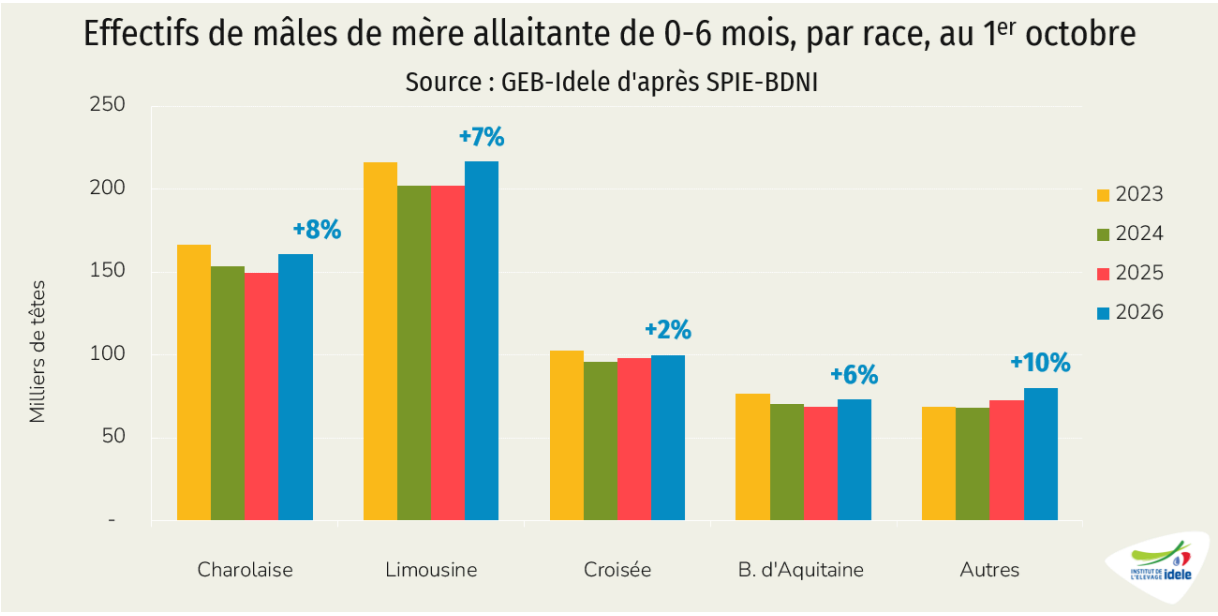
Depuis début 2024, les effectifs de génisses allaitantes de plus de 18 mois augmentaient constamment dans les élevages. Après les aléas de reproduction dus aux maladies vectorielles en 2024 et 2025, il semble qu'une partie au moins de ces génisses supplémentaires aient enfin vêlé, amorçant un **début de recapitalisation inédit depuis dix ans**. En parallèle, les réformes de vaches allaitantes reculaient (voir notre article dédié aux gros bovins en France pour en savoir plus).



Après avoir fortement chuté ces dernières années, le cheptel allaitant a amorcé une légère remontée durant l'été. **Au 1er octobre, on comptait 3,359 millions de vaches allaitantes** (+1,3% /2025).

Effectifs de jeunes broutards renforcés

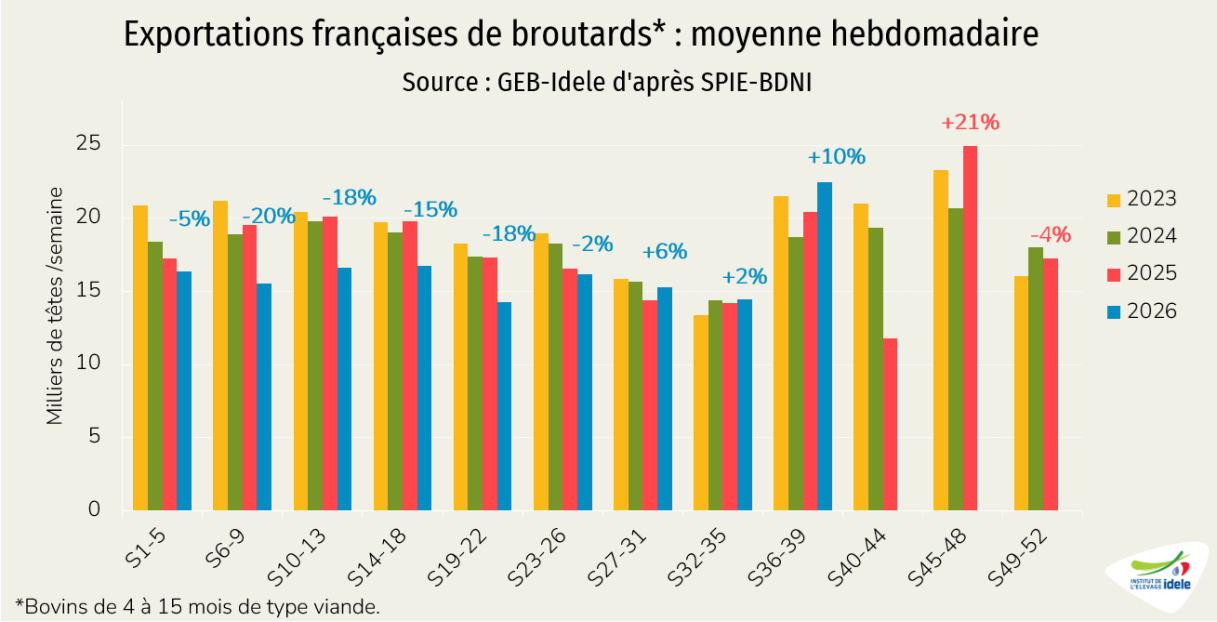
Conséquence des naissances dynamiques, les effectifs de mâles de moins de six mois étaient nettement renforcés au 1er octobre.



Au 1er octobre, **630 000 mâles allaitants de moins de six mois** étaient présents dans les élevages français, soit une progression de 7% /2025. Toutes les races profitent du mouvement, avec cependant une dynamique plus ferme pour les races rustiques (Salers et Aubrac en tête).

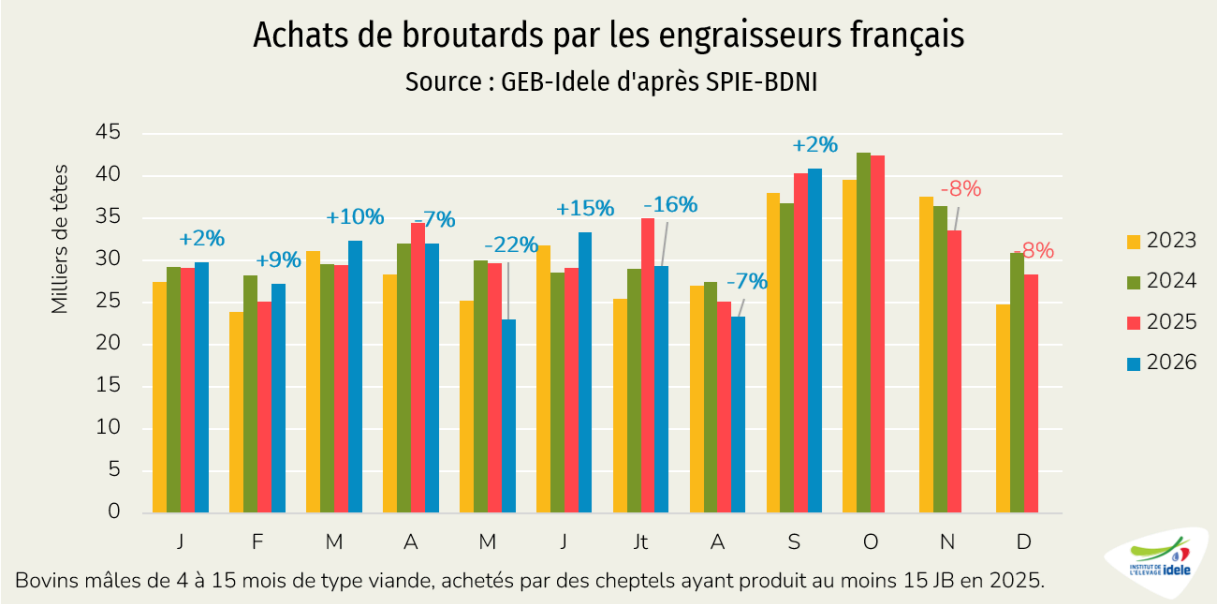
Hausse des envois et des mises en place en France

Après un début d'année ralenti, les envois de broutards français se sont nettement redressés depuis l'été.



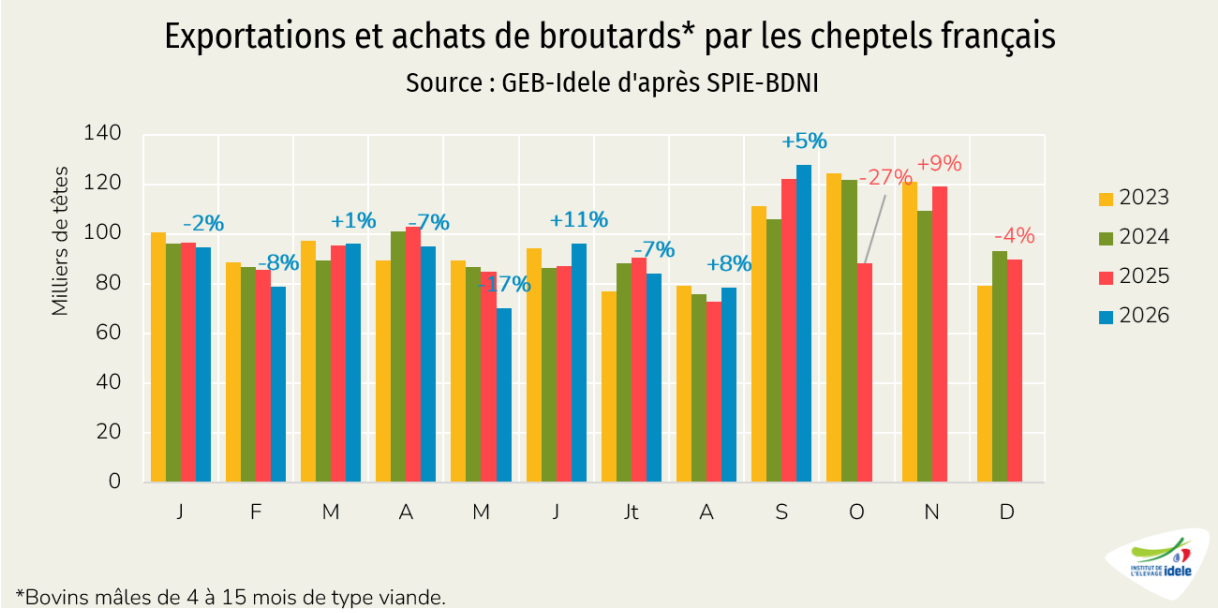
En septembre (semaines 36 à 39), 90 000 broutards ont été exportés, en hausse de 8 000 têtes /2025. La hausse des envois observée depuis juillet ne suffit cependant pas à compenser la baisse de début d'année : **en cumul sur 42 semaines** (jusqu'au 18 octobre), seuls 705 000 broutards ont été exportés, soit une baisse de 6% /2025.

La hausse des envois en septembre n'a pas pénalisé les mises en place chez les engraisseurs avec achat français.



En septembre, 41 000 broutards ont été achetés par des engraisseurs français, en hausse de 2% (1 000 têtes) sur un an.

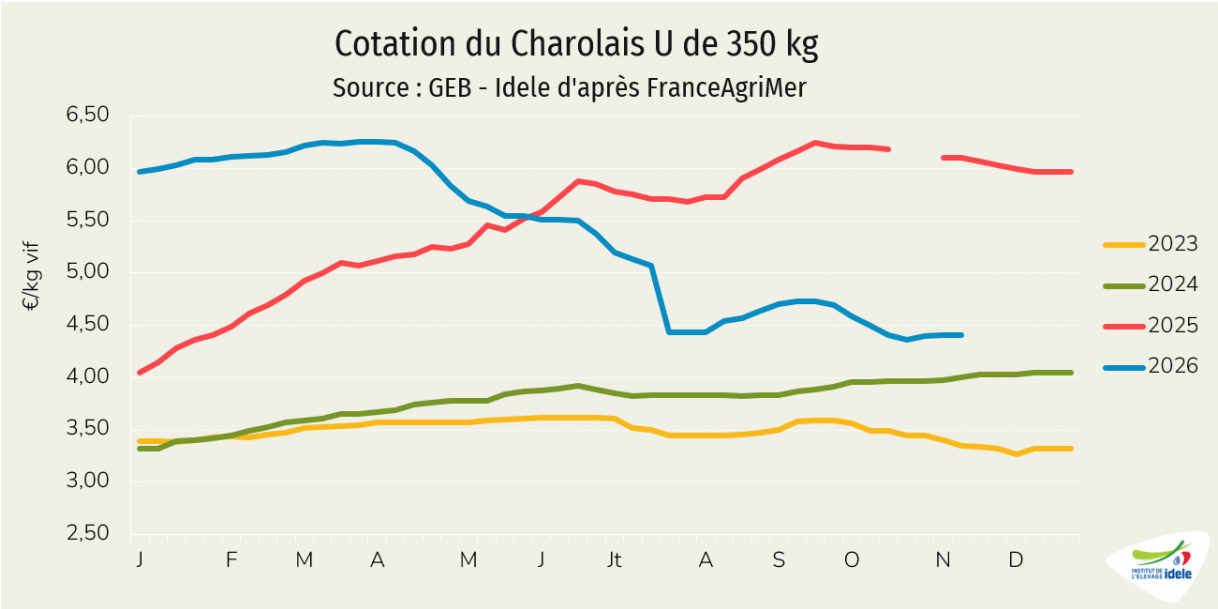
La hausse à la fois des exportations et des mises en place pourrait résulter de mises en marché plus importantes de la part des naisseurs.



Cette hausse pourrait découler de sorties anticipées de broutards dans le contexte de sécheresse et de tensions sur les ressources fourragères observées dans les bassins allaitants. **En cumul sur août et septembre, 207 000 broutards ont été exportés ou achetés par des engraisseurs français**, soit une nette hausse par rapport aux années précédentes : +6% /2025 (+11 000 têtes), +14% /2024 (+25 000 têtes) et +8% /2023 (+16 000 têtes).

Le marché retrouve un équilibre

Après avoir fortement chuté depuis le mois d'avril, avec un léger rebond en septembre, les cours des broutards se sont stabilisés depuis début octobre, malgré l'offre en animaux maigres.



En semaine 46 :

- Le **Charolais U de 350 kg** cotait 4,41 €/kg vif (-28% /2025, mais +10% /2024), stable sur un mois,
- Le **Charolais U de 450 kg** cotait 4,05 €/kg vif (-26% /2025), en baisse de 5 centimes sur quatre semaines,
- La cotation du **Limousin E de 350 kg** s'établissait à 4,80 €/kg vif (-19% /2025), en recul de 10 centimes en un mois,
- Le **Croisé R de 300 kg** reculait à 4,70 € /kg vif (-22% /2025).

Les femelles suivaient une tendance similaire :

- La **Limousine E de 270 kg** perdait 20 centimes sur un mois, à 4,90 €/kg vif (-16% /2025, mais +24% /2024),
- La **Charolaise U de 270 kg** cotait 4,28 €/kg vif (-25% /2025), en baisse de 27 centimes en quatre semaines.

Viandes bovines » Veaux de boucherie »

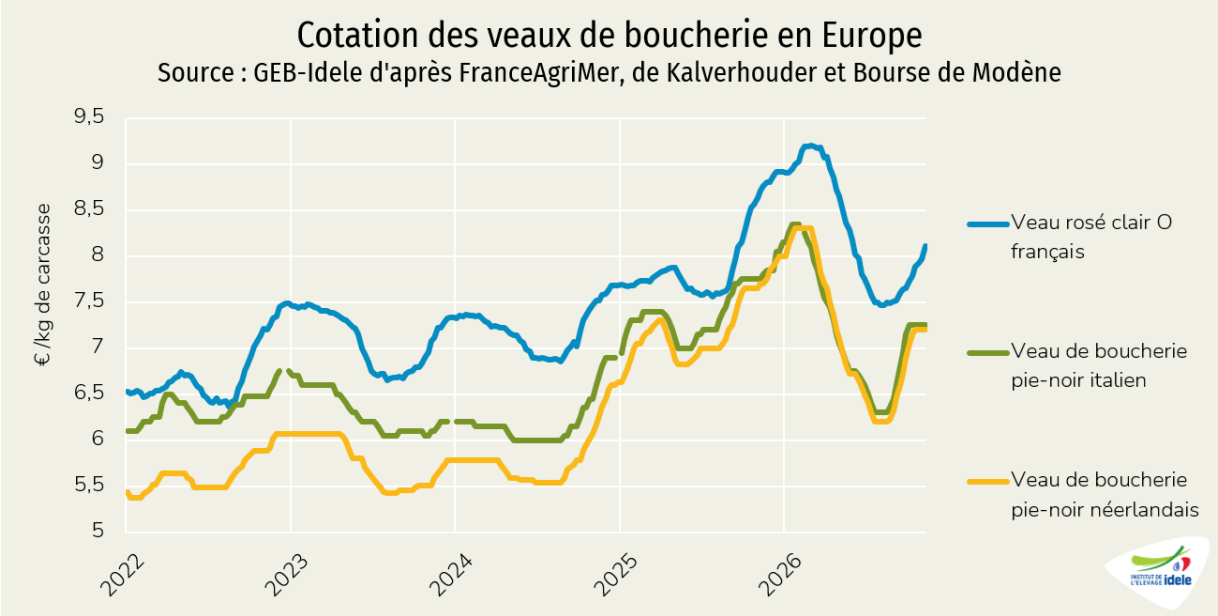
Le marché français se fluidifie

Dernière révision le 23 novembre 2026

Avec un mois de retard sur nos voisins européens, les prix des veaux français sont repartis à la hausse en octobre, traduisant une fluidification du marché, visible également dans le léger recul des âges et poids à l'abattage. Dans le même temps, les prix des veaux néerlandais et italiens ont marqué le pas.

Le prix français reprend l'initiative

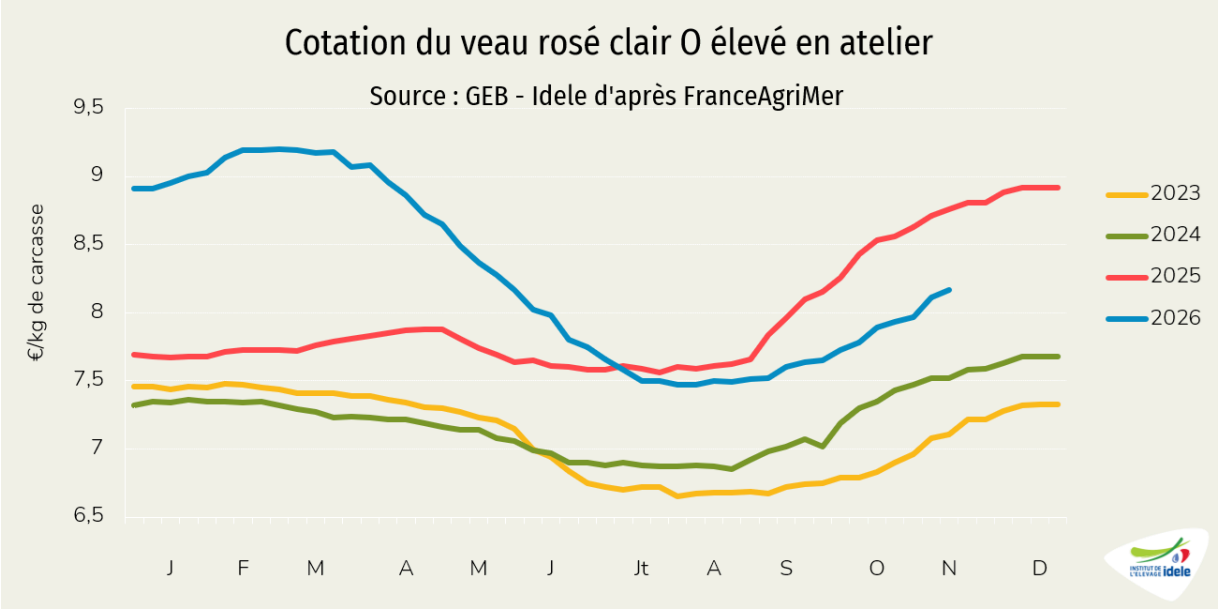
Début novembre, les cours des veaux de boucherie ont atteint un plateau aux Pays-Bas et en Italie. Les prix français ont poursuivi leur hausse débutée en octobre, faisant de nouveau augmenter l'écart de prix entre l'origine France et les origines UE.



En **semaine 46, les cotations européennes des veaux de boucherie étaient stables sur un mois :**

- Le veau de boucherie pie-noir néerlandais cotait 7,20 €/kg de carcasse, -6% /2025.
- Le veau de boucherie pie-noir italien cotait 7,25 €/kg de carcasse, soit -7% /2025.

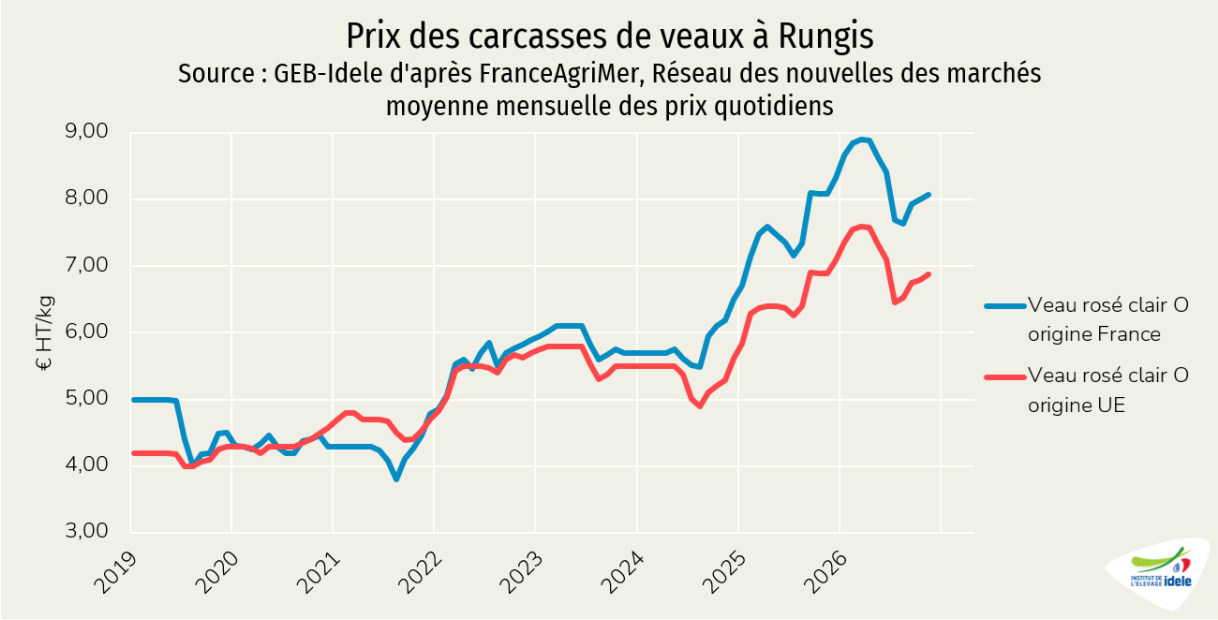
À l'inverse, en France, les cours des veaux de boucherie restaient nettement orientés à la hausse.



En **semaine 46** :

- **le veau de boucherie rosé clair O gagnait 28 centimes en quatre semaines, pour s'établir à 8,17 €/kg de carcasse**, -7% /2025, soit -59 cts ; +9% /2024,
- le veau de boucherie rosé clair R s'achetait à 8,90 €/kg de carcasse entrée abattoir, -3% /2025, soit -25 cts ; +15% /2024 et +26 cts en quatre semaines,
- le veau sous la mère rosé clair U s'affichait à 12,32 €/kg de carcasse, +4% /2025, soit +47 cts ; +21% /2024, +15 cts en quatre semaines.

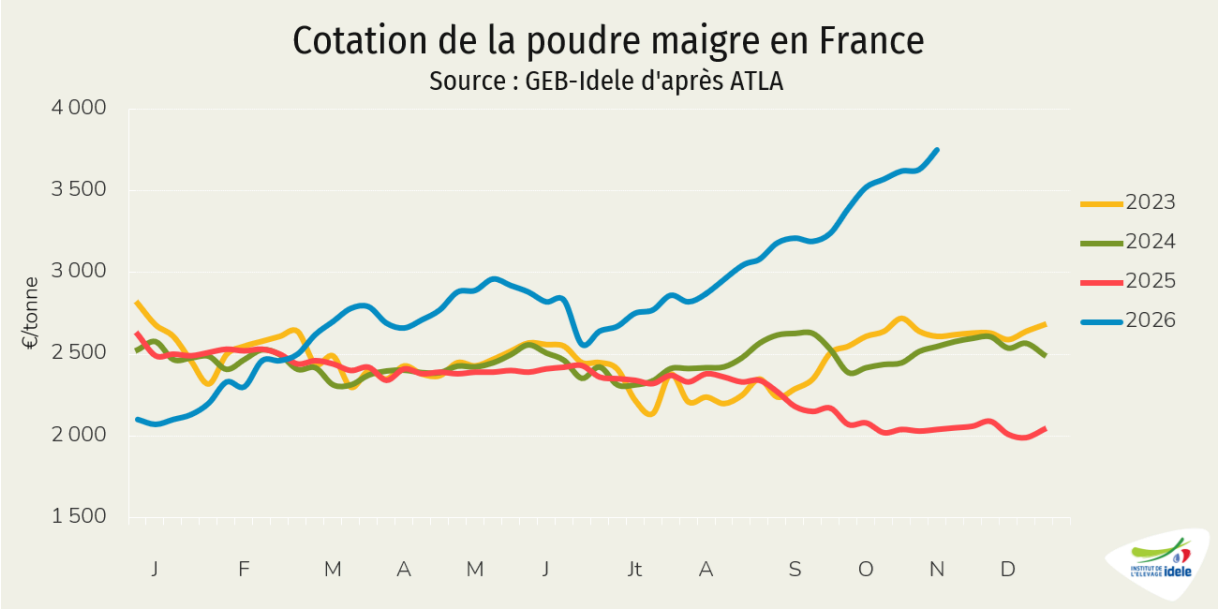
L'écart dans les cotations s'est traduit rapidement sur les marchés de gros en France.



En moyenne du 1er au 19 novembre, les carcasses de veaux rosé clair O français s'échangeaient à 8,08 €/kg à Rungis, contre 6,88 €/kg pour les carcasses de veaux rosés clair O importées. L'écart de 1,20 €/kg est stable sur deux mois.

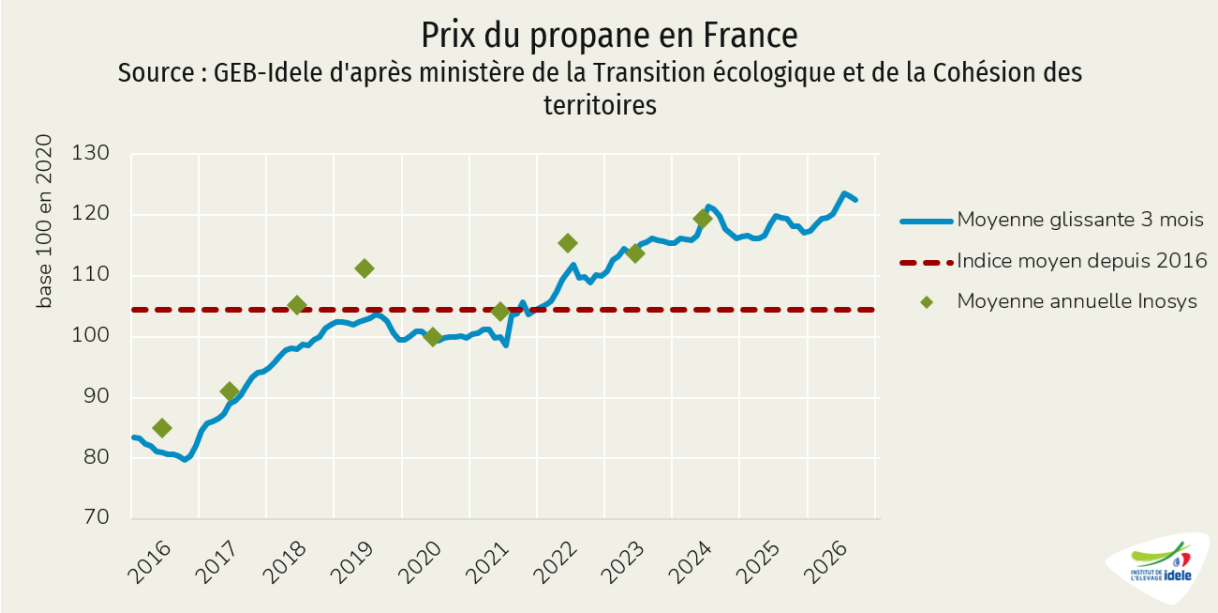
Hausse persistante des prix des moyens de production

Les prix des ingrédients laitiers sont toujours en hausse, reflets de marchés mondiaux en forte demande de matière protéique (poudres de lait écrémé et de lactosérum notamment).



En semaine 45, la poudre de lait écrémé cotait ainsi 3 630 €/tonne, en hausse de 1 600 € sur un an. La poudre de lait écrémé est moins utilisée que la poudre de lactosérum dans l'aliment d'allaitement pour veau (excepté au démarrage et pour les veaux plus qualitatifs). Mais les dernières cotations disponibles pour le lactosérum datent de la semaine 37. Pour en savoir plus, lisez notre article dédié au marché des commodités laitières.

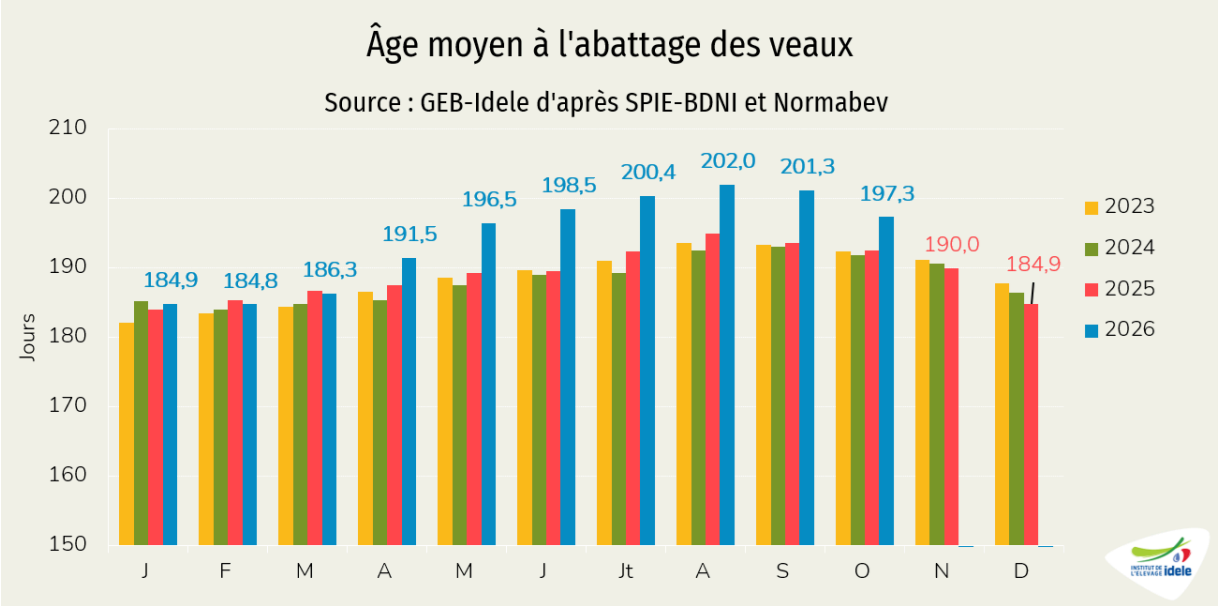
Si les prix de l'énergie se sont légèrement détendus en septembre, ils restent très élevés et surtout extrêmement volatils.



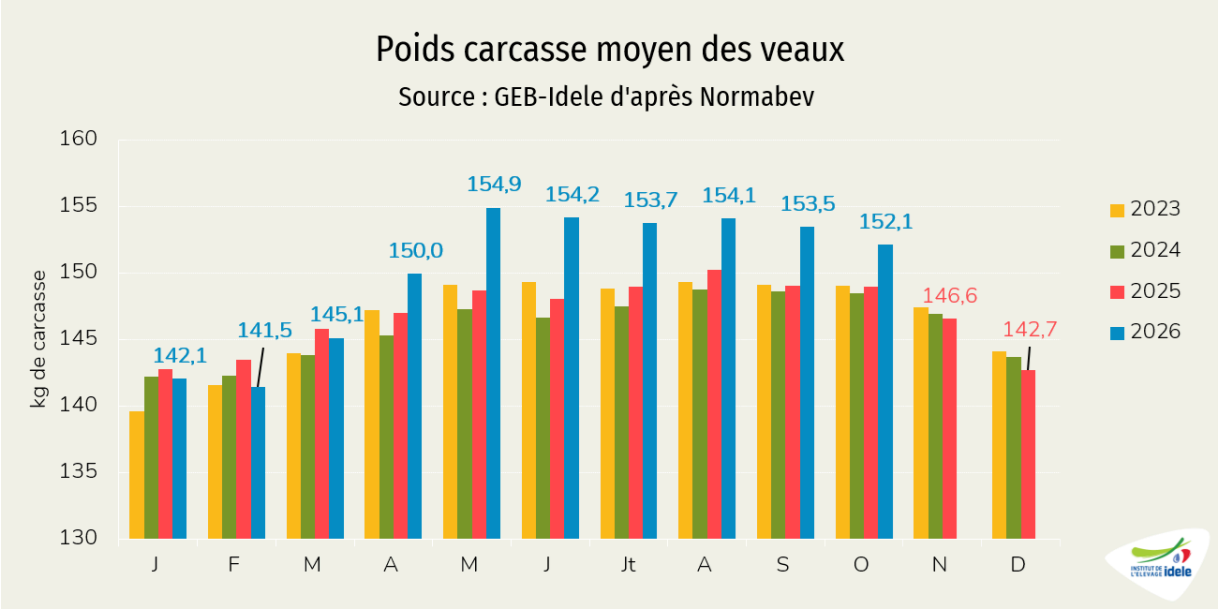
En septembre, **l'indice de prix du propane** atteignait 121,4 points, **soit +4% /2025** et en retrait de 2% sur un mois.

Fluidification du commerce en France

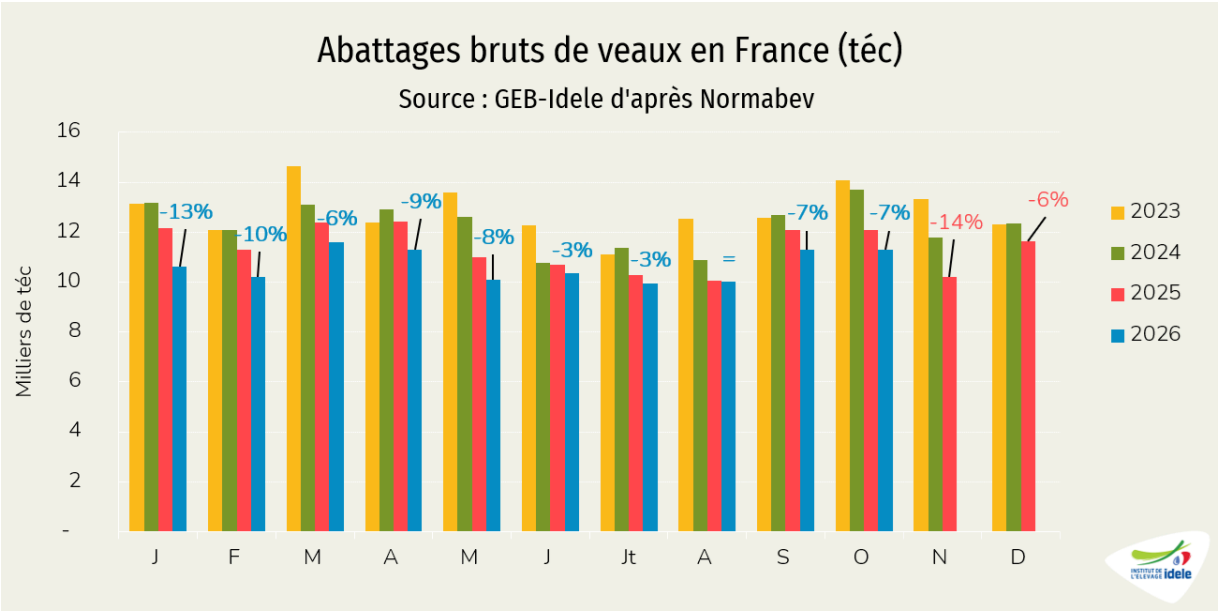
Les sorties de veaux de boucherie ont été plus fluides en octobre en France. Les achats de viande des ménages sont dynamiques selon les opérateurs avec l'installation d'une météo automnale.



L'âge moyen à l'abattage des veaux atteignait 197,3 jours en octobre, en recul de 4 jours par rapport au troisième trimestre.



En conséquence, **les poids des veaux abattus ont légèrement diminué,** de 2 kg en octobre. À 152 kg de carcasse en moyenne, ils restent toutefois **bien au-dessus de leurs niveaux de 2025 et 2024**.



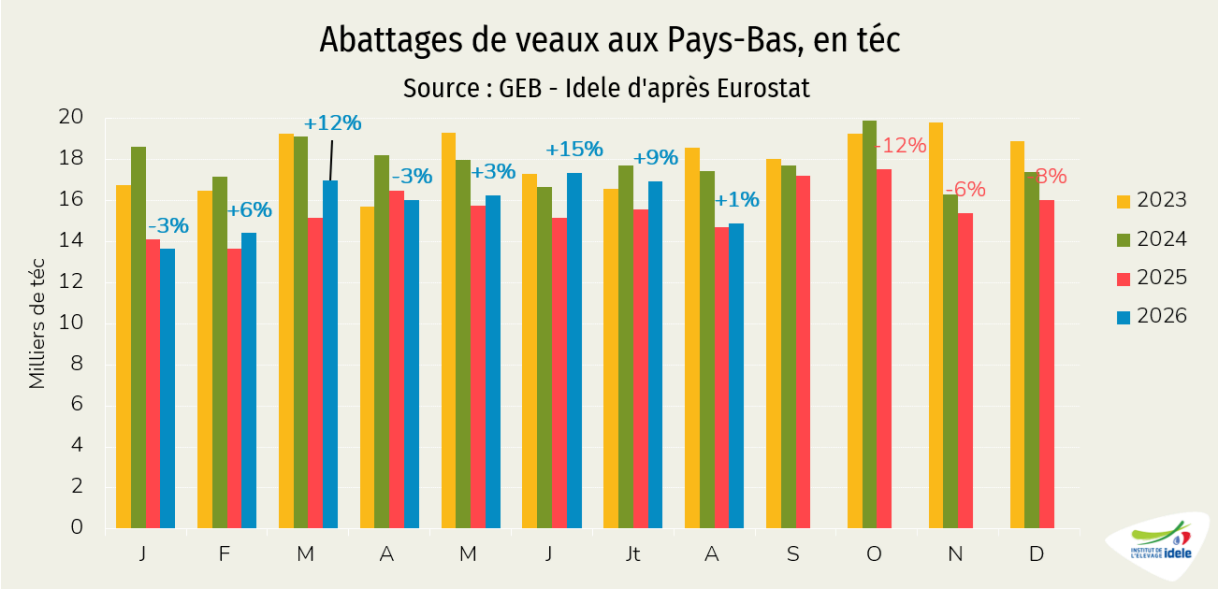
Ces poids carcasse en hausse conduisent à un recul de la production de viande moins important que les effectifs abattus (production en téc en recul de 7% /2025 mais effectifs abattus à -9% /2025).

En cumul sur dix mois, la France a perdu 8% de ses abattages, avec seulement 712 000 veaux produits. Cette baisse est tamponnée par la hausse des poids carcasse et conduit à un **recul des tonnages de 7%**, à 107 000 téc.

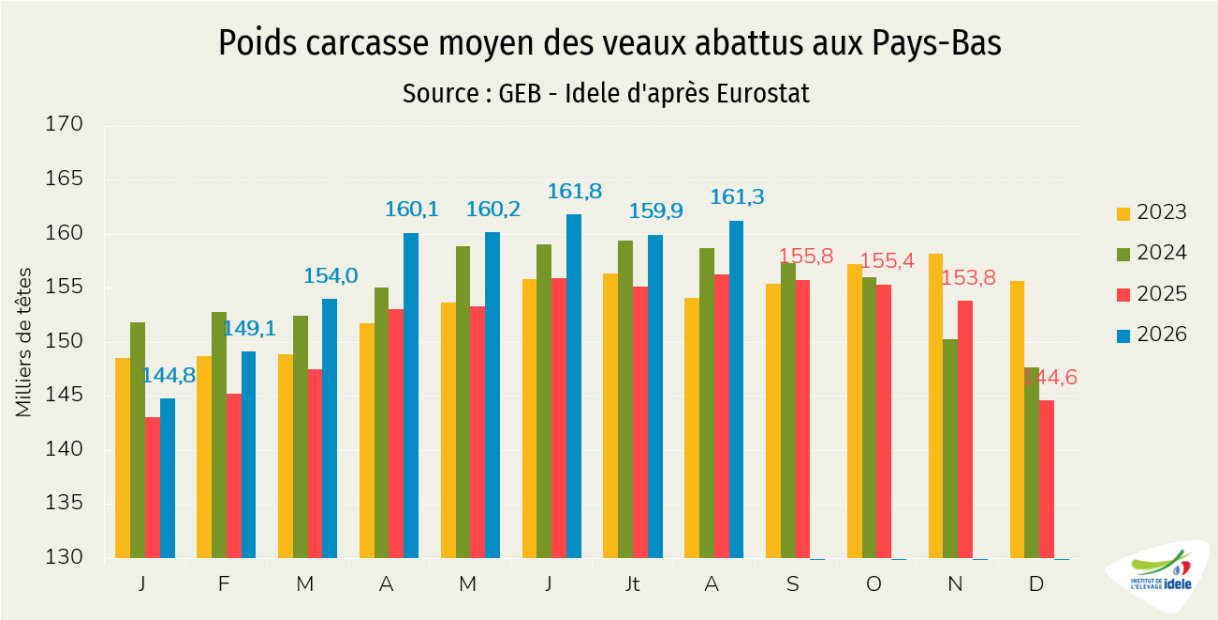
Ralentissement des abattages néerlandais en août

En 2026, on observe un léger rattrapage des abattages de veaux aux Pays-Bas après une année 2025 en fort retrait notamment sur les premiers mois de l'année. Pour mémoire, la production avait beaucoup chuté en 2025 du fait du manque de veaux à engraisser à la suite du passage de la FCO-3.

2026 ne retrouve cependant pas les niveaux historiques de production : 809 000 veaux ont été abattus aux Pays-Bas entre janvier et août (+1% /2025 mais -12% /2024) pour 127 000 téc (+5% /2025, mais -11% /2024), avec des poids carcasse en hausse significative.



En août (dernières données disponibles), 92 000 veaux ont été abattus aux Pays-Bas (-2% /2025) pour 15 000 téc (+1% /2025). La légère hausse des tonnages traduit l'augmentation des poids carcasse résultant d'un commerce peu fluide pendant l'été.



Le poids de carcasse moyen des veaux abattus atteignait 161 kg en août, soit **+5kg /2025.**

Viandes bovines » Veaux laitiers »

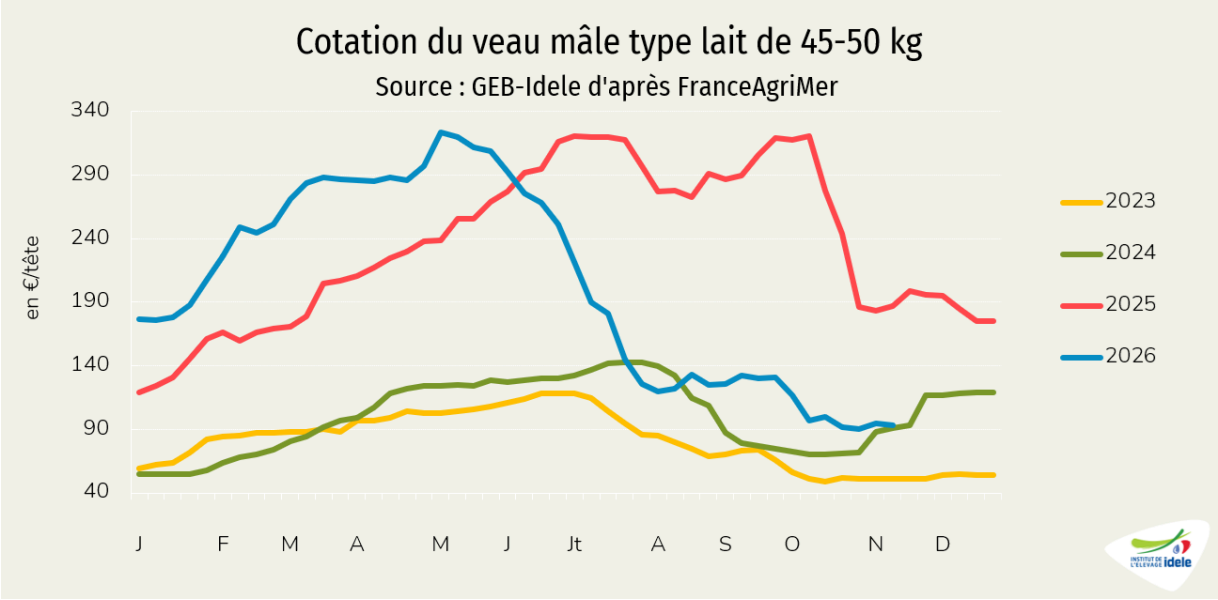
Stabilisation du prix des veaux laitiers

Dernière révision le 23 novembre 2026

Le léger recul des naissances en septembre, combiné à une bonne dynamique export, a permis d'enrayer la baisse des prix des jeunes veaux.

Stabilisation des prix du jeune veau laitier

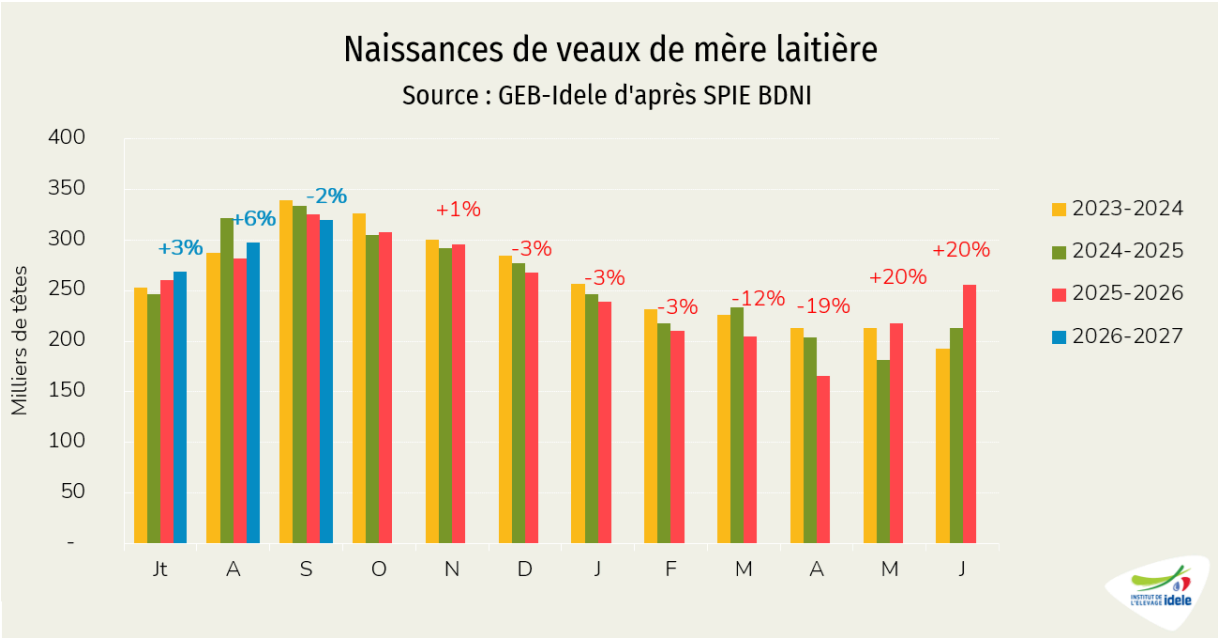
Les prix des veaux laitiers français se sont stabilisés mi-octobre après sa chute en été, puis de nouveau début octobre. **Ils restent sous la barre des 100 €/tête.**



En semaine 46, le veau mâle laitier de 45 à 50 kg cotait ainsi 93 €/tête, en baisse de 7 € en un mois. Le léger recul des naissances en septembre, combiné à une bonne demande à l'export, contribue à cette stabilisation des prix.

Pause dans la hausse des naissances

Après quatre mois consécutifs de hausse, les naissances de veaux de mère laitière marquent le pas en septembre.

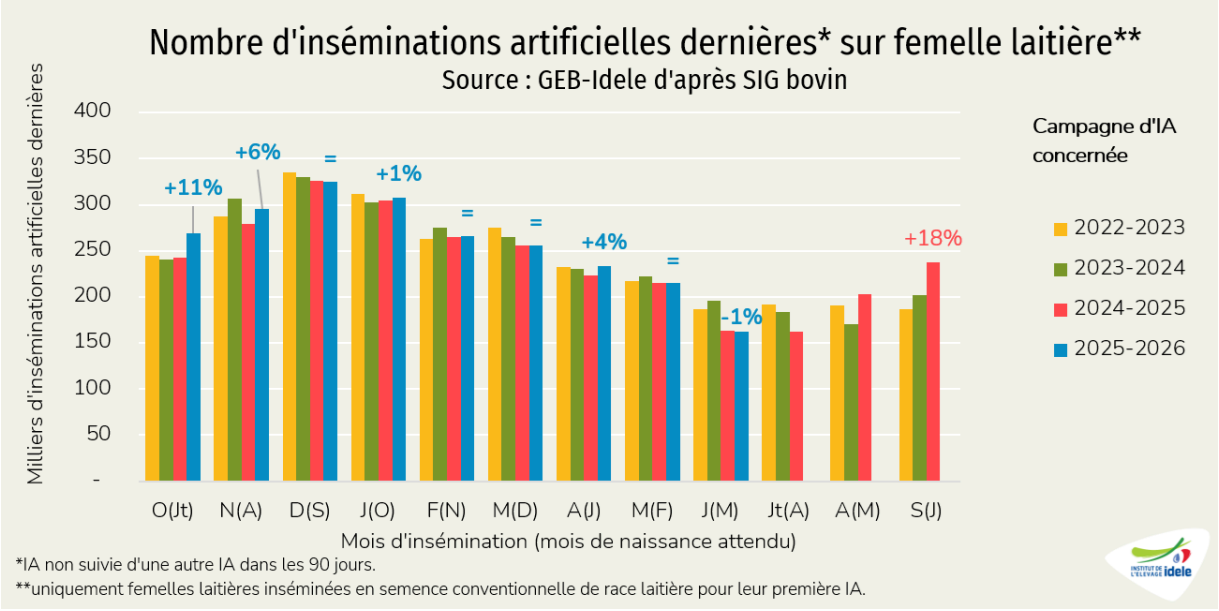


En septembre, 320 000 veaux sont nés de mère laitière en France, en recul de 2% /2025 (-5 000 têtes). La baisse est plus marquée pour les **veaux disponibles pour l'engraissement (tous les mâles et les femelles croisées lait-viande), avec un retrait de 4%, à 183 000 naissances.**

En cumul sur **neuf mois, les naissances de veaux laitiers atteignent 2,2 millions de têtes, un nombre supérieur de 1% /2025** (+15 000 têtes).

Vers un creux de naissance au printemps 2027 ?

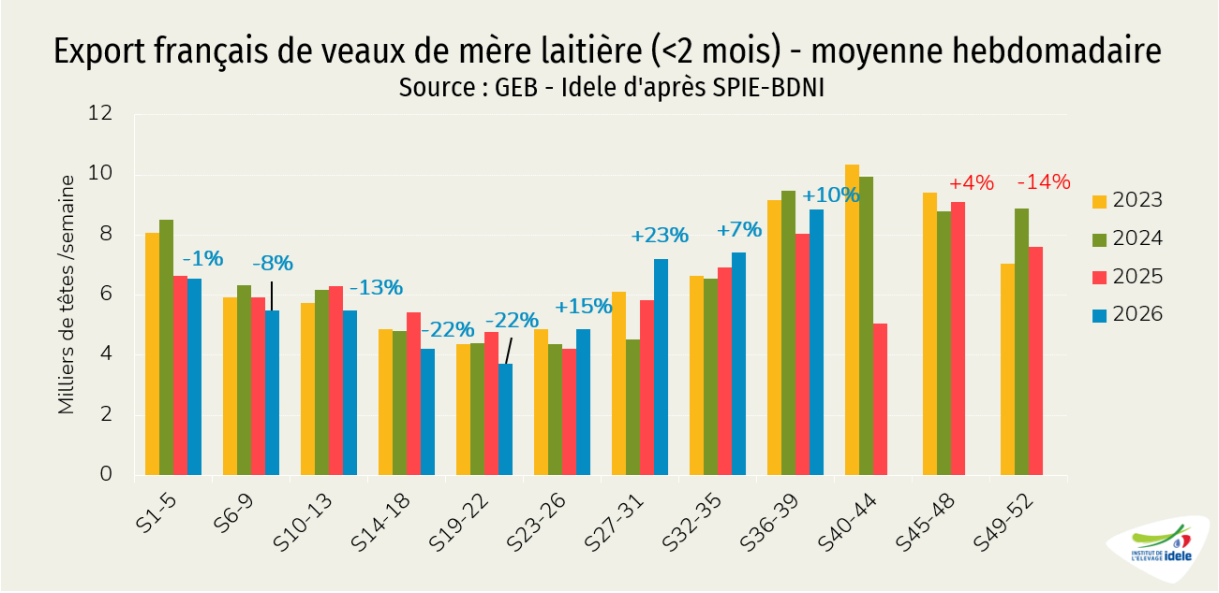
Les données issues des inséminations artificielles dernières (IA non suivie d'une autre IA dans les 90 jours) sur femelles laitières de mai et juin indiquent des niveaux d'IA similaires à 2025, mais en fort retrait par rapport à 2024 (-4% et -17%). Les naissances de février et mars 2027 risquent donc d'être proches du bas niveau de 2026.



Remarque : les variations de nombre d'IA comprises entre -5% et +5% peuvent ne pas entraîner de hausse ou de baisse significative des naissances neuf mois après.

Exportations toujours en hausse

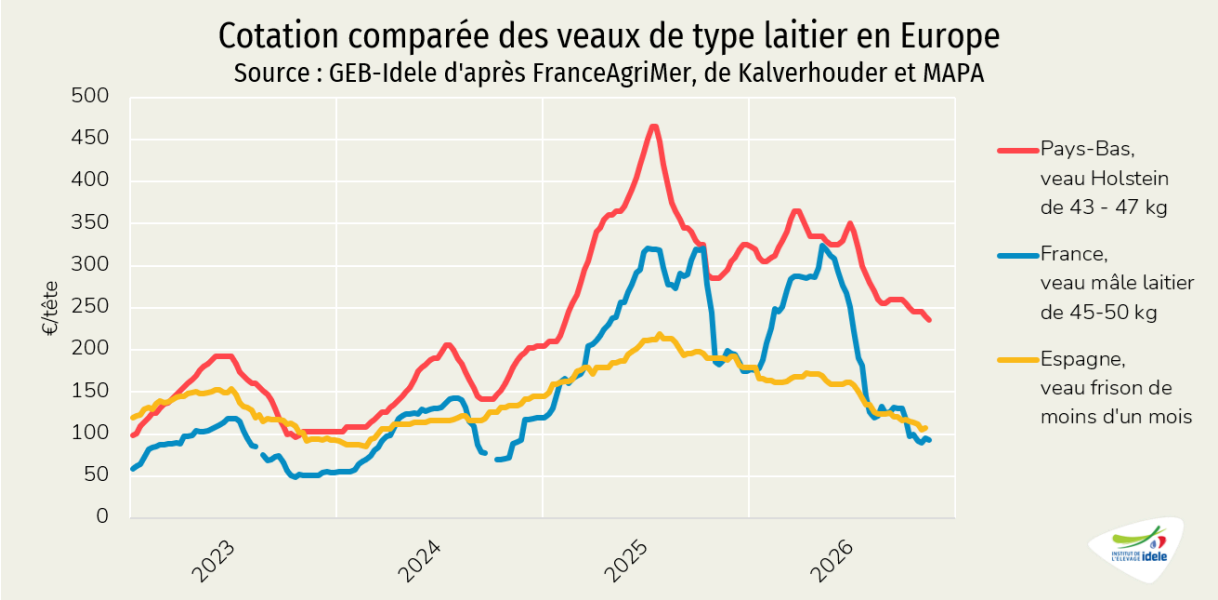
Les envois de veaux laitiers sont en hausse en septembre, mais restent inférieurs à leurs niveaux de 2024.



Entre les semaines 36 et 39 (du 01/09 au 27/09), 35 000 veaux ont été exportés soit +10% /2025. L'Espagne concentre 92% des achats de veaux français exportés. L'augmentation des envois depuis le début de l'été a presque effacé la baisse des cinq premiers mois de l'année. **En cumul sur 42 semaines (jusqu'au 16 octobre), les exportations atteignent ainsi 274 000 veaux, supérieures au niveau de l'an dernier (+6 000 têtes /2025, soit +2%).** Selon les douanes françaises, elles sont en hausse de 9% vers l'Espagne et en recul de 21% vers l'Italie comparées à la même période de 2025.

Le prix du veau néerlandais toujours très élevé

En semaine 45, le veau frison espagnol cotait 108 €/tête, poursuivant sa baisse amorcée mi-2025. Il reste supérieur au cours du veau laitier français (93 €/tête en semaine 46). Tous deux sont très en-deçà du **veau néerlandais (275 €/tête en semaine 46).**



Lait de vache

Une production mondiale en croissance mais plus modérée, une collecte française qui s'essouffle à l'automne

Dernière révision le 23 novembre 2026

Lait de vache » Collecte laitière »

Monde : la collecte a soutenu les fabrications

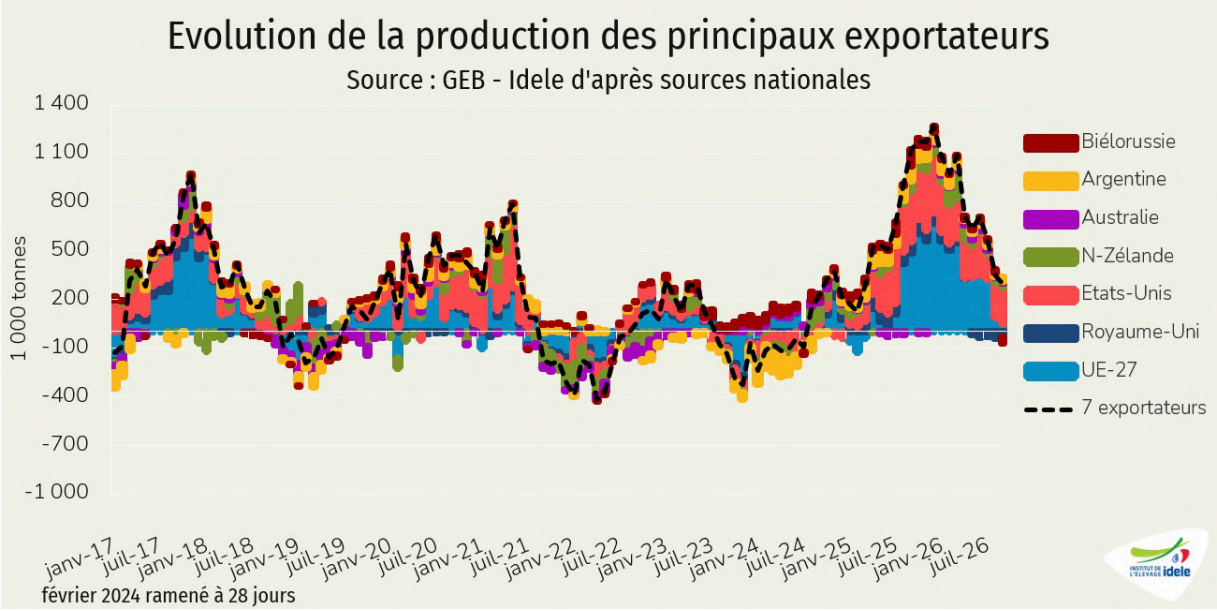
Dernière révision le 23 novembre 2026

Les États-Unis continuent d'être la principale source de progression de la production de lait dans les principaux bassins exportateurs. La production reste en hausse en Nouvelle-Zélande mais la pousse de l'herbe est désormais affectée par le climat. Jusqu'ici, la collecte étoffée a soutenu les fabrications de produits laitiers chez les trois principaux exportateurs (UE, Nouvelle-Zélande, USA).

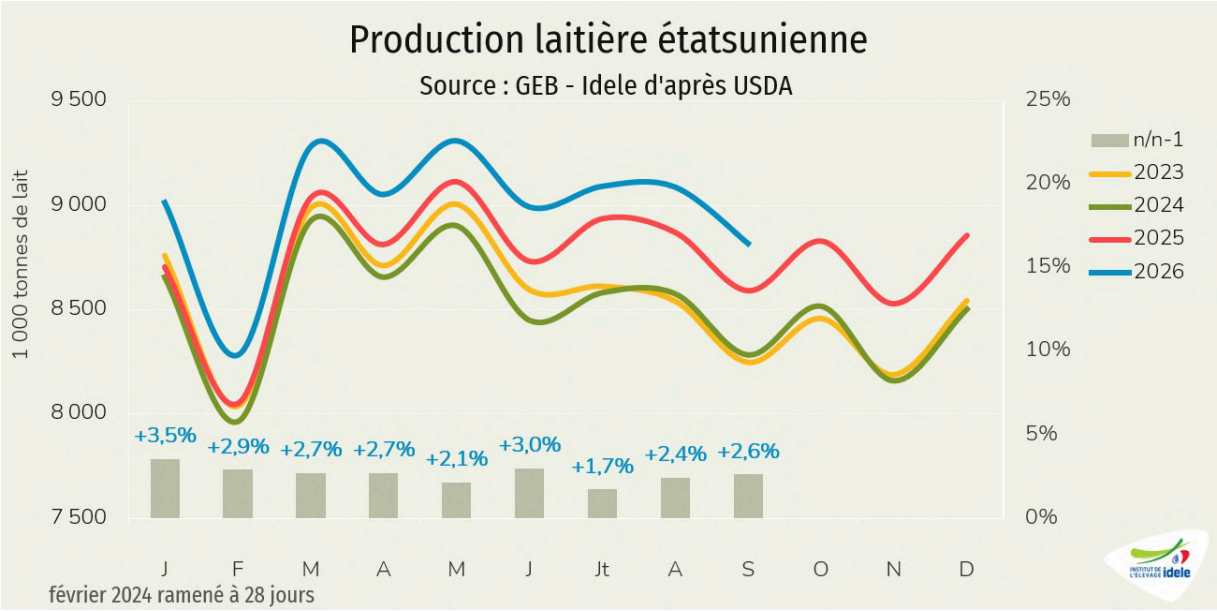
Moindre croissance de la production de lait chez les principaux exportateurs sauf aux États-Unis

En septembre 2026, **la production cumulée de lait des sept principaux exportateurs mondiaux** de produits laitiers (Argentine, Australie, Biélorussie, États-Unis, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni et UE-27) poursuivait sa **progression sur un an, mais dans une ampleur désormais plus mesurée**. En effet, la croissance annuelle était limitée à 265 000 tonnes (+1,0% /septembre 2025). Cette évolution reste cependant à relativiser, les comparaisons s'effectuant par rapport à un second semestre 2025 caractérisé par une production déjà élevée et orientée à la hausse. En septembre 2026, les évolutions de production étaient cependant disparates entre les fournisseurs :

- +227 000 t pour les États-Unis à 8,82 millions de tonnes (+2,6% /2025) ;
- +47 000 t pour l'UE-27 à 11,89 millions de tonnes (+0,4%) ;
- +28 000 t pour la Nouvelle-Zélande à 2,69 millions de tonnes (+1,1%) ;
- +16 000 t pour l'Argentine à 1,07 million de tonnes (+1,5%) ;
- +16 000 t pour l'Australie à 881 000 tonnes (+1,8%) ;
- -28 000 t pour le Royaume-Uni à 1,23 million de tonnes (-2,2%) ;
- -41 000 t pour la Biélorussie à 775 000 tonnes (-5,0%).

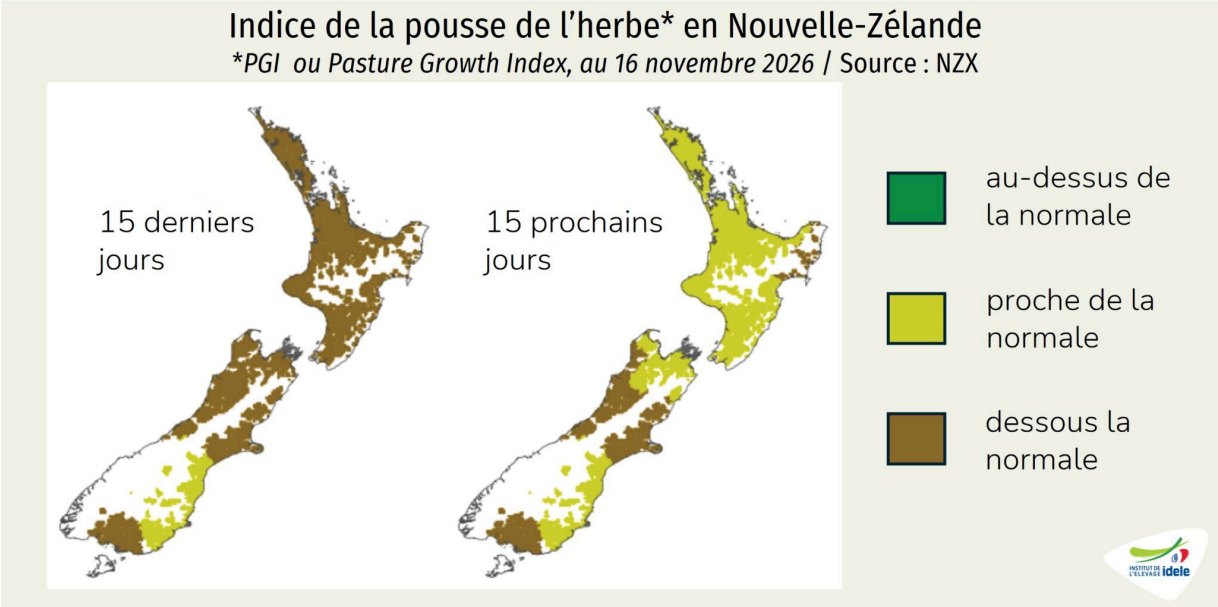


Depuis août dernier, ce sont **les États-Unis qui portent la majorité de la croissance** de la collecte du groupe, alors que l'UE en était le principal moteur jusque-là. Depuis février 2025, la production mensuelle aux États-Unis continue de battre des records, comparée aux mêmes mois des années précédentes. Sur les trois premiers trimestres 2026, le pays a produit près de 81 millions de tonnes de lait, nouveau record devant le précédent datant de 2025 (+2,6% /2025).

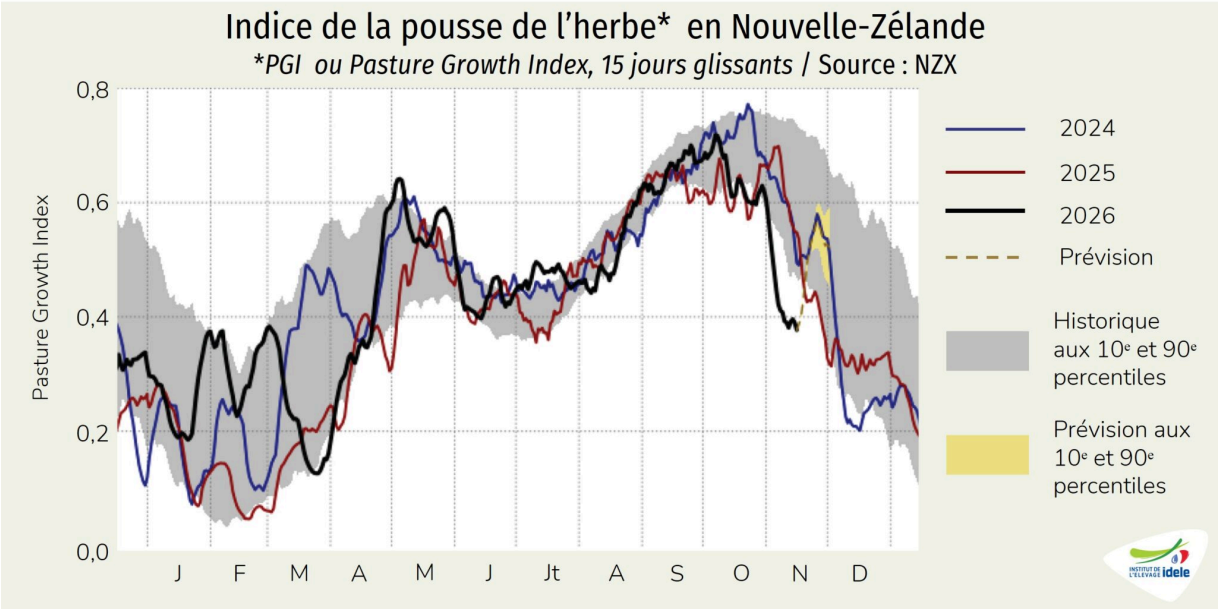


En Nouvelle-Zélande, si l'évolution de **la production a été plus mesurée en septembre**, elle reste positive depuis le début de la campagne laitière en juin dernier. En cumul sur 4 mois (juin à septembre 2026), 4,78 millions de tonnes de lait ont été produites sur les deux îles que compte le pays (+2,1% /2025), un record.

Mais **la pousse de l'herbe** dans le pays, mesurée par l'indice PGI (*Pasture Growth Index*), **s'est dégradée** en octobre et surtout début novembre, sur l'île du Sud et encore plus sur l'île du Nord.



Mi-novembre, l'indice se situait sous les niveaux médians historiques et sous les valeurs enregistrées à la même période en 2024 et 2025. D'après les prévisions de NZX, la pousse de l'herbe en Nouvelle-Zélande pourrait s'améliorer dans les semaines à venir, notamment sur l'île du Nord.



Les prévisions restent cependant soumises à des conditions météorologiques qui devraient rester instables au cours du printemps austral alors que le phénomène *El Niño* n'a pas fini de perturber le climat dans la zone.

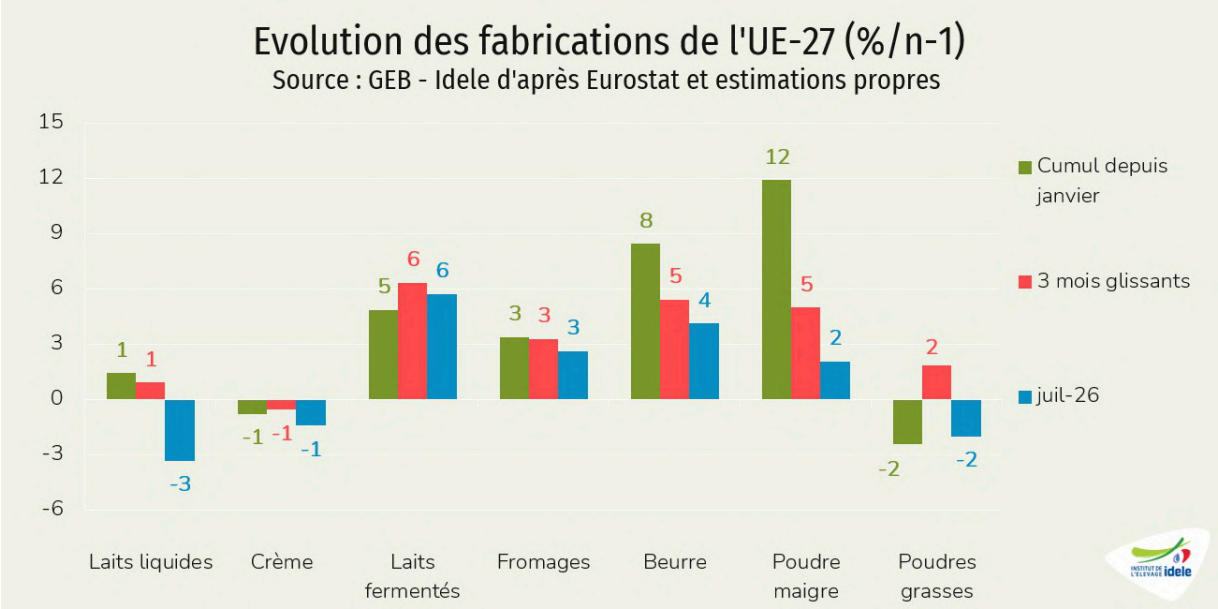
Des fabrications soutenues jusqu'ici par les disponibilités en lait

Avec des niveaux importants de productions de lait dans de nombreuses zones du globe, **les fabrications ont été plutôt soutenues**. C'est notamment le cas chez les trois principaux exportateurs mondiaux de produits laitiers (UE, Nouvelle-Zélande et États-Unis).

Dans l'UE, la hausse de la collecte de lait a notamment été transformée en commodités laitières. En cumul sur les 7 premiers mois de 2026, ce sont en effet les fabrications de beurre et de poudre maigre qui ont connu les plus fortes progressions relatives :

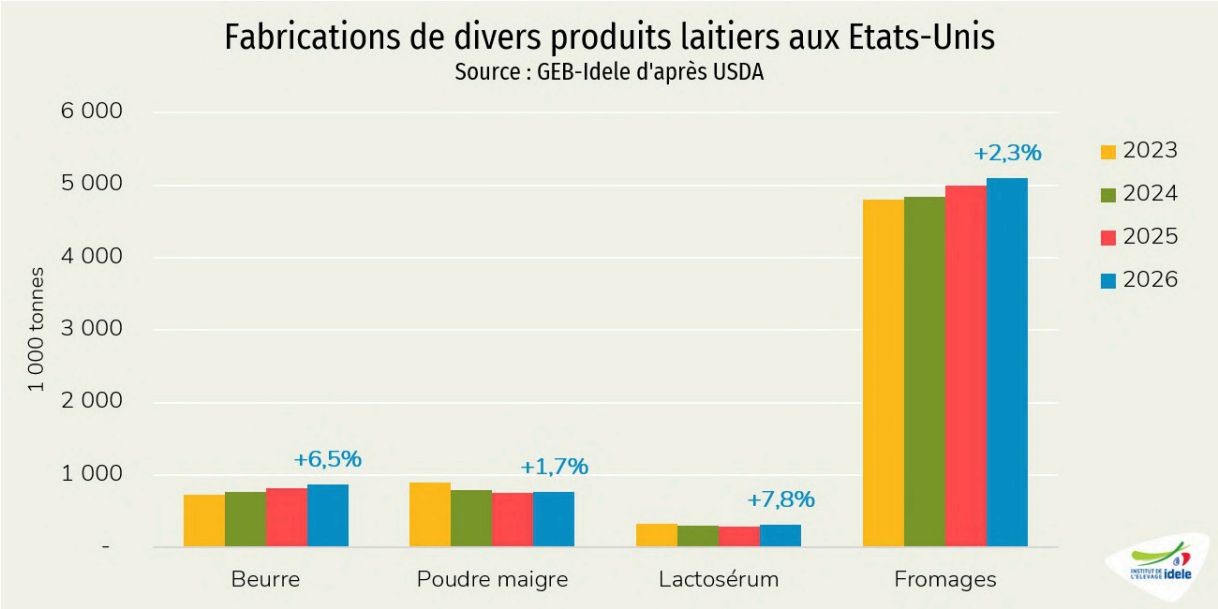
- +12% /2025 pour la poudre maigre avec 943 000 tonnes fabriquées. Les productions étaient notamment en hausse en Allemagne (+15% à 247 000 t), en Pologne (+21% à 119 000 t), en Irlande (+16% à 125 000 t) ou en France (+4% à 248 000 t) ;
- +8% /2025 pour le beurre avec 1,35 million de tonnes fabriquées. Les hausses concernaient principalement l'Allemagne (+11% à 343 000 t), la Pologne (+19% à 188 000 t), mais aussi l'Irlande (+7% à 183 000 t) ou encore la France (+4% à 262 000 t). Le rythme de progression des fabrications de beurre dans l'UE semblait cependant se réduire.

Les fabrications étaient également en hausse pour les laits fermentés (+5% à 5,05 Mt) tout comme pour les fromages (+3% à 6,07 Mt). La progression était plus mesurée pour les laits liquides (+1%). Et les fabrications affichaient des baisses pour la crème (-1%) et les poudres grasses (-2%).

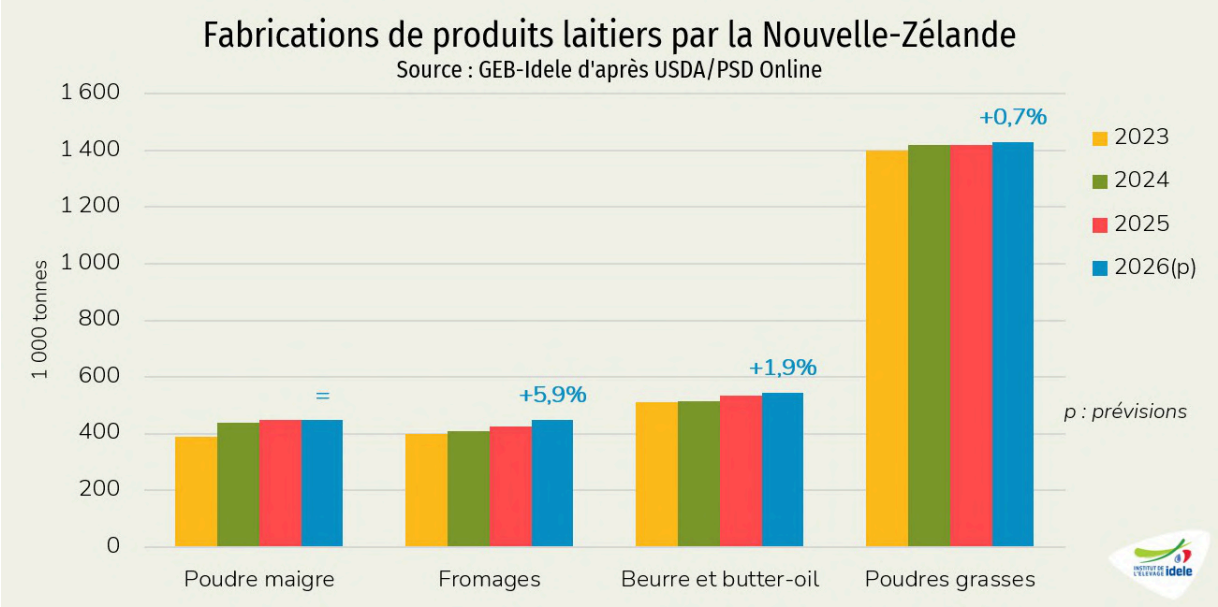


Aux États-Unis, les niveaux records de production de lait ont soutenu les fabrications. En cumul sur les trois premiers trimestres 2026, elles étaient en hausse de :

- +7,8% /2025 pour le lactosérum, à 313 000 tonnes ;
- +6,5% pour le beurre, à 875 000 tonnes ;
- +2,3% pour les fromages à 5,10 millions de tonnes ;
- +1,7% pour la poudre maigre à 770 000 tonnes. La hausse est cependant restée limitée fasse à la demande des consommateurs en protéines qui favorise l'intégration des protéines laitières dans les boissons protéinées, les yaourts, le *cottage cheese* et divers produits alimentaires industriels.



Si la Nouvelle-Zélande ne publie pas de données mensuelles de ses fabrications, des estimations de l'USDA viennent d'être publiées. Avec de fortes progressions de la matière sèche collectée en Nouvelle-Zélande sur la campagne laitière 2025/26 et depuis le début de la campagne 2026/27, **les fabrications néo-zélandaises de produits laitiers auraient été soutenues**. D'après l'USDA, sur l'année 2026, les productions sont attendues en hausse notamment pour les poudres grasses (+0,7% /2025), le beurre et le *butter-oil* (+1,9%) ou les fromages (+5,9%). Les productions de poudre maigre sont, elles, prévues stables.



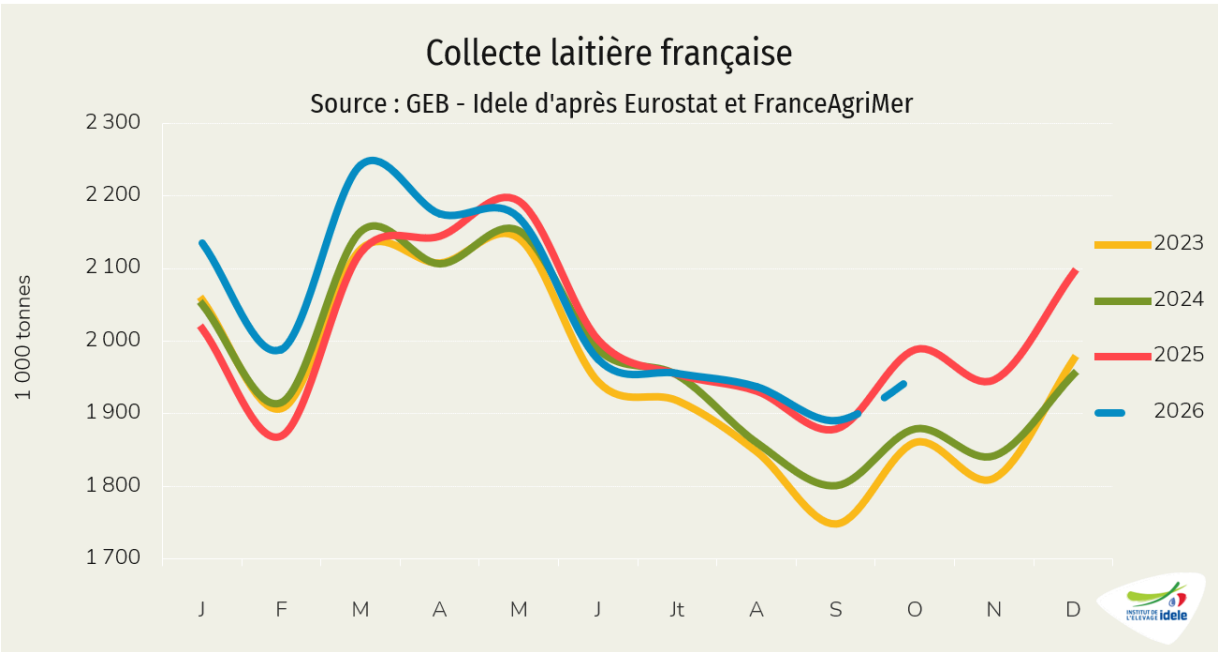
Le repli de la collecte se profile

Dernière révision le 23 novembre 2026

Après avoir résisté aux fortes chaleurs et sécheresses estivales, la collecte laitière française s'oriente à la baisse à l'automne. Les tensions sur les ressources fourragères et le renchérissement des intrants assombrissent les perspectives pour les prochains mois. Le timide redressement du prix du lait ne suffit pas à enrayer la dégradation des marges.

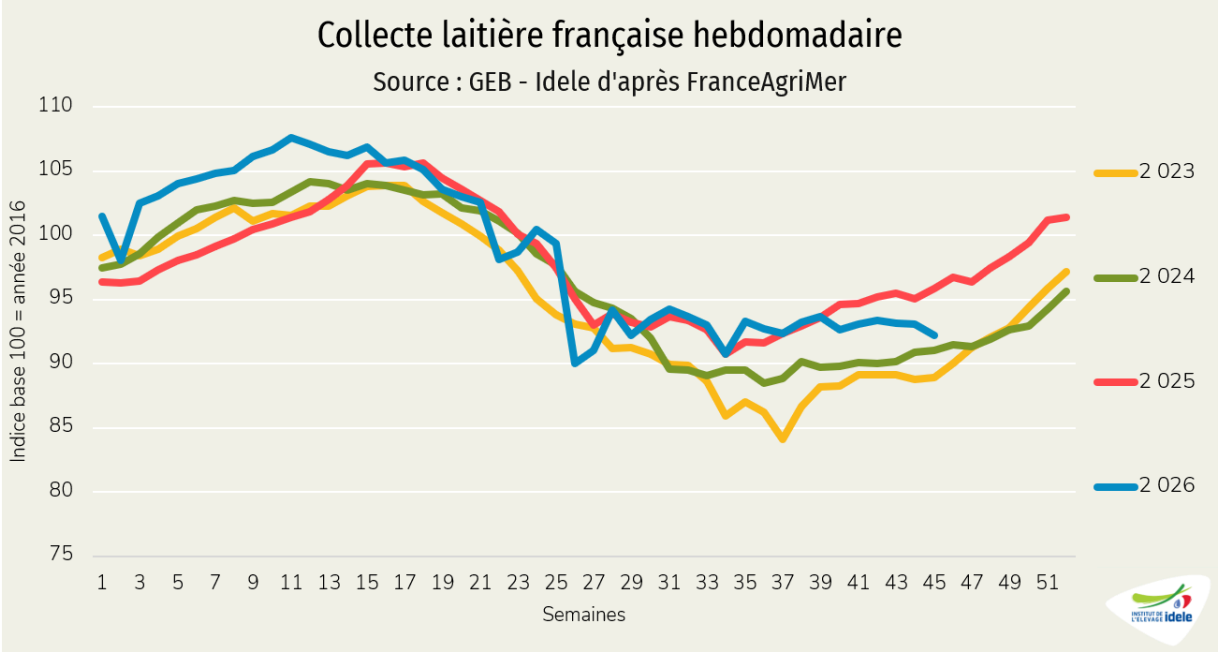
La collecte laitière a résisté en été mais fléchit en automne

En septembre 2026, **la collecte laitière française a légèrement progressé (+0,6% /sept 2025).** Mais selon les enquêtes hebdomadaires de FranceAgriMer, la collecte aurait reculé de 1,9% en octobre 2026. Après deux mois de repli au printemps (-1% en mai et -1,3% en juin), en lien avec le décalage des vêlages dans le Grand Ouest et les premiers épisodes de chaleur et de sécheresse, la collecte a finalement bien résisté durant l'été. Les nombreuses naissances enregistrées en mai (+19,8% sur un an) et en juin (+20,5%) ont contribué à accroitre le nombre de vaches en pleine lactation au cours de l'été. Cette dynamique a permis de compenser, au moins en partie, les effets des fortes chaleurs et du déficit hydrique sur la production laitière.



Le recul d'octobre doit toutefois être relativisé au regard du niveau particulièrement élevé de la collecte à l'automne 2025, favorisé par de très bonnes conditions fourragères. Par rapport à octobre 2024, la collecte d'octobre 2026 resterait ainsi supérieure de près de 4%. Le maintien d'un nombre important de vaches en pleine lactation contribue encore à soutenir les volumes, malgré des conditions fourragères qui commencent à se tendre dans certains élevages. Les pluies d'octobre ont favorisé une repousse d'herbe de qualité, mais sa disponibilité reste très variable selon les territoires. Les vaches peuvent donc encore bénéficier actuellement d'un pâturage, certes plus restreint, mais de bonne qualité. Les difficultés d'approvisionnement en fourrages sont toutefois très

hétérogènes selon les régions et les exploitations. Les pertes de récolte sont très disparates et tous les éleveurs ne disposent pas des mêmes possibilités pour acheter des fourrages à l'extérieur.



En cumul à fin septembre, la collecte française affiche une progression de 2% /2025. Seules les régions Bretagne (-0,5%) et Pays de la Loire (-0,9%) accusent un recul. À l'inverse, le Grand Est (+7,8%) et les Hauts-de-France (+6,9%) affichent les progressions les plus marquées. Dans ces deux dernières régions, les épisodes de chaleur et de sécheresse estivaux ont jusqu'ici peu affecté la dynamique de collecte. Le cheptel laitier s'y est étoffé et les élevages ont pu valoriser durant l'été les très bons stocks de fourrages constitués en 2025, tandis que les récoltes d'herbe du printemps 2026 ont également été particulièrement bonnes. Les éleveurs ont par ailleurs investi dans le confort des bâtiments, notamment en matière de ventilation et de brumisation.

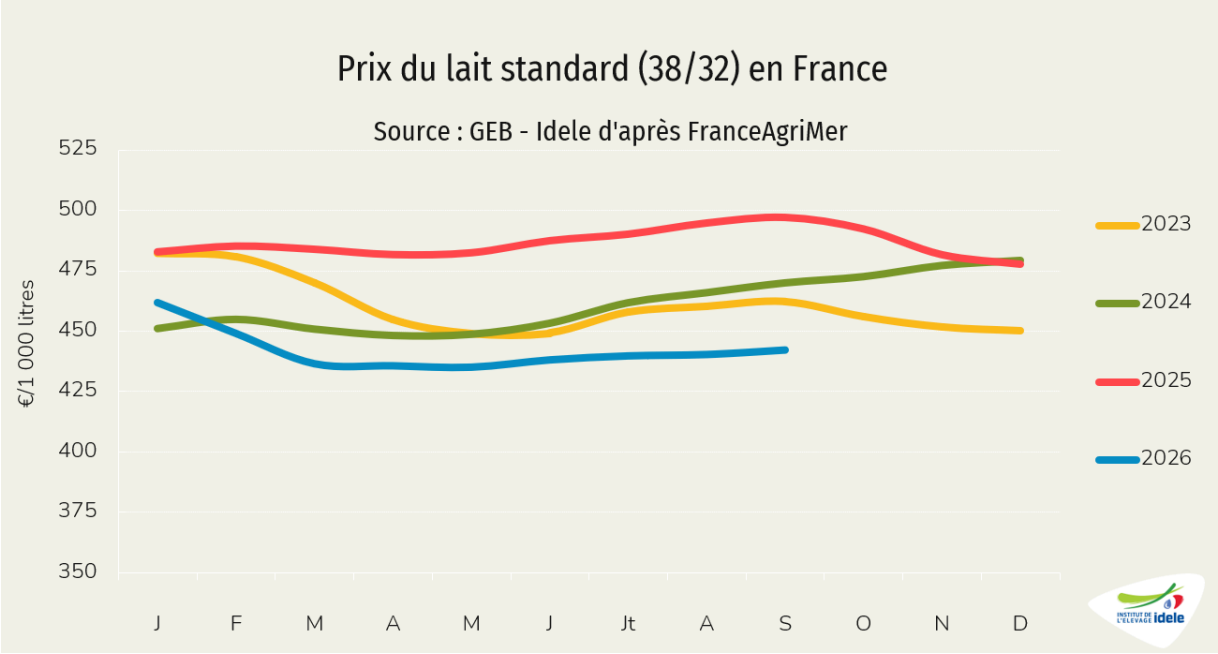
D'ici à la fin de l'année, la collecte française devrait s'orienter à la baisse, en comparaison d'un niveau particulièrement élevé en 2025. Le manque de fourrages pourrait progressivement peser davantage sur les volumes, même si leurs conséquences devraient surtout se faire sentir en 2027. À cela s'ajoute le renchérissement des aliments achetés. Dans les élevages les plus contraints en fourrages, la décapitalisation pourrait devenir une variable d'ajustement, tout comme dans les exploitations susceptibles de dépasser leur référence annuelle de collecte.

Parallèlement, les premiers ensilages de maïs 2026 commencent à être incorporés dans les rations. Leur profil nutritionnel, souvent marqué par une teneur en amidon réduite du fait d'un remplissage des grains pénalisé par la sécheresse, mais aussi par une proportion plus importante de fibres, pourrait contribuer à l'amélioration des taux, selon les premiers retours de terrain. Cette hausse s'accompagnerait toutefois d'une baisse du lait produit par vache. Une partie de la progression des taux pourrait ainsi relever d'un effet de concentration des matières utiles dans un volume de lait moindre.

Le prix du lait amorce un timide redressement

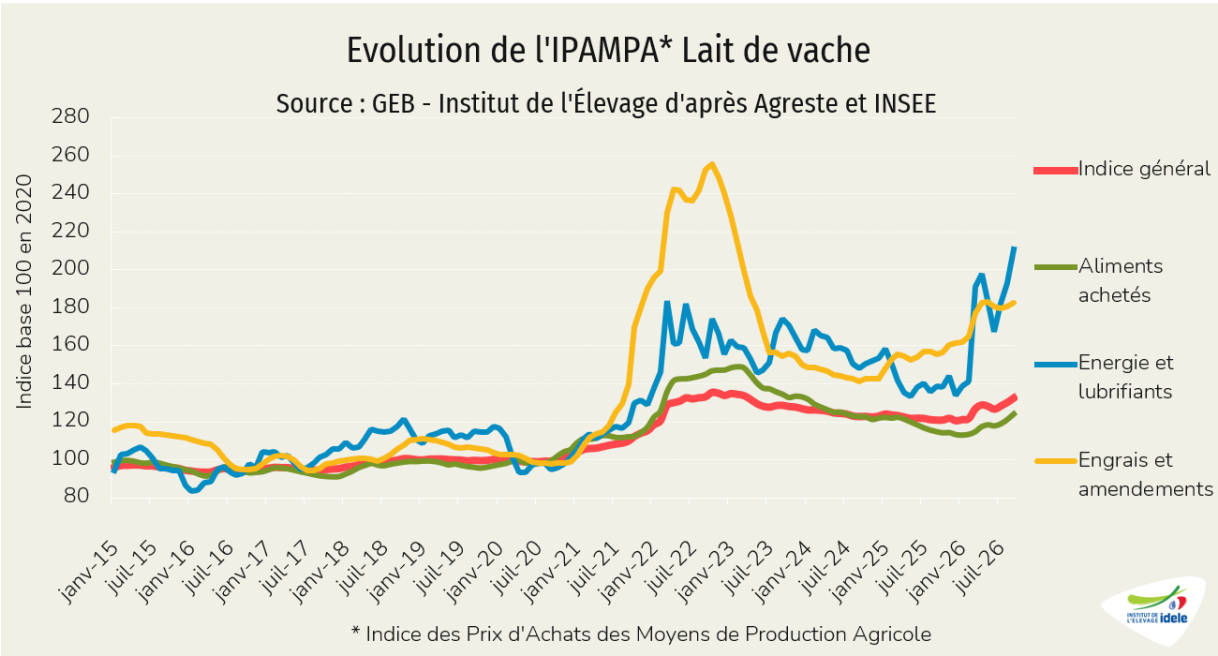
Depuis mars 2026, le prix du lait en France s'est stabilisé, avec même une légère progression ces derniers mois. **En septembre**, pour un lait standard (38 g/l de TB et 32 g/l de TP), le prix s'est établi à **442 €/1 000 litres**, toujours très en dessous de son niveau de septembre 2025 (-55€). Selon les données de l'Observatoire de l'Éleveur Laitier, le prix devrait légèrement remonter en octobre. En composition réelle, le prix a atteint 473 €/1 000 litres en septembre(-55 € /sept 2025).

Plusieurs facteurs pourraient contribuer à soutenir les prix dans les prochains mois : la remontée des cours de la poudre de lait écrémé, la progression du prix du lait en Allemagne, mais aussi la hausse des coûts de production et les perspectives de repli de la collecte laitière.



La marge laitière sous pression

Du côté des charges, l'**IPAMPA** lait de vache (qui représente 58% des coûts de production en zone de plaine), a **légèrement augmenté en septembre 2026** d'un mois sur l'autre (+1,8%) et a progressé de 9,6% /sept 2025. Sur un an, le poste aliment acheté est en hausse (+8,1% /2025). La progression est très marquée pour l'énergie (+51,7%) et pour les engrais (+17,6%). Dans l'ensemble, les charges courantes ont progressé de 11,3% sur un an tandis que les biens d'investissement se sont renchéris de 3,7%.

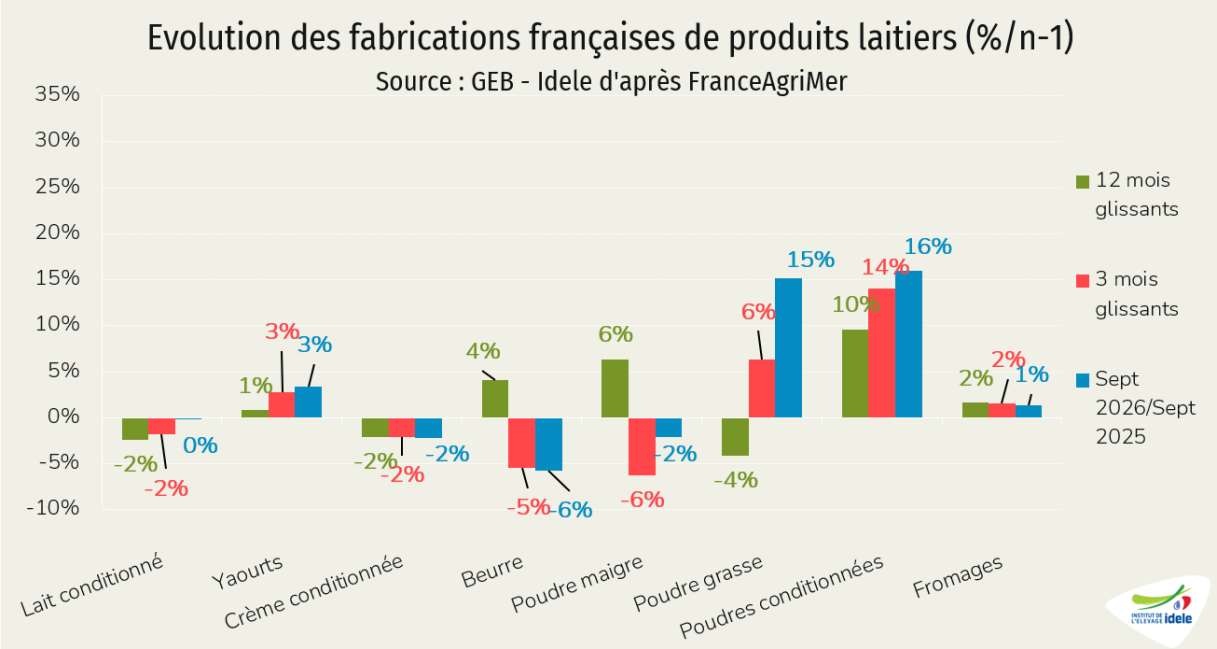


L**a marge MILC se redresse légèrement. Estimée à 153 €/1 000 l en septembre dernier**, elle a gagné 4€ sur un mois. Cette amélioration résulte de la combinaison d'une hausse du prix du lait (lait conventionnel aux taux réels), d'une stabilité en septembre des prix des vaches de réforme et des veaux et d'une légère augmentation des charges. **Sur un an, la dégradation reste toutefois très marquée**, avec un recul de la MILC de 123€/1000 l. Cette évolution s'explique par le recul des coproduits viande (-27€), la hausse des charges (+35€) et le recul du produit lait (-61€). À noter, les charges considérées dans la marge MILC se basent sur l'IPAMPA lait de vache qui ne couvre pas l'ensemble des charges des exploitations. D'autres charges comme les coûts salariaux, les coûts des travaux par tiers ou les frais financiers qui ne sont pas prises en compte dans l'IPAMPA, restent en hausse par rapport à 2025. Par ailleurs, les investissements en élevages laitiers ont été importants ces dernières années, notamment en robotisation, et l'évolution de la part croissante des investissements n'est pas prise en compte dans le calcul, l'indice IPAMPA étant établi sur la base 2020.

Des fabrications laitières contrastées

Les fabrications françaises de produits laitiers restent globalement bien orientées en septembre, dans un contexte de collecte qui s'est tenue. Les évolutions demeurent toutefois contrastées selon les produits. Les fabrications de yaourts et de fromages progressent, portées notamment par une demande des ménages bien

orientée. Mais, celles de lait conditionné et de crème reculent, tandis que les fabrications de beurre s'inscrivent également en retrait. Du côté des poudres, les évolutions divergent également : les fabrications de poudre maigre reculent sur les derniers mois. À l'inverse, les fabrications de poudres grasses enregistrent un net rebond en septembre tout comme les poudres de lait conditionnés.



Lait bio, une collecte sous pression malgré un marché qui se redresse

Dernière révision le 23 novembre 2026

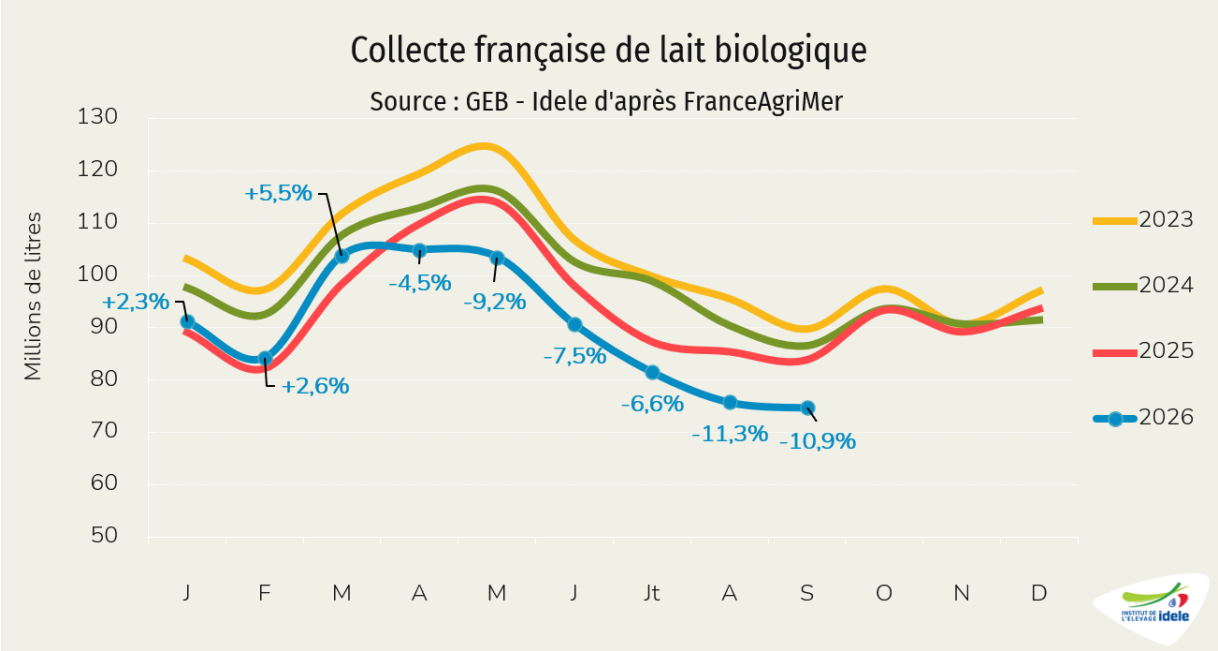
Pénalisée par les fortes chaleurs et le déficit fourrager, la collecte française de lait bio a nettement décroché en 2026. En parallèle, le prix du lait bio creuse l'écart avec le conventionnel, tandis que les fabrications et les ventes de produits laitiers bio retrouvent une dynamique positive.

La collecte bio décroche, les élevages sous tension

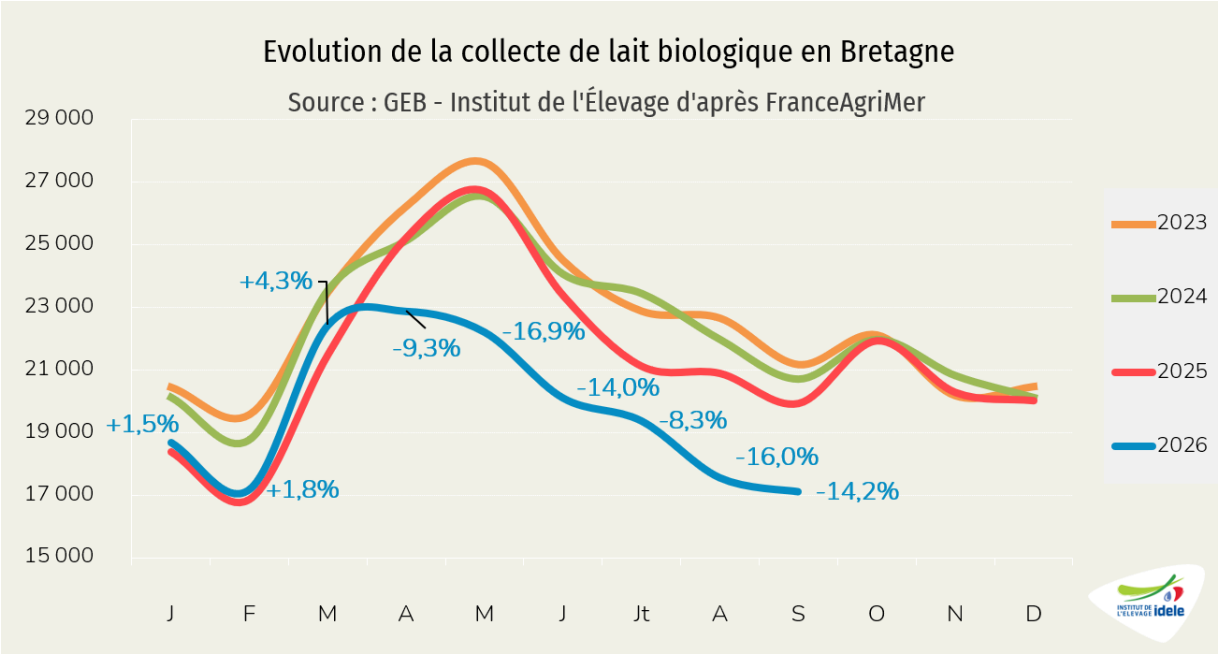
En septembre 2026, la collecte laitière française bio a de nouveau fortement reculé (-10,9% /sept. 2025). Après un premier trimestre particulièrement dynamique (+3,6% /2025), la tendance s'est brutalement inversée au printemps. Les décalages de vêlages liés à l'épisode de FCO dans le Grand Ouest ont d'abord pesé sur les volumes en avril et mai. La baisse s'est ensuite prolongée, sous l'effet notamment des conditions climatiques estivales. Les trois régions de l'Ouest (Bretagne, Pays de la Loire et Normandie), qui concentrent 57% de la collecte nationale de lait bio, jouent un rôle déterminant dans cette évolution.

La diminution du nombre de livreurs contribue également au recul de la collecte : les élevages bio étaient 5,3% moins nombreux à livrer du lait en 2026 qu'en 2025. Depuis mai, **les volumes produits par exploitation se sont eux aussi contractés**, avec des baisses particulièrement marquées en août (-7%) et en septembre (-6%). Très dépendants de l'herbe et du pâturage, les systèmes laitiers biologiques ont été directement exposés aux fortes chaleurs et au déficit hydrique de l'été. Les exploitations qui avaient pu constituer des stocks d'ensilage d'herbe de bonne qualité au printemps ont mieux résisté. D'autres ont cherché à sécuriser leurs ressources en implantant des cultures dérobées.

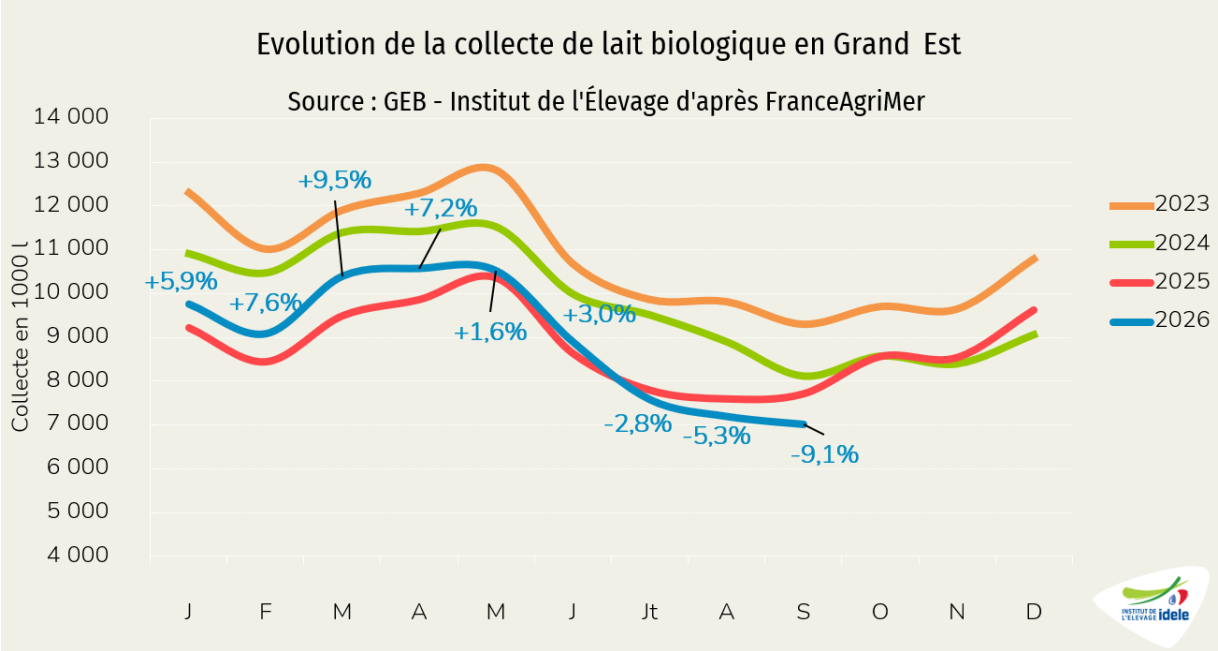
Le retour des pluies à partir d'octobre a permis une reprise partielle de la pousse de l'herbe, offrant à certaines exploitations la possibilité de prolonger le pâturage à l'automne. Les premières observations de novembre font état d'une amélioration de la production laitière et de taux de matières utiles à de bons niveaux. Cela ne doit toutefois pas masquer les fortes disparités entre élevages. Certains disposent de stocks suffisants pour passer l'hiver et aborder le printemps sereinement. D'autres, beaucoup plus fragilisés par le déficit fourrager, pourraient rencontrer des difficultés pour nourrir leur troupeau jusqu'au printemps. Dans ces situations, une réduction du cheptel apparaît probable, avec un risque de **décapitalisation** potentiellement plus marqué qu'en élevage conventionnel. Des **arrêts de production laitière** ne sont pas non plus à exclure.



En cumul à septembre, la collecte française de lait bio a reculé de 4,4% /2025. La **Bretagne** enregistre la baisse la plus prononcée **(-8,5%)**. La région a été particulièrement éprouvée par les fortes chaleurs et la sécheresse estivales, auxquelles les élevages étaient peut-être moins préparés que dans d'autres bassins, notamment en matière d'équipements des bâtiments ou de stocks fourragers de report.

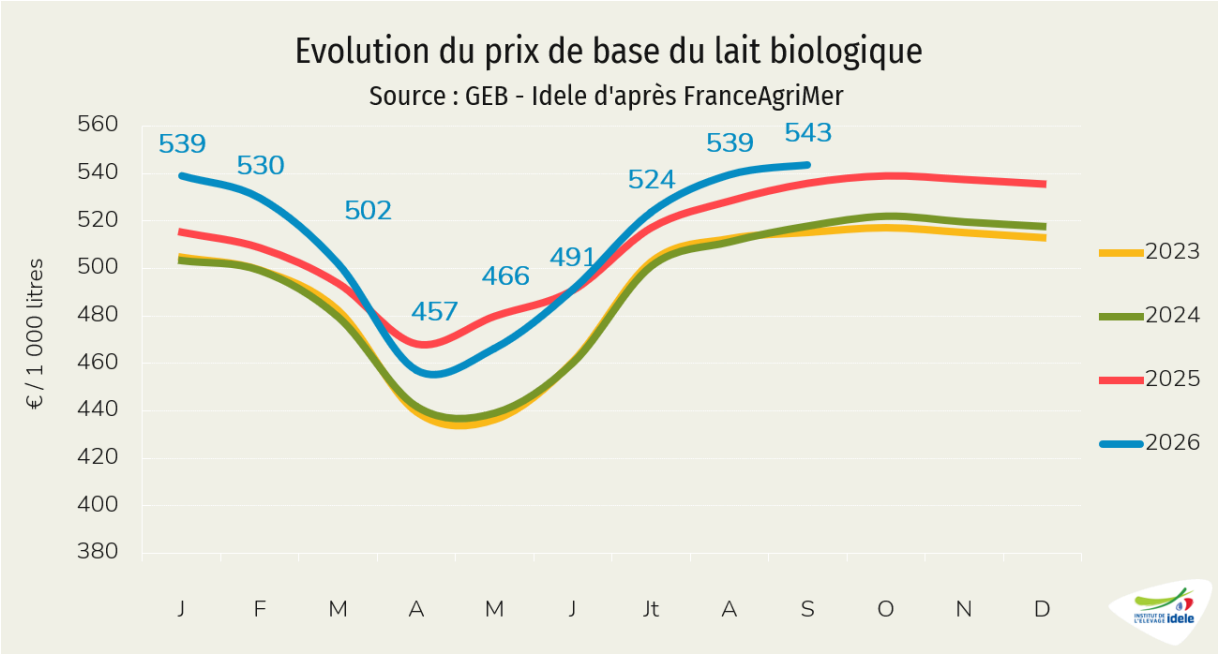


À l'inverse, **le Grand Est affiche une progression de 2,4% de sa collecte** sur les neuf premiers mois de l'année. Cette évolution s'explique en partie par une année 2025 encore marquée par les conséquences de la FCO. Sur le premier semestre 2026, la collecte y avait ainsi progressé de 5,7% sur un an. Mais la tendance s'est inversée durant l'été : en septembre, les volumes ont chuté de 9,1%, sous l'effet des difficultés fourragères. Les éleveurs évoquent davantage des réductions d'effectifs de vaches laitières que des arrêts de production. Le différentiel de prix entre le lait biologique et le lait conventionnel, redevenu plus incitatif, constitue par ailleurs un facteur de soutien au maintien des exploitations en bio.

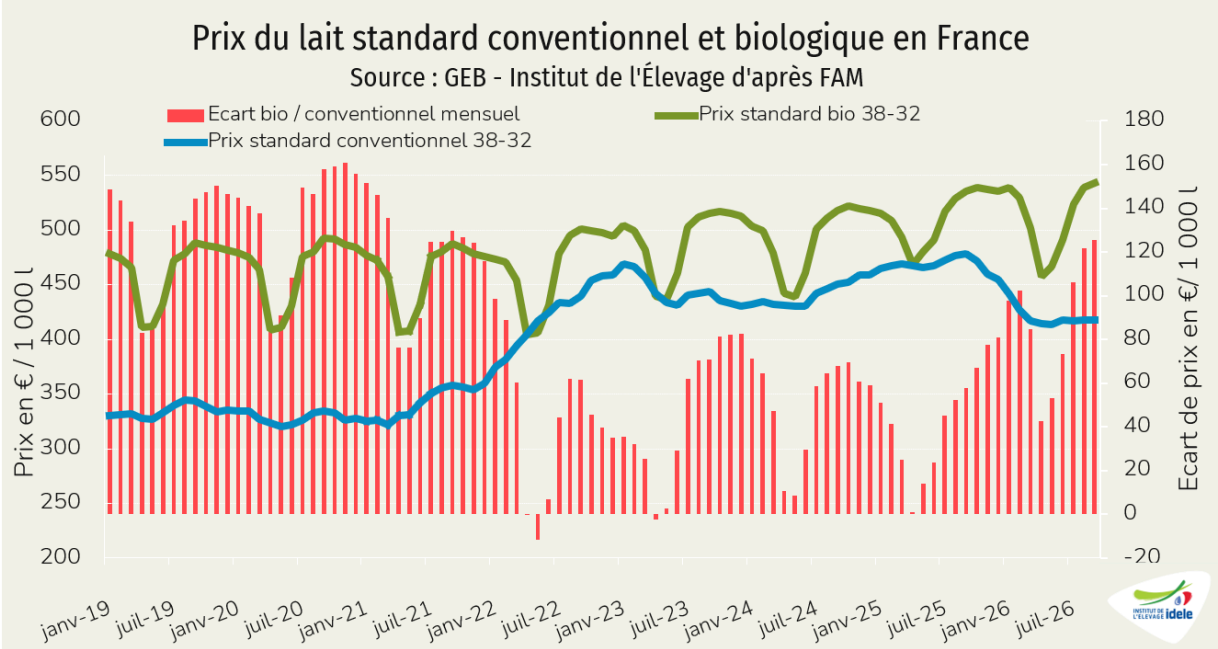


Le prix du bio creuse l'écart avec le conventionnel

En septembre 2026, le prix du lait biologique standard (38 g/l de TB et 32 g/l de TP) s'est établi à **543 €/1 000 litres**, soit 7 € de plus qu'un an auparavant. Depuis le début de l'année, il affiche une progression moyenne de 6 €/1 000 litres.

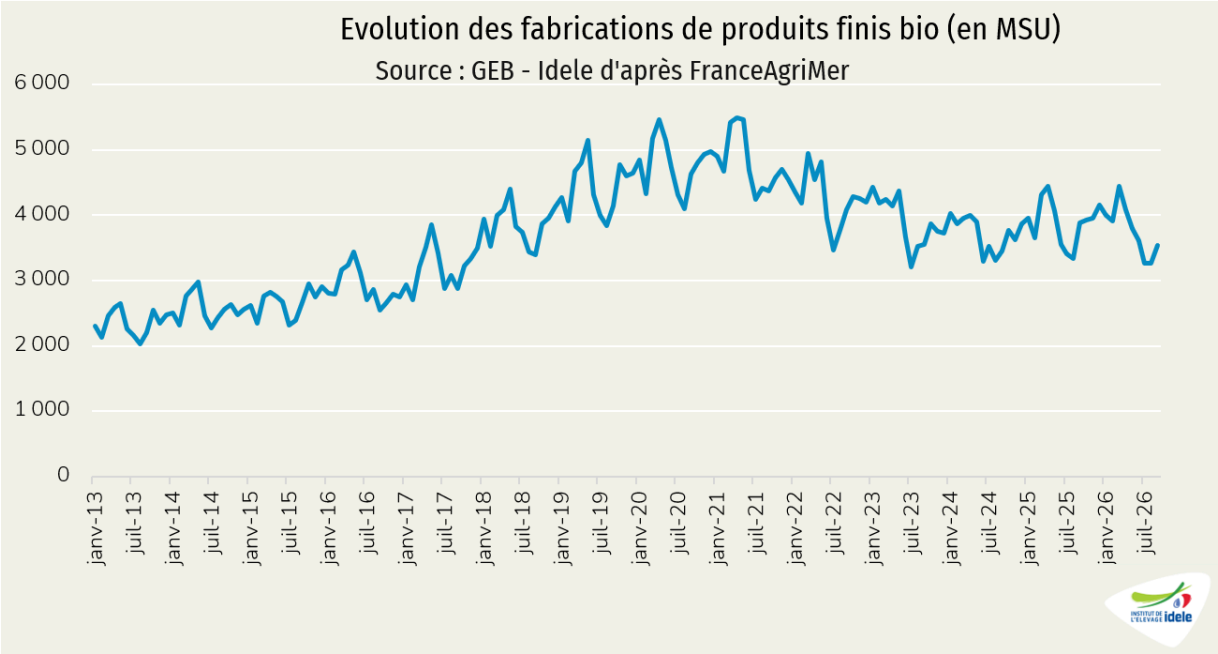


Ainsi, l'écart de prix avec le lait conventionnel continue de se creuser. Il atteint en moyenne 90 €/1 000 litres depuis le début de l'année et dépasse même 120 €/1 000 litres en août et en septembre. Un différentiel redevenu particulièrement incitatif pour les producteurs biologiques.

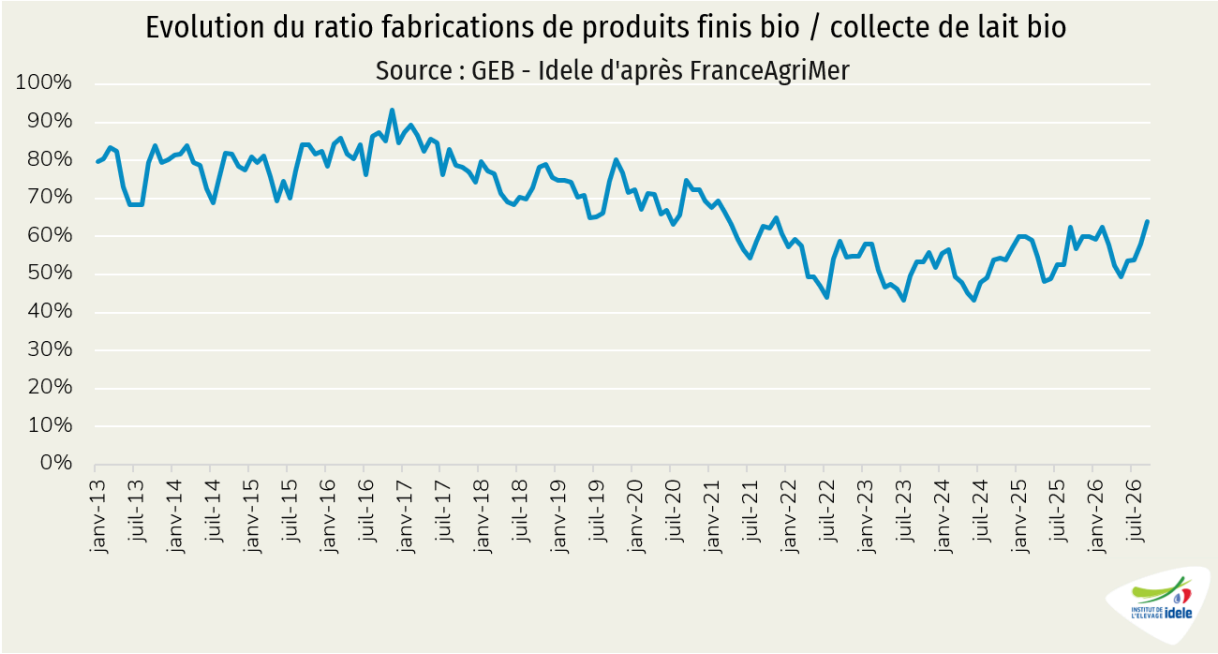


Des fabrications de produits laitiers bio mieux orientées

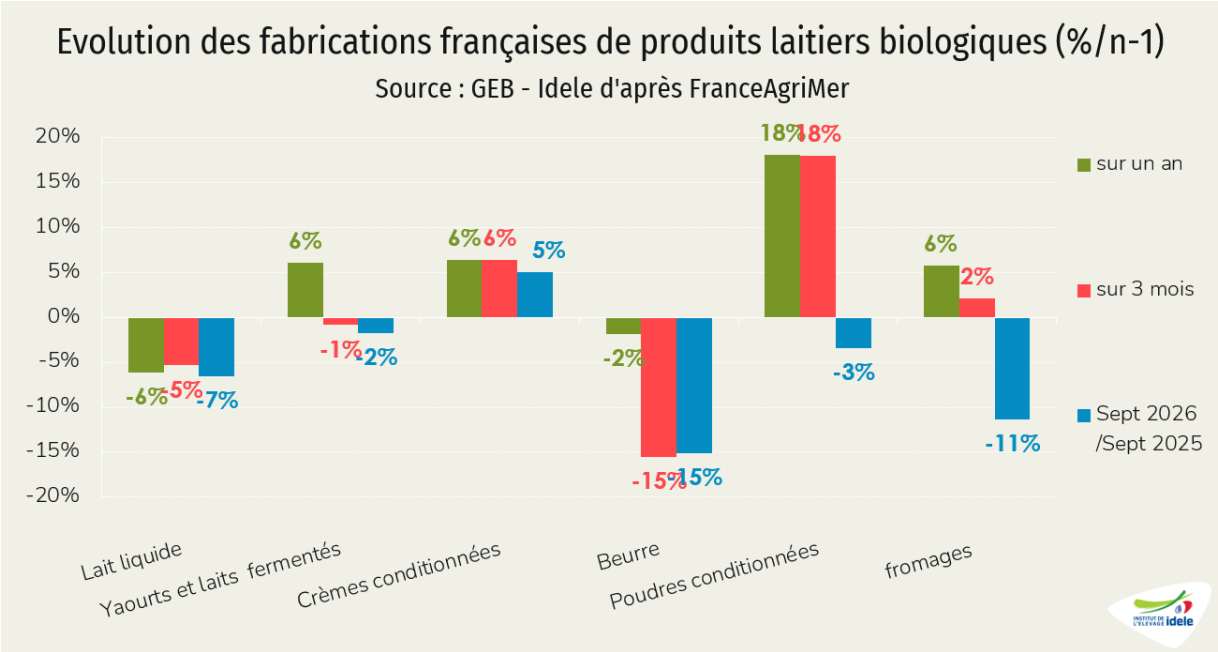
Après plusieurs années de croissance, jusqu'en 2021, les fabrications françaises de produits laitiers biologiques ont fortement reculé, dans un contexte de repli des achats des ménages. En 2024, elles étaient ainsi passées sous leur niveau de 2018. **Une reprise s'est amorcée toutefois depuis 2025**, permettant de renouer avec une dynamique positive.



En parallèle, la collecte de lait bio diminue depuis 2023. Le ratio entre les fabrications de produits laitiers finis bio et la collecte de lait bio, après avoir fortement reculé, est reparti à la hausse en 2025. Cette évolution traduit une part croissante de la collecte de lait bio orientée vers la fabrication de produits laitiers finis bio. Ce ratio ne permet toutefois pas d'évaluer directement le déclassement du lait bio en lait conventionnel. En effet, il rapporte la collecte aux seules fabrications de produits finis bio, sans intégrer les ingrédients laitiers bio utilisés par les industries agroalimentaires. Pour 2026, le déclassement pourrait néanmoins concerner environ 25% du lait bio collecté.

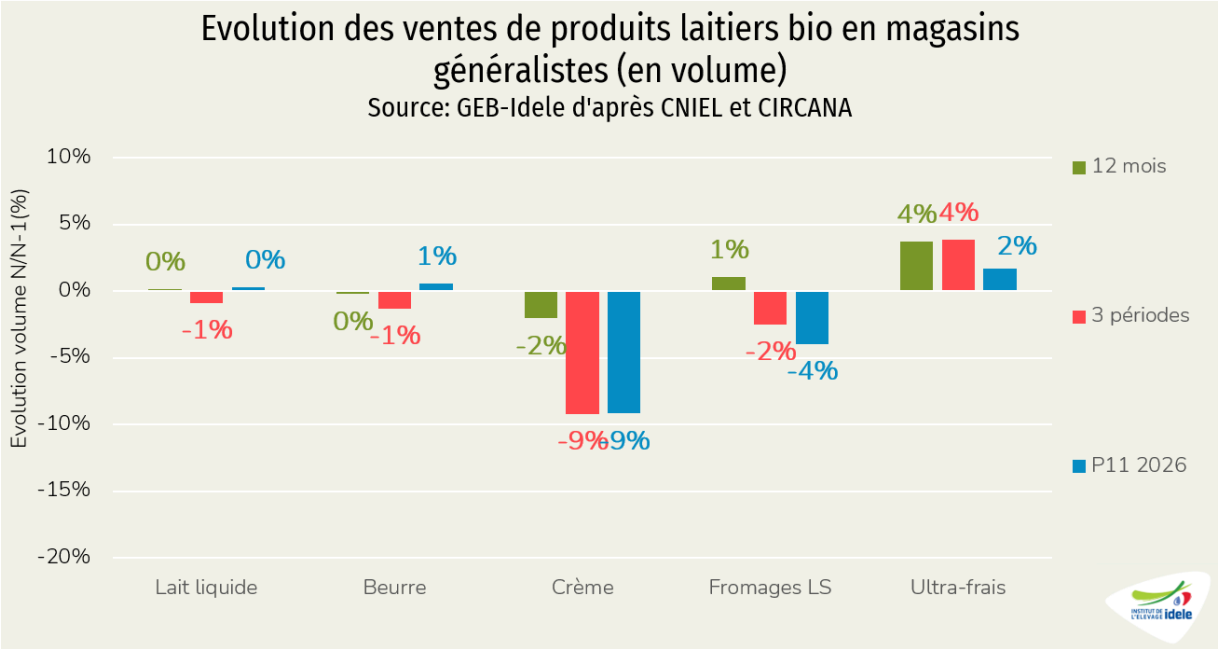


Sur douze mois glissants, les fabrications sont bien orientées pour les poudres conditionnées (+18%), les yaourts et laits fermentés (+6%), les fromages (+6%) et les crèmes conditionnées (+6%). Ces dernières affichent la dynamique la plus régulière, avec une progression encore soutenue sur les trois derniers mois (+6%) et sur le dernier mois disponible, septembre (+5%). À l'inverse, les fabrications de lait liquide (-7% en septembre) et de beurre (-15 %) sont en net recul. Un ralentissement est également observé pour les poudres conditionnées en septembre (-3%) tout comme pour les yaourts et laits fermentés (-2%) et surtout les fromages (-11%).

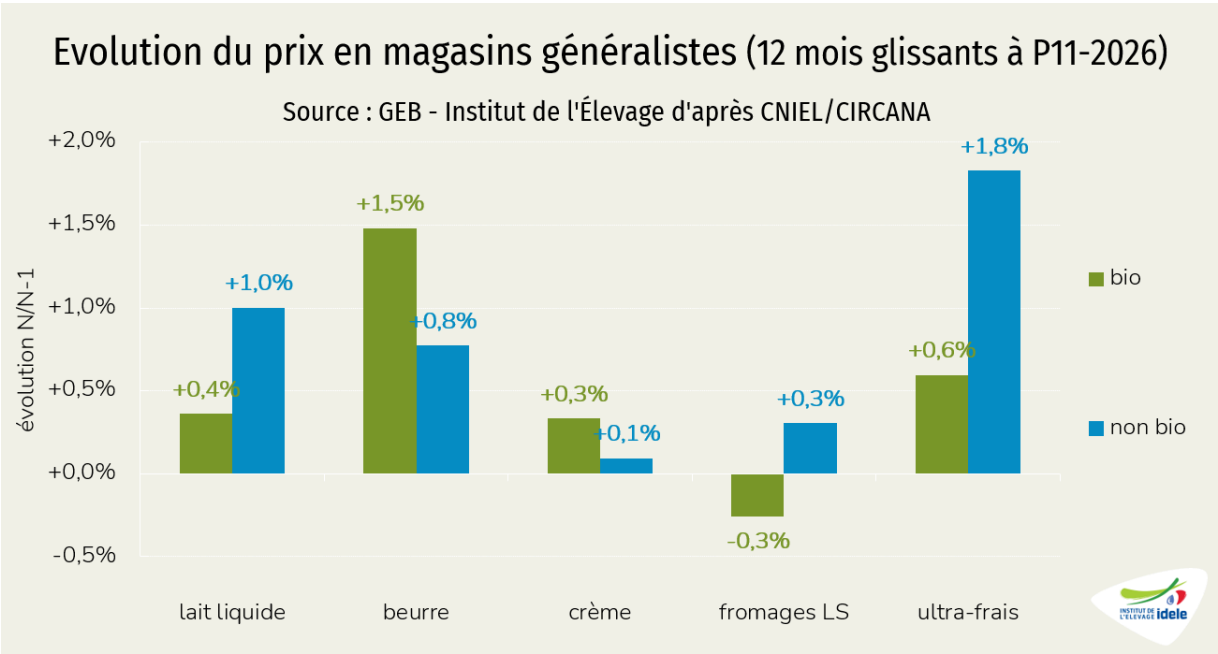


Reprise des ventes de produits laitiers bio, hausse limitée des prix

Après plusieurs années difficiles, **les ventes de produits laitiers bio en magasins généralistes retrouvent une dynamique positive depuis 2025**, notamment pour les crèmes et les produits ultra-frais. En 2026, les ventes de beurre bio progressent également, malgré un net repli durant l'été, dans un contexte de fortes chaleurs. Les crèmes poursuivent leur bonne orientation, bien qu'elles aient, elles aussi, enregistré un recul estival. Les ventes de fromages bio sont également en hausse en 2026, tandis que celles d'ultra-frais continuent de bénéficier d'une dynamique soutenue.



Dans ce contexte de reprise, **les prix des produits laitiers bio en magasins généralistes ont peu progressé**. Sur douze mois glissants, la hausse reste limitée pour le lait liquide (+0,4%), la crème (+0,3%) et l'ultra-frais (+0,6%). Le beurre fait exception, avec une augmentation plus marquée (+1,5%). Les évolutions sont globalement plus modérées que pour les produits conventionnels, à l'exception du beurre et de la crème bio, dont les prix ont davantage augmenté. À l'inverse, les prix des fromages bio ont reculé (-0,3%), alors que ceux des fromages conventionnels progressaient légèrement (+0,3%).



Lait de vache » Commerce extérieur »

Commerce mondial soutenu des produits laitiers

Dernière révision le 23 novembre 2026

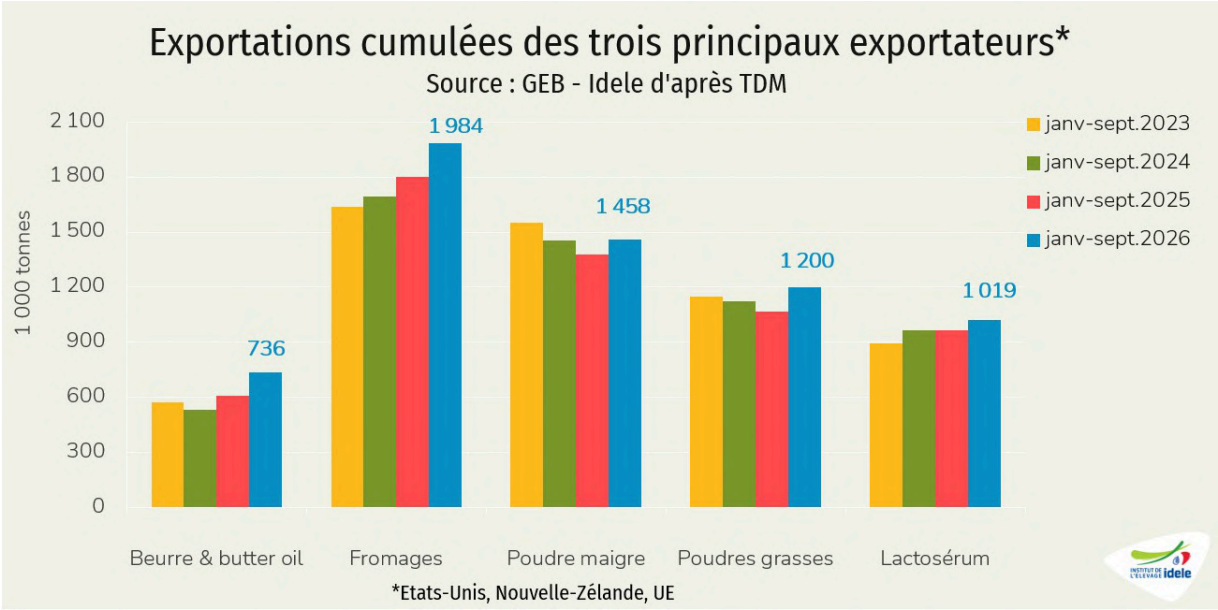
Avec des productions de lait jusqu'ici abondantes et des fabrications en hausse chez les principaux pays exportateurs, le commerce mondial de produits laitiers affiche de nettes progressions depuis le début de l'année 2026. Focus sur l'UE, les États-Unis et la Nouvelle-Zélande.

Des exportations en nette hausse depuis les principaux pays exportateurs

La bonne dynamique de collecte chez les principaux exportateurs mondiaux de produits laitiers a entrainé de fortes augmentations des fabrications et des disponibilités en produits laitiers. Depuis le début de l'année, **les exportations de produits laitiers** des trois principaux exportateurs mondiaux (**UE, Nouvelle-Zélande et États-Unis**) sont en **hausse marquée**. En cumul sur les 9 premiers mois de 2026, les trois pays ont exporté :

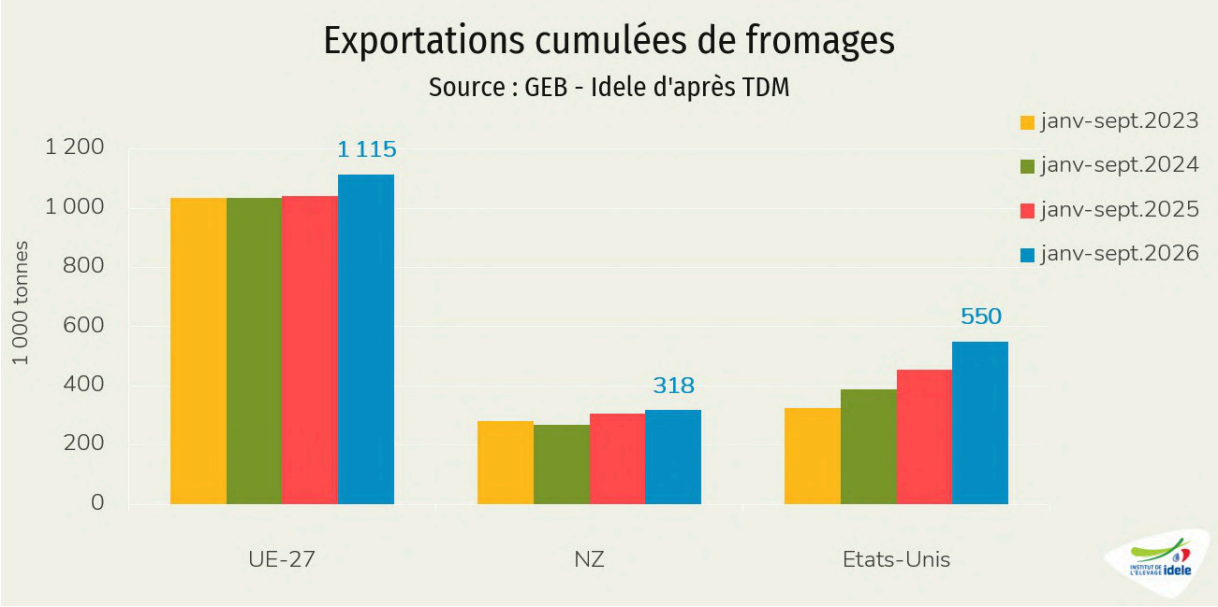
- 1,984 millions de tonnes de fromages (+10% /2025) ;
- 1,458 million de tonnes de poudre maigre (+6%) ;

- 1,200 million de tonnes de poudres grasses (+10%) ;
- 1,019 million de tonnes de lactosérum (+6%) ;
- 736 000 tonnes de beurre et butter-oil (+21%).



Fromages : fortes hausses des envois depuis l'UE et les États-Unis

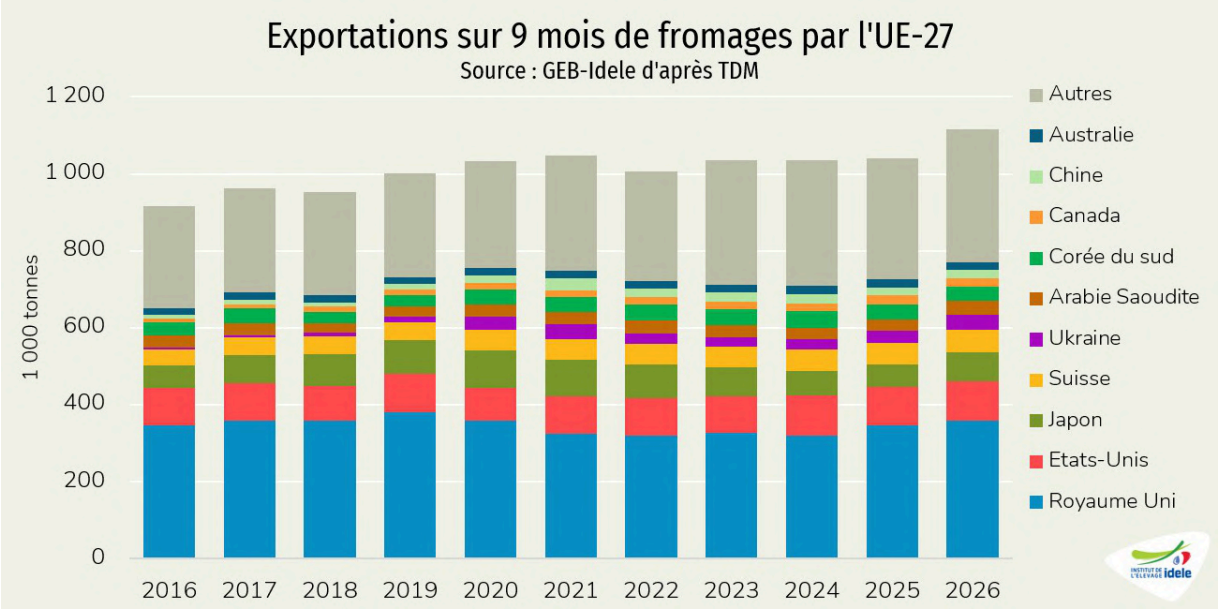
Entre janvier et septembre 2026, ce sont principalement **l'UE et les États-Unis** qui **ont rythmé le marché mondial des fromages**. En cumul sur les 9 premiers mois de 2026, l'UE a en effet exporté 1,115 million de tonnes de fromages (+7% ou +75 000 t /2025) quand les États-Unis en ont exporté 550 000 tonnes (+21% ou +94 000 t). La progression des envois était un peu plus mesurée depuis la Nouvelle-Zélande, avec 318 000 tonnes expédiées (+4% ou +12 000 t).



Les expéditions de fromages **depuis l'UE** sont restées diversifiées. Le Royaume-Uni est toujours et de loin le premier débouché de l'UE pour des raisons à la fois géographiques et historiques. Sur 9 mois, près de 360 000 tonnes y ont été exportées (+4% /2025). Dans la zone Europe, les envois ont également progressé vers la Suisse (+3% /2025 à 59 000 t) comme vers l'Ukraine (+25% à 37 500 t). Les ventes ont également progressé vers l'Amérique du Nord, notamment vers les États-Unis, 2ème client de l'UE (+2% à 102 500 t) mais pas vers le Canada (-1% à 22 500 t) où les contingents issus de l'accord de libre-échange (CETA) n'augmentent plus depuis 2022. Si les envois ont globalement progressé vers l'Asie, les évolutions étaient variables selon les destinations :

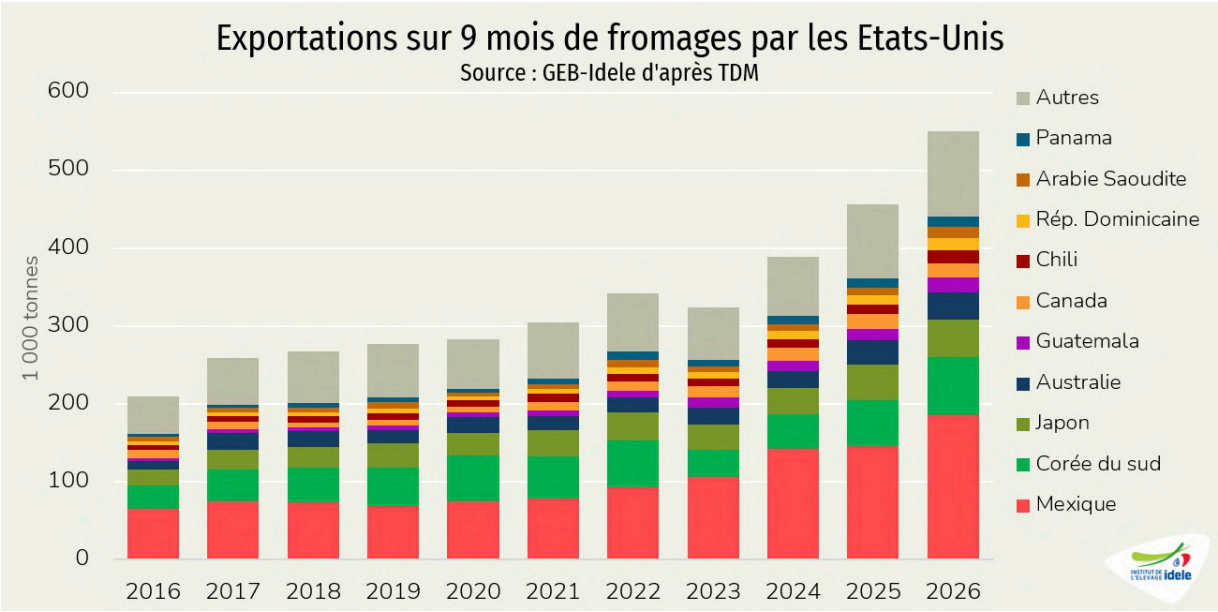
- En hausse marquée vers le Japon (+31% à 76 500 t) ;
- En augmentation mesurée vers la Chine (+2% à 21 000 t) ;
- En baisse à destination de la Corée du Sud (-8% à 36 000 t).

Au Moyen-Orient, l'Arabie Saoudite confirme jusqu'ici son rang d'importateur de poids avec 37 500 t importées (+21%). Depuis le début de l'année, les dix premières destinations avaient concentré près de 70% des flux « origine UE ».



Pour **les États-Unis**, les exportations de fromages connaissent depuis le début de la décennie des niveaux de croissance exponentiels. Tous les principaux importateurs ont augmenté leurs achats sur les trois premiers trimestres 2026. Sur le continent américain, le Mexique a confirmé sa position d'importateur n°1 malgré les tensions avec l'administration Trump (+28% /2025 à 186 500 t). Même constat mais dans une ampleur plus faible pour le Canada (+1% à 19 000 t).

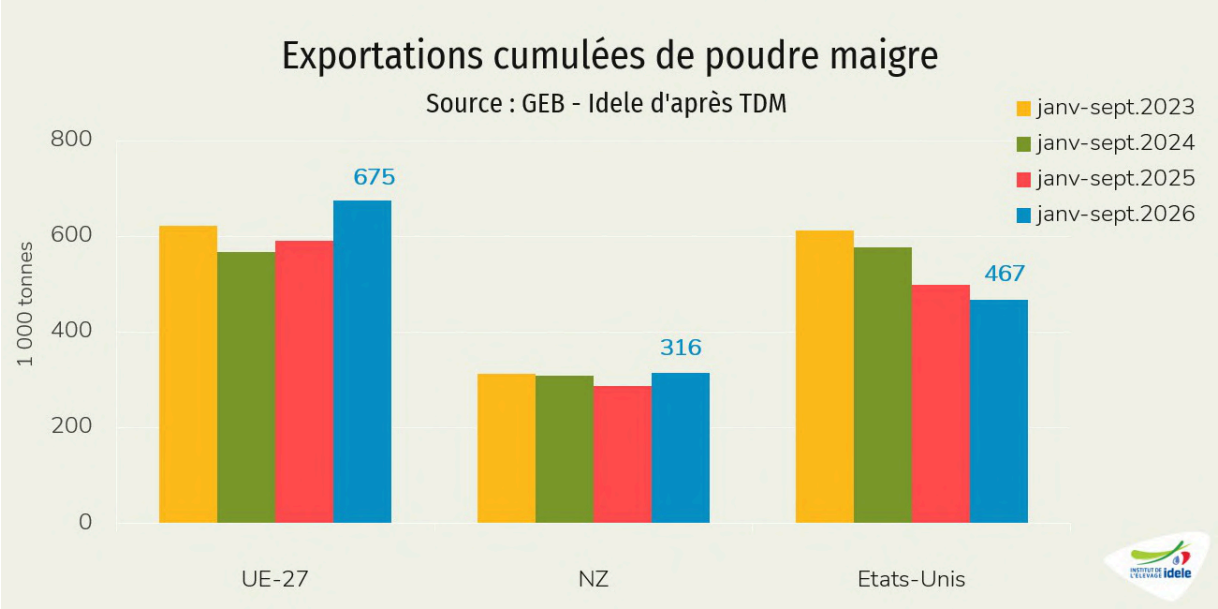
En Asie, les envois étatsuniens avaient progressé notamment vers le Japon (+6% à 49 000 t) ou la Corée du Sud (+25% à 74 000 t). Ils étaient également en hausse à destination de l'Australie (+9% à 34 000 t). Au Moyen-Orient, comme pour l'UE, l'Arabie Saoudite a joué un rôle majeur (+58% à 15 000 t). A noter que les dix premières destinations ont concentré 80% des flux.



Poudre maigre : l'UE est de loin le principal fournisseur du marché mondial

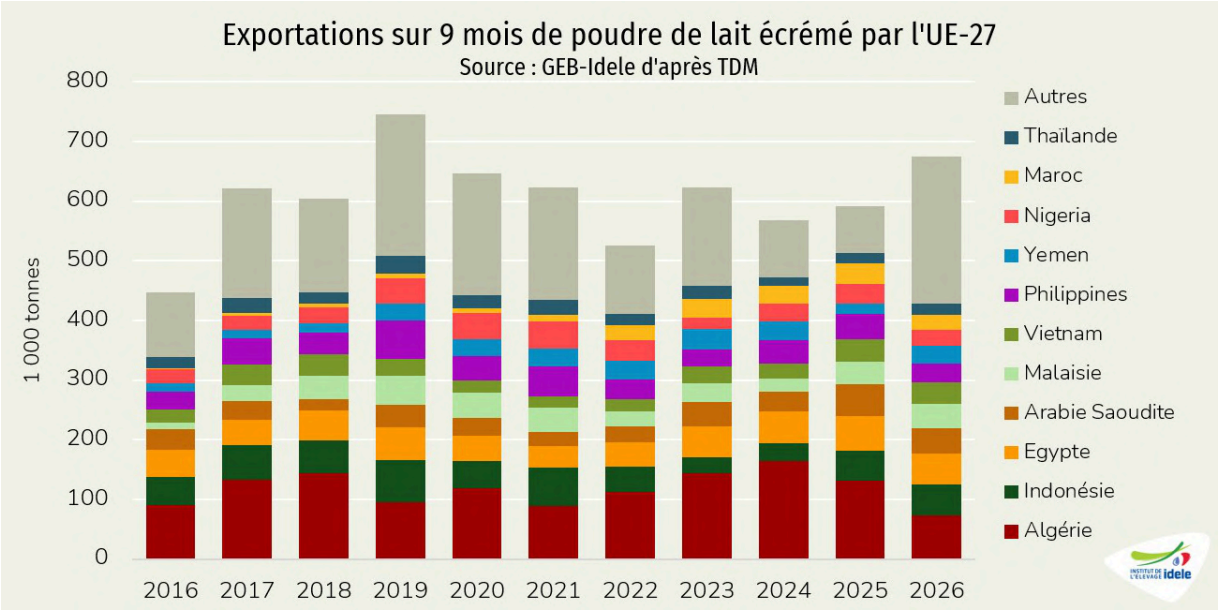
Si les exportations de poudre maigre ont rebondi, c'est d'abord grâce à la hausse des flux originaires de l'UE en lien avec la progression des fabrications dans la zone. Sur 9 mois, l'UE avait exporté 675 000 tonnes de poudre de lait écrémé (+84 000 t ou +14% /2025), second total le plus élevé derrière le record de 2019 (-9%).

Les envois avaient tout juste rebondi à 316 000 tonnes en Nouvelle-Zélande après le creux de 2025 (+9% /2025). Malgré la légère hausse de ses fabrications, les exportations depuis les États-Unis étaient en retrait, à 467 000 tonnes (-6%). Les protéines laitières y sont très demandées et ne cessent d'être utilisées pour de nombreuses fabrications diversifiées.



Si elles ont augmenté, les exportations européennes de poudre maigre se sont diversifiées alors que certains acheteurs ont cherché à se couvrir et que les prix européens ont conservé une compétitivité relative face aux prix pratiqués par les autres grands exportateurs. Sur les trois premiers trimestres 2025, les 10 premiers clients de l'UE avaient concentrés 63% des envois. Sur la même période en 2026, ce n'était plus que 60%.

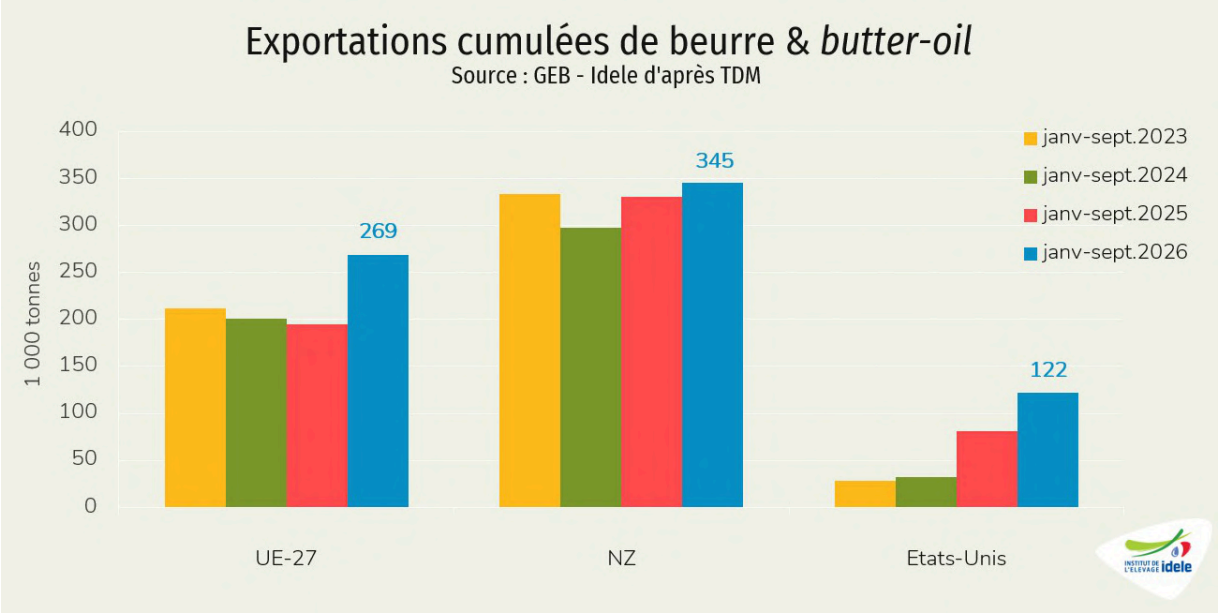
Parmi les 10 premiers clients de l'UE en volume sur 9 mois, les envois vers l'Algérie, qui reste le premier client de l'UE, ont à nouveau diminué, avec seulement 73 000 tonnes exportées (-44% /2025 et -56% /2024). Les exportations avaient également reculé vers l'Egypte (-10% /2025 à 51 000 t), l'Arabie Saoudite (-22% à 41 500 t), le Vietnam (-3% à 36 500 t), les Philippines (-25% à 31 000 t), le Nigéria (-16% à 28 000 t) ou encore le Maroc (-29% à 24 000 t). Les flux avaient cependant progressé vers l'Indonésie (+3% à 52 500 t), la Malaisie (-+5% à 40 500 t), le Yémen (+60% à 30 000 t) ou encore la Thaïlande (+15% à 20 000 t).



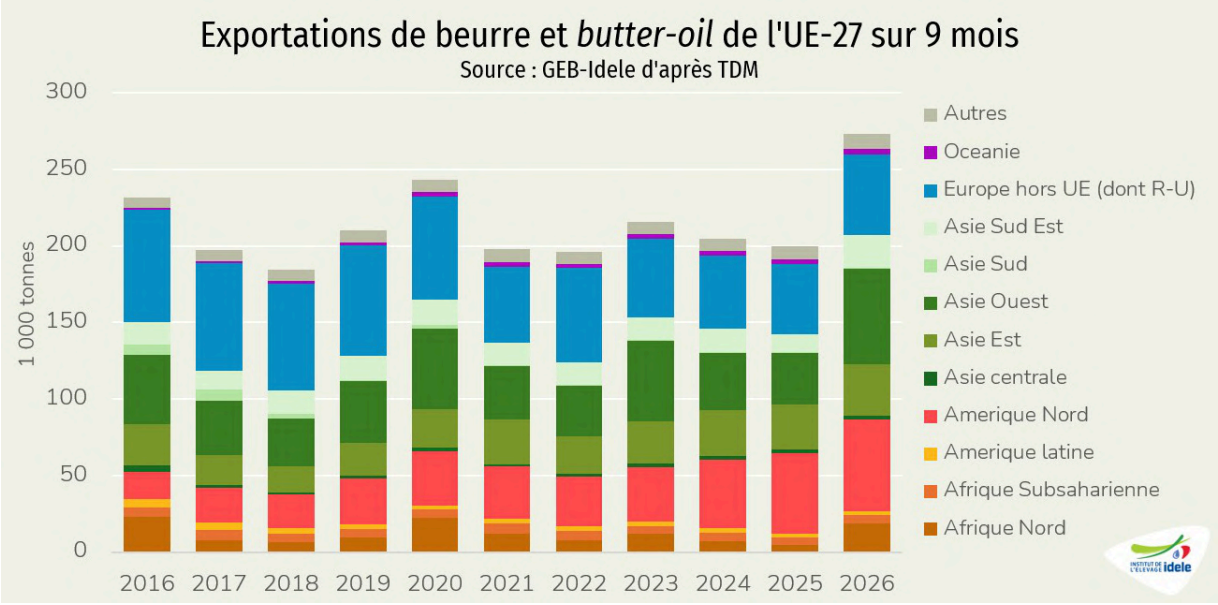
Présents dans le top 10 en 2025, la Chine (-23% /2025 à 17 000 t) et les Émirats Arabes Unis (-2% à 17 500 t) en étaient sortis en 2026.

Beurre et matière grasse laitière : nette progression du commerce mondial

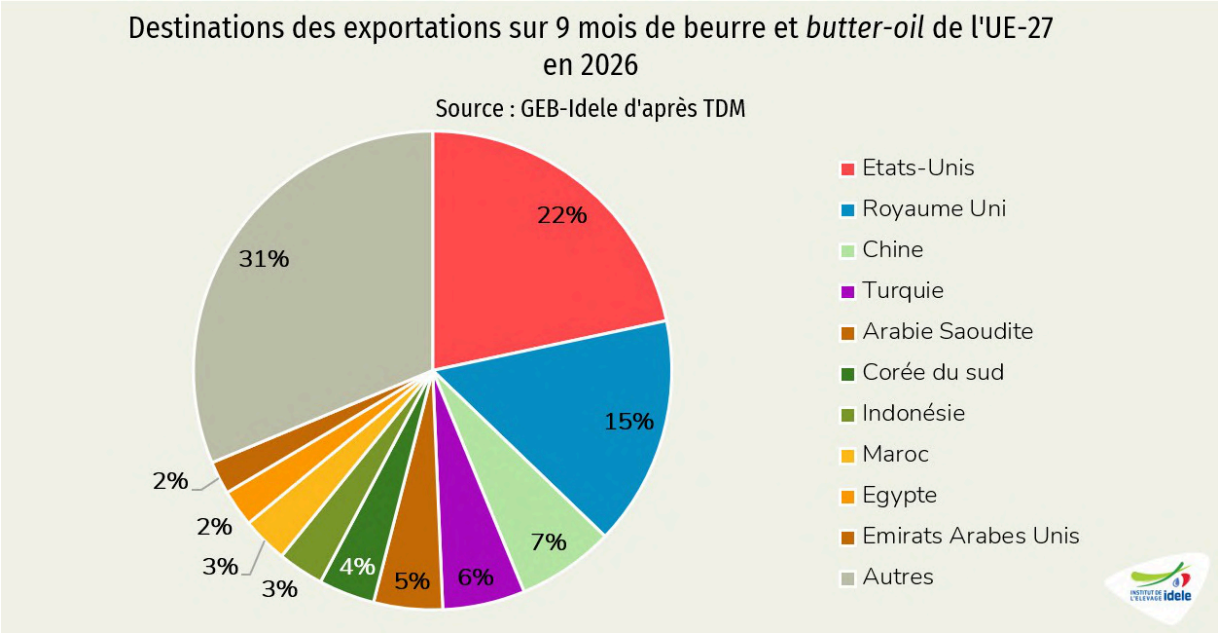
Sur les 9 premiers mois de 2026, **les envois de beurre et de *butter-oil* ont progressé depuis les trois principales zones exportatrices**. La progression a été plutôt mesurée depuis la Nouvelle-Zélande qui reste cependant et de loin le premier exportateur mondial : 345 000 tonnes ont ainsi été expédiées sur la période (+15 000 t ou +4% /2025). Dans le sillage des hausses de la collecte et des fabrications de beurre, les États-Unis ont expédié 122 000 tonnes de beurre et de matière grasse laitière (+41 000 t ou +50%), un record absolu pour la période. Mais la hausse la plus remarquable en valeur absolue sur la période a concerné l'UE, avec 269 000 tonnes expédiées (+74 000 t ou +38%). Ce total constitue également un niveau inédit pour la zone !



Avec une collecte abondante, des fabrications consistantes et un regain de compétitivité en prix, l'UE a vu ses exportations de beurre et de *butter-oil* s'envoler vers un niveau jamais atteint sur 9 mois. Les exportations européennes ont progressé de manière conséquente vers la plupart des zones du globes à l'exception notable de l'Amérique latine (-3% /2025) et de l'Asie centrale (-2%), qui sont cependant de petits clients des exportations de beurre et de *butter-oil* de l'UE (avec environ 1% chacun des envois de l'UE captés sur la période).



Si les États-Unis ont nettement plus exporté depuis le début de 2026, ils n'en restent pas moins le premier client de l'UE depuis 2024 avec une demande de qualité différente. Sur les trois premiers trimestres 2026, ils avaient capté 22% des envois, devant le Royaume-Uni (15%). Les envois vers les deux pays avaient augmenté (de respectivement +14% /2025 et +9%). Sur les 10 premières destinations des exports de l'UE, seules les expéditions vers la Corée du Sud avaient reculé (-5% /2025 pour 4% des flux).



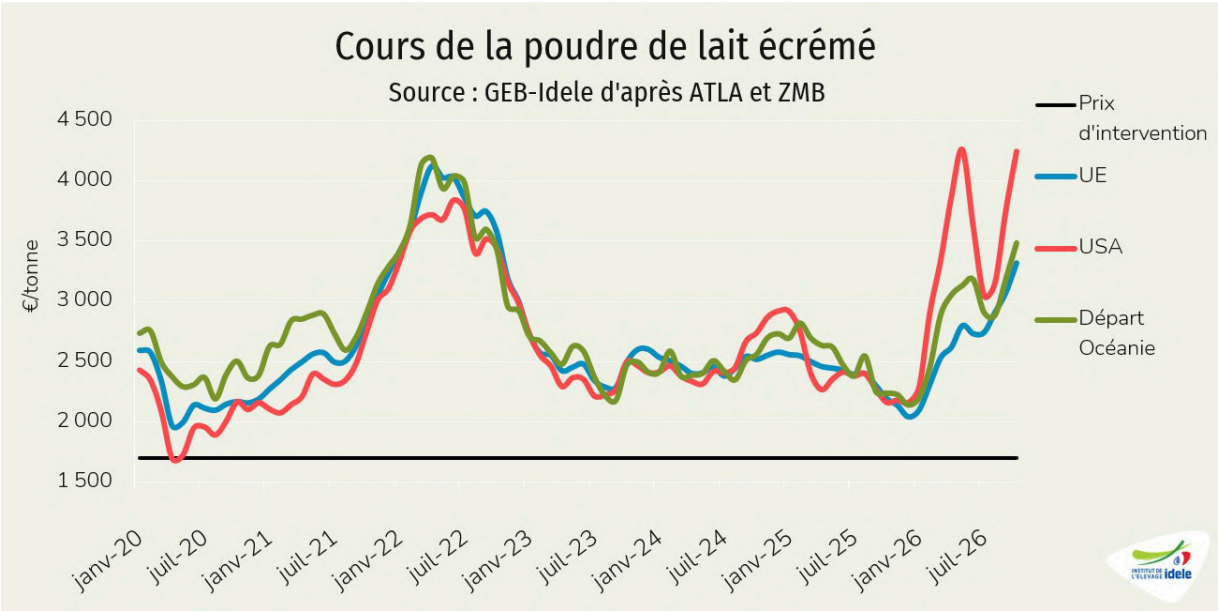
Evolutions divergentes pour les cours des ingrédients et les prix du lait

Dernière révision le 23 novembre 2026

Pour les cours des ingrédients laitiers comme pour les prix du lait à la production, les dynamiques restent divergentes. Les cours de la poudre sont élevés et progressent quand ceux des matières grasses sont sous pression. Du côté des prix du lait, des hausses sont constatées en UE comme en Nouvelle-Zélande mais pas aux États-Unis.

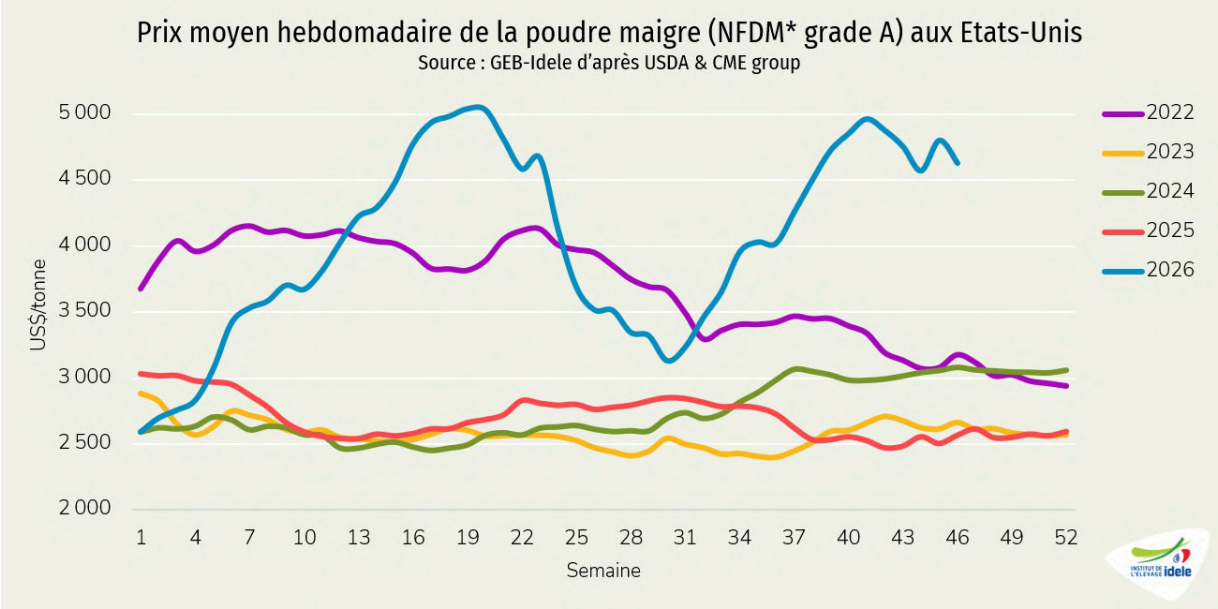
Les cours de la poudre maigre toujours orientés à la hausse

Depuis la fin de l'été, **les cotations de la poudre de lait écrémé sont à nouveau orientées à la hausse** partout, mais plus particulièrement en Amérique du Nord où les disponibilités manquent. Si les hausses sont moins marquées ailleurs sur le globe, elles n'en restent pas moins remarquables. En octobre 2026, le cours de la poudre maigre départ Nouvelle Zélande s'est à nouveau apprécié, à 3 484 €/t (+9% /septembre 2026 et+55% /octobre 2025). Idem pour le cours en UE qui a atteint 3 317 €/t (+8% en un mois et +51% /2025).

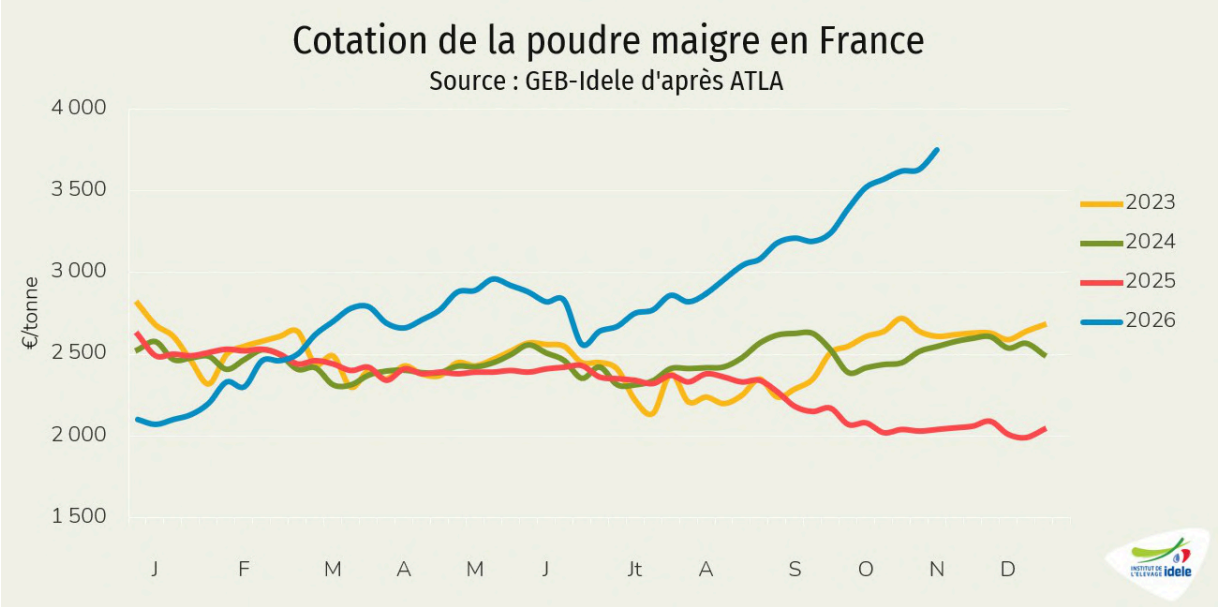


Mais le marché étatsunien se démarque à nouveau. La cotation départ USA a en effet poursuivi son envolée en octobre 2026 pour atteindre 3 746 €/t (+13% /septembre 2026 et+96% /octobre 2025), niveau sensiblement équivalent au précédent pic historique de mai dernier.

Le déficit d'offre de poudre maigre a particulièrement pesé. Depuis, les cotations oscillent à haut niveau. En semaine 46, le cours hebdomadaire de la NFDM (*non-fat dry milk*), qui représente environ 70% de la poudre maigre produite aux États-Unis, avait cependant légèrement reculé à 4 625 US$ (+80% /2025).



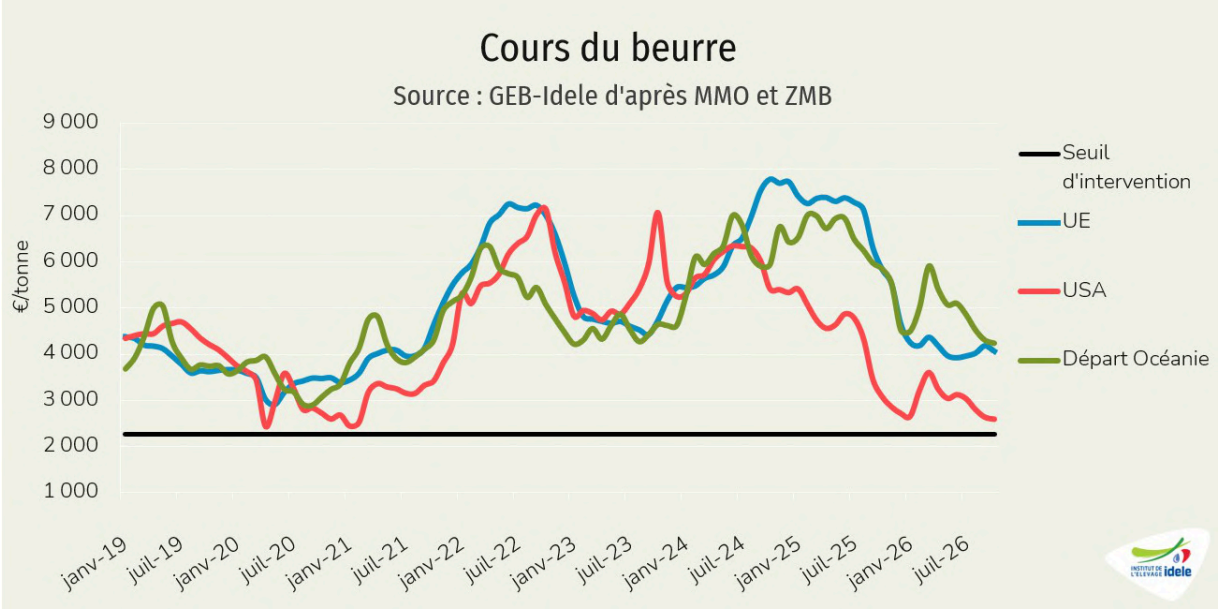
En France, d'après ATLA, la cotation de la poudre maigre restait en hausse soutenue. En semaine 46, elle a en effet atteint 3 750 €/t (+7% sur un mois et +84% sur un an).



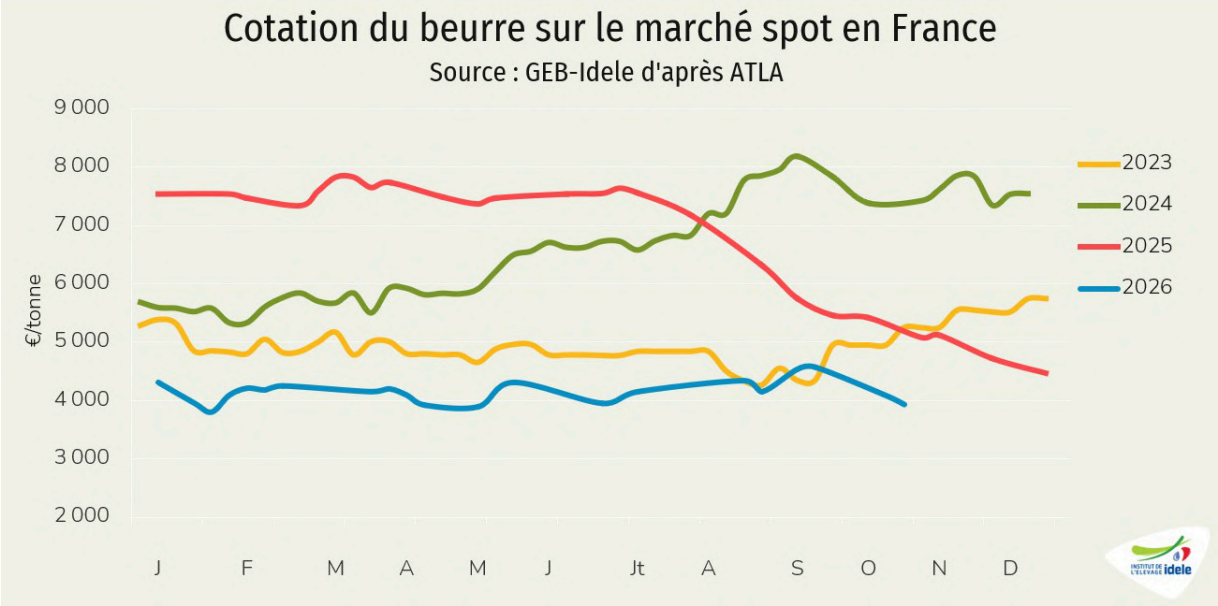
Les prix du beurre encore sous pression

La dynamique d'évolution des prix du beurre était nettement différente. En octobre 2026, **les principaux cours mondiaux du beurre étaient orientés à la baisse** :

- Dans l'UE, la cotation atteignait 4 054 €/t, soit -3% en un mois et -30% en un an ;
- Départ Nouvelle-Zélande, la cotation atteignait 4 232 €/t, soit -2% en un mois et -28% en un an ;
- Départ États-Unis, la cotation n'atteignait plus que 2 593 €/t, soit -2% en un mois et -16% en un an. Ce bas niveau n'avait plus été atteint depuis le début de 2021.



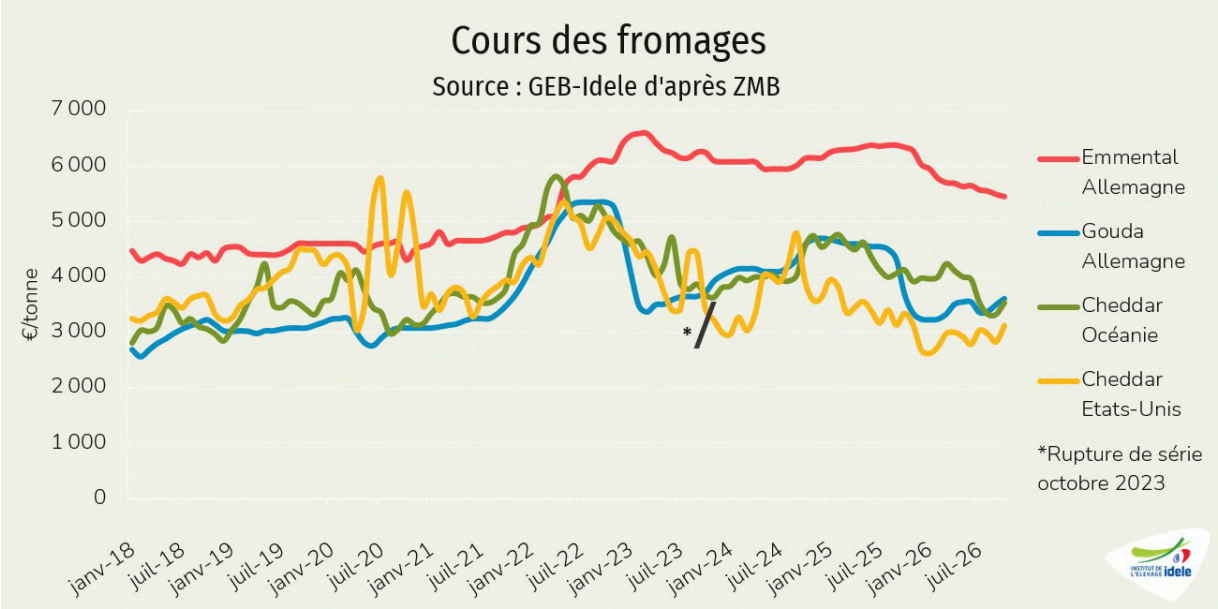
En France, d'après l'ATLA, si le beurre n'a pas été coté depuis deux semaines, les dernières cotations étaient orientées à la baisse. La cotation du beurre sur le marché spot était même passée sous la barre des 4 000 €/t en semaine 44, à 3 930 € (-14% en un mois et -23% en un an).



Rebond récent des cours des fromages ingrédients

Après un réajustement à la baisse alors que les disponibilités étaient importantes sur le marché mondial, **les cours des fromages ingrédients susceptibles d'être exportés se sont récemment appréciés mais restaient tout de même en retrait sur un an**. En octobre 2026 :

- Le gouda en Allemagne cotait 3 610 €/t, soit +3% en un mois mais -2% /2025 ;
- Le cheddar en Océanie cotait 3 535 €/t, soit +6% en un mois mais -14% /2025 ;
- Le cheddar USA cotait 3 118 €/t, soit +10% en un mois mais -7% /2025.

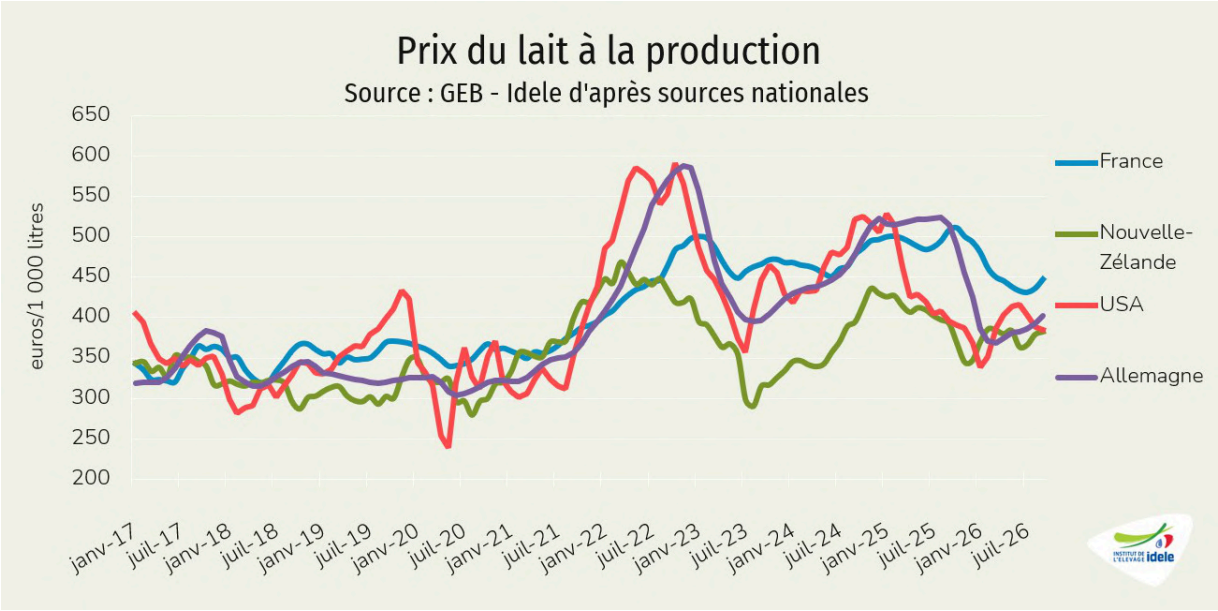


Et en UE, la cotation de l'emmental en Allemagne, principalement destiné au marché européen, cotait 5 700 €/t, soit une baisse de 1% en un mois et de 14% en un an.

Dynamiques divergentes des prix du lait à la production

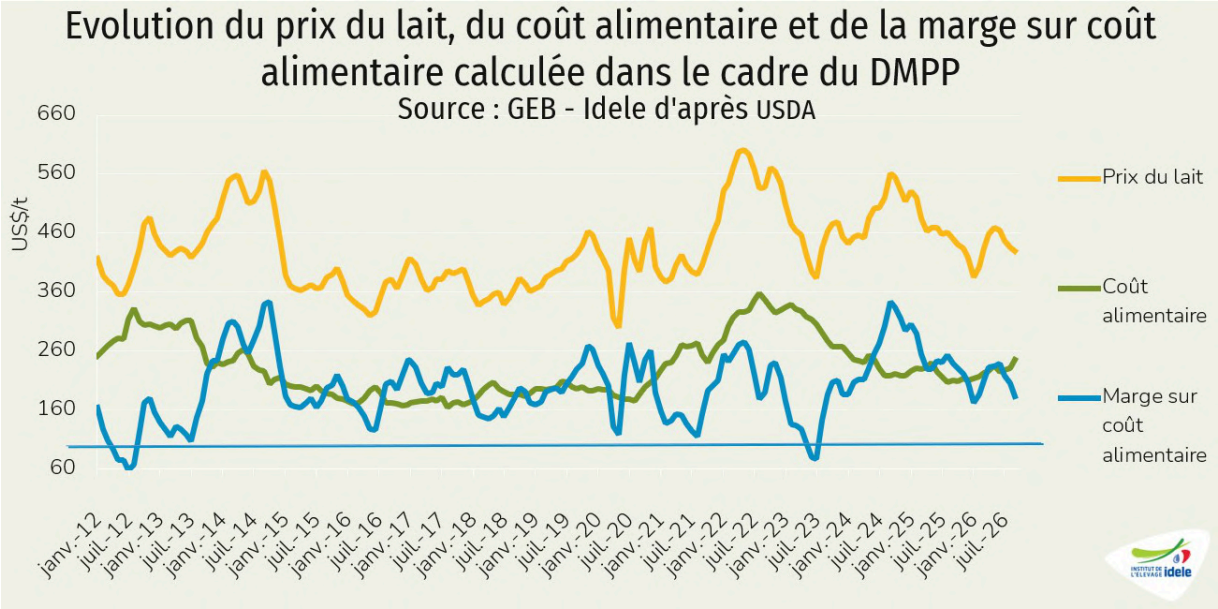
En septembre 2026, les prix du lait à la production connaissaient des évolutions divergentes par rapport au mois précédent mais restaient en retrait sur un an :

- Aux États-Unis, il atteignait 385 €/1000 l, soit -1% en un mois et -3% /2025 ;
- En Nouvelle-Zélande, il atteignait 382 €/1000 l, soit +1% en un mois mais –3% /2025 ;
- En Allemagne, il atteignait 402 €/1000 l, soit +3% en un mois mais -22% /2025 ;
- En France, il atteignait 447 €/1000 l, soit +2% en un mois mais -12% /2025.



Récemment en Nouvelle-Zélande, Fonterra, la plus grande coopérative laitière du pays, a de nouveau relevé sa prévision de prix du lait pour la campagne laitière 2026/27 en cours. Son Directeur Général, Richard Allen, a justifié cette hausse par une amélioration de la demande en poudres grasses et en poudre de lait écrémé, ainsi que par un carnet de commandes bien rempli pour l'année en cours, et ce malgré des collectes de lait à des niveaux records.

Aux États-Unis, le recul du prix du lait, malgré le rebond des cours de la poudre maigre, et la hausse du coût de l'alimentation pèsent désormais sur la marge sur coût alimentaire en atelier laitier d'après l'USDA.



Viande ovine

Une production de viande ovine restreinte et des cours élevés

Dernière révision le 23 novembre 2026

Viande ovine » France »

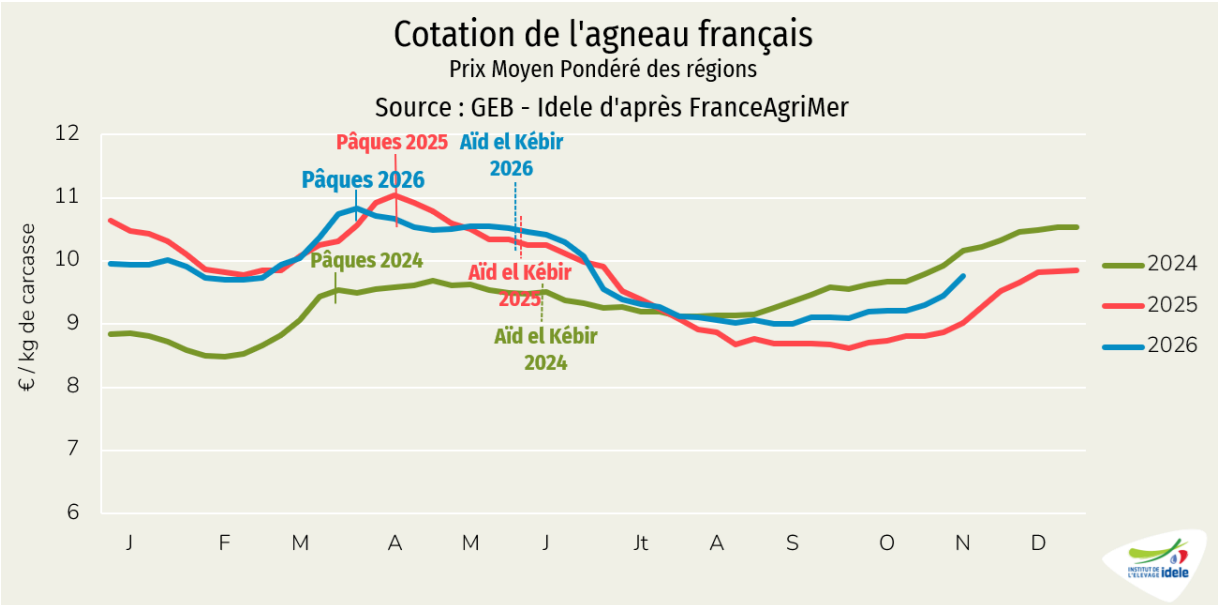
L'indice des prix à la production atteint un nouveau record

Dernière révision le 23 novembre 2026

Soutenu par une nouvelle flambée du prix des carburants en septembre, l'indice des prix à la production des moyens agricoles ou IPAMPA, a atteint un nouveau record en septembre 2026. Les autres postes de charges importants comme les aliments achetés ou les engrais sont aussi en nette hausse.

La hausse de la cotation française s'accélère à la mi-novembre

En **semaine 46** de 2026 (se terminant le 15 novembre), la cotation entrée abattoir de l'agneau français progressait de 0,32 €/kg d'une semaine sur l'autre (contre +0,14 €/kg entre les semaines 44 et 45) et de0,75 €/kg /2025, à **9,77 €/kg**.



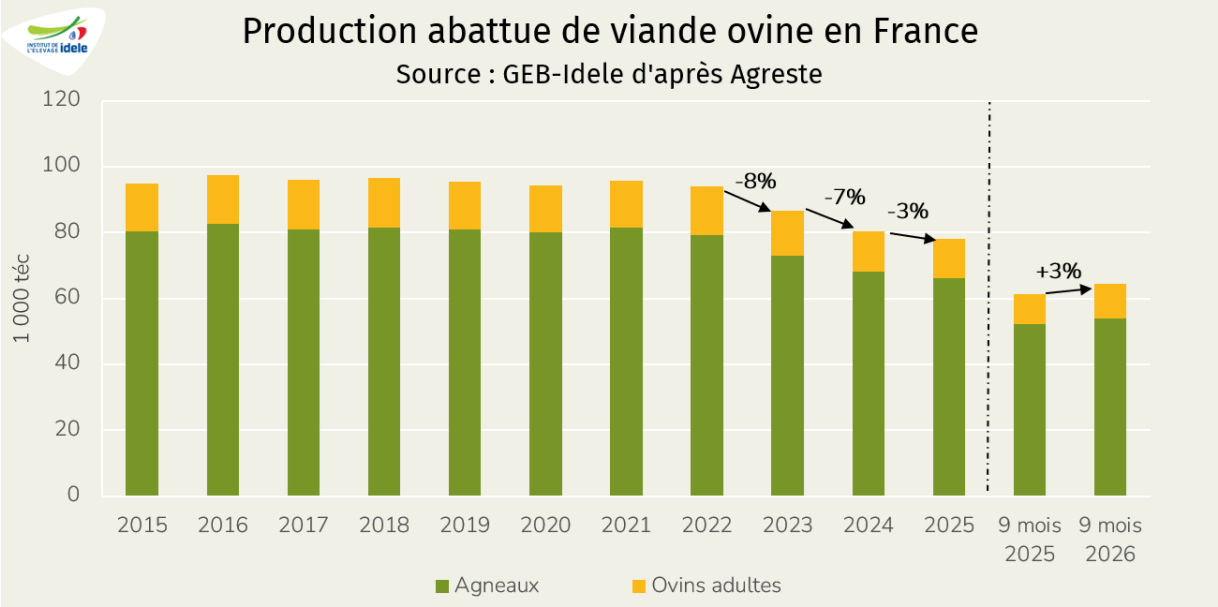
Un repli marqué des abattages début novembre s'ajoute à leur baisse habituelle au second semestre, accélérant la hausse automnale de la cotation.

Hausse notable des abattages de réformes ovines

Selon *Agreste*, la **production de viande ovine était en hausse de 3%** /2025 **sur les 9 premiers mois cumulés de 2026**, à 54 000 téc. Elle reculait toutefois de 9% comparée à la moyenne 2021-2025. Cette hausse d'un an sur l'autre reflète un rattrapage partiel du bas niveau de production de 2025, imputable à l'épidémie de FCO-3 ayant durement frappé nombre d'élevages français au second semestre 2024.

Le nombre **d'agneaux** et de **réformes** abattus sur 9 mois augmente, de respectivement 1% et 11% à 2,3 M et 377 000 têtes. On observe un net alourdissement des carcasses de réformes (de 27,0 à 27,8 kg).

La hausse **des abattages de réformes d'une année sur l'autre a donc été importante, et particulièrement en juillet (**+10%), **août** (+11%) **et septembre** (+15%) Cette accélération des réformes est probablement imputable aux fortes chaleurs estivales et au manque d'herbe, mais aussi à la reprise de l'inflation qui cause un rebond des charges.



Selon les données *d'Ovinfos* fournies par Interbev, à cette hausse des abattages succède un **recul notable à partir de la semaine 44, soit fin octobre**. On constate – 15% d'abattages sur un an lors de la dernière semaine d'octobre (S44) puis – 8% début novembre (S45). Le total des effectifs abattus est toutefois stable sur l'année.

Les effectifs **d'agneaux vivants importés, essentiellement espagnols, ont fortement reculé (- 54% /2025 sur 9 mois**, à 27 000 têtes), avec une baisse de 61% en septembre. **C'est le plus bas niveau jamais enregistré (au moins depuis 2000).** Leur part dans les abattages français a nettement diminué au fil des ans et 2026 ne fait pas exception.

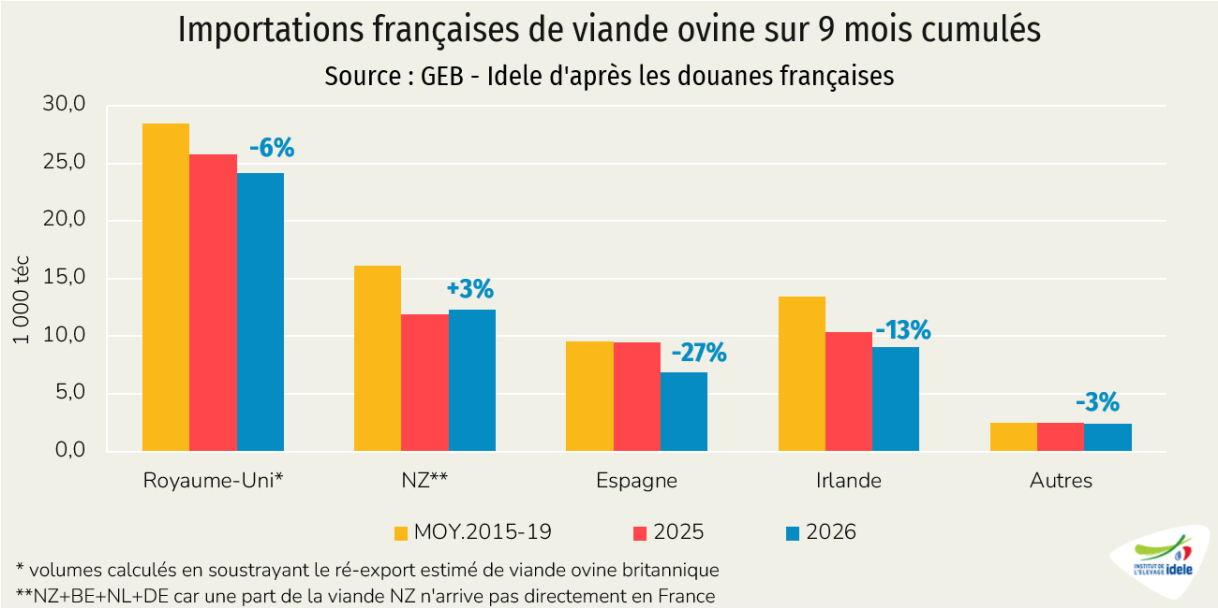
Les exports français d'agneaux vivants ont au contraire augmenté de 28% sur la période, à 235 000 têtes, malgré le fort recul (-33%) en septembre. Sur 9 mois, les envois ont fortement augmenté vers l'Espagne (+16%), l'Italie (+78%) et l'Allemagne (+5%) et repris vers le Liban (4 950 têtes). Le recul de l'offre espagnole et la concentration de ses envois vers les pays du Maghreb expliquent ces évolutions.

Les exports de **réformes** sont en hausse de 11% sur 9 mois, cumulant 47 000 têtes tandis que leurs imports ont chuté de 79%, à 2 730 têtes.

Le recul des imports de viande ovine s'accentue encore en septembre

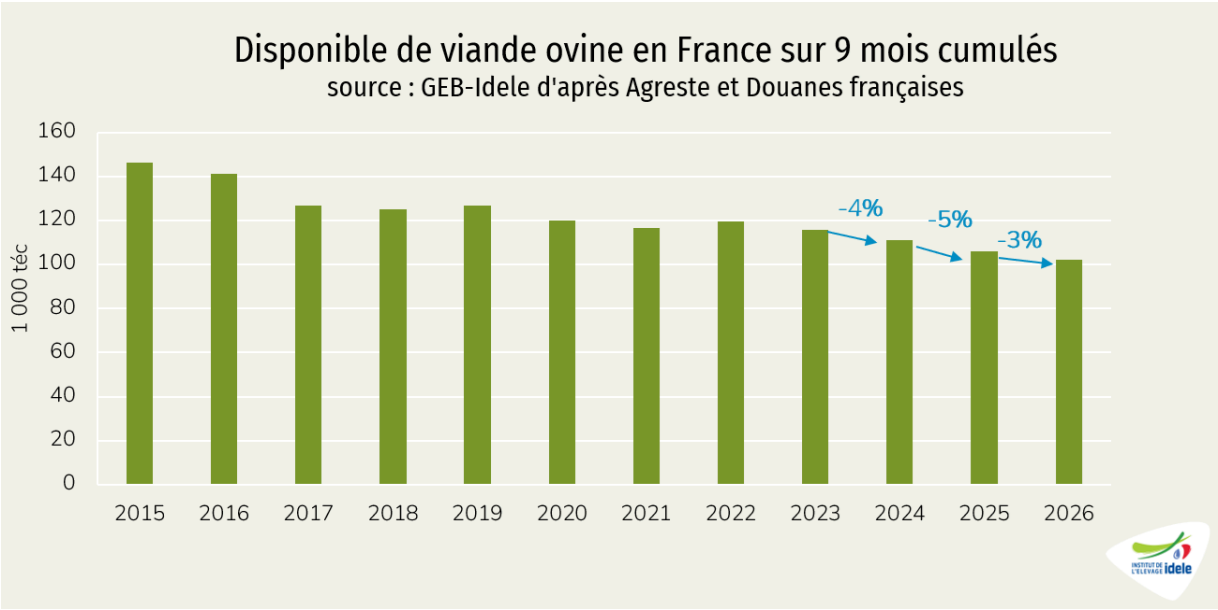
Les importations de viande ovine destinées au marché français (en soustrayant le réexport estimé de viande ovine britannique) avaient déjà chuté en juin, juillet, août, et septembre ne fait pas exception.

En cumul sur les neuf premiers mois de 2026, elles **ont baissé de 9% /2025**, à 55 000 téc (- 22% /moyenne 2015-2019) avec des reculs en provenance d'Espagne, du Royaume-Uni et d'Irlande. Seule la provenance Nouvelle-Zélande affichait une modeste hausse sur un an (+3%).



Le disponible français en viande ovine recule sous l'effet du repli des imports

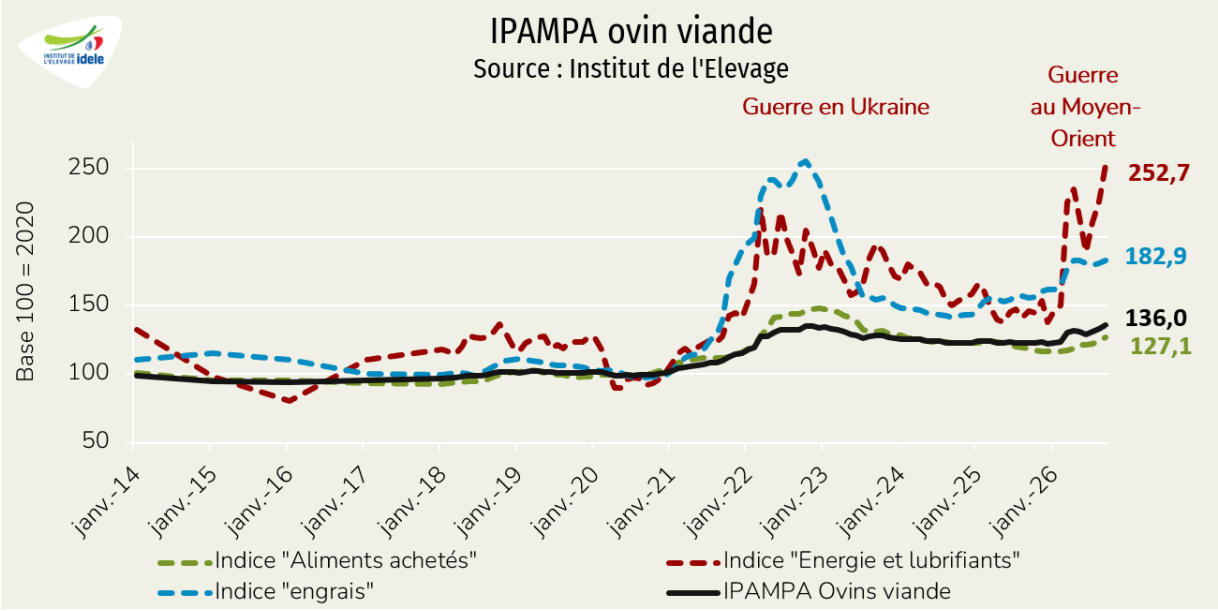
Sur 9 mois cumulés en 2026, la production française est en hausse mais les importations reculent nettement : **le disponible français en viande ovine diminue de 3% /2025**, et reste 23 % sous la moyenne 2015-2019 (avant Covid et Brexit).



Côté **achats des ménages**, la baisse qui perdure à l'automne peut en partie s'expliquer par une diminution de l'offre de viande ovine, mais on constate un frein notable : les niveaux de prix records atteints par la viande ovine face à un pouvoir d'achat en berne.

L'IPAMPA poursuit sa hausse en septembre 2026

Après un léger repli en juin, **l'IPAMPA viande ovine est reparti fortement à la hausse** en juillet, août et septembre 2026. Sur ce dernier mois, il bat son précédent record de 2022 (135,4 en octobre 2022, guerre en Ukraine). Il s'affiche à 136,0, soit +11% /2025 : l'indice des **carburants** bondissait de 73% /2025, celui relatif aux **engrais** de 18% et celui des **aliments achetés** de 7%. La hausse des prix du carburant, sur fond de **guerre au Moyen-Orient**, a provoqué ce bond de l'IPAMPA.



Viande ovine » UE et monde »

Des abattages en repli chez la plupart des pays producteurs

Dernière révision le 23 novembre 2026

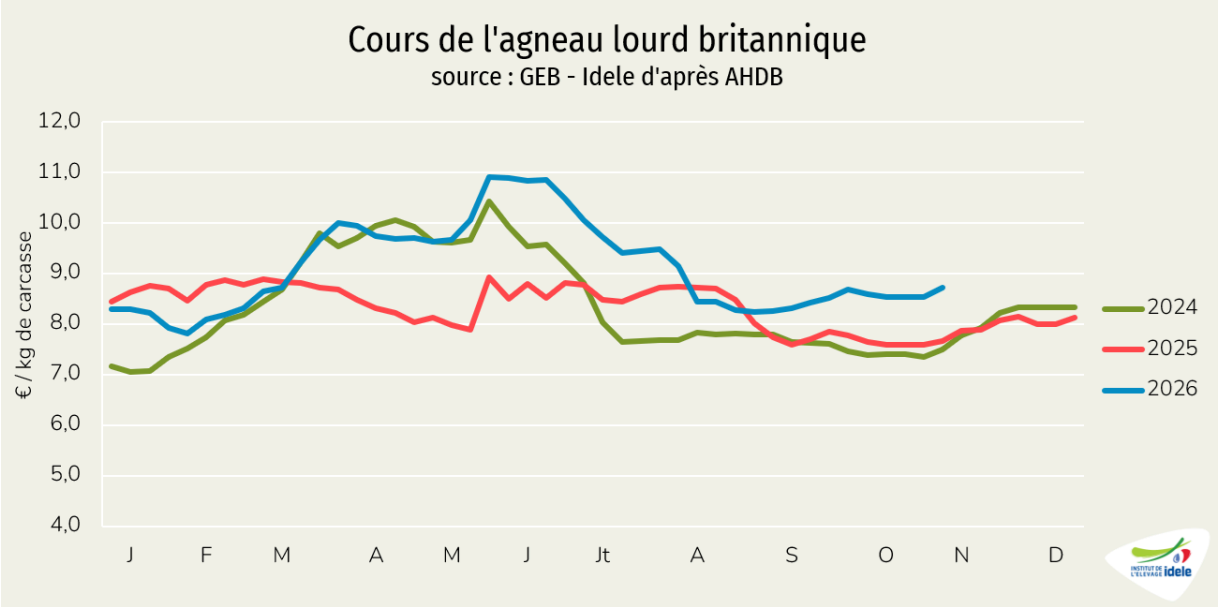
Hormis en Irlande où elle se maintient d'une année sur l'autre, la production de viande ovine recule dans la grande majorité des pays producteurs. Que ce soit en Europe ou en Océanie, le constat est le même : le disponible en viande ovine se contracte notablement.

Royaume-Uni : la cotation se maintient bien au-dessus de ses niveaux de 2024 et 2025

Le cours de l'agneau britannique entrée abattoir a atteint **8,73 €/kg en semaine 45**, soit +0,19 €/kg d'une semaine sur l'autre et +1,06 €/kg d'une année sur l'autre.

Selon *AHDB*, mi-novembre, le commerce des ovins demeure dynamique au Royaume-Uni, avec une hausse des cours des agneaux de la nouvelle saison, qu'il s'agisse de ventes en vif ou en carcasse.

La **demande internationale soutenue**, conjuguée à une **production** en léger recul et à des **importations** quasiment stabilisées expliquent ces niveaux de prix.



La production britannique a perdu 1% /2025 sur 9 mois cumulés, totalisant 196 400 t. Ce recul s'explique par un recul des abattages d'agneau (de 3%, à 8,1 M de têtes) et des réformes (-5% à 970 000 têtes), en partie contrebalancé par un alourdissement conséquent des carcasses : de 20,5 à 20,9 kg en moyenne pour les agneaux et de 26,9 à 28,8 kg pour les réformes. Le recul des abattages d'ovins est plus marqué au cours du 3ème trimestre de 2026.

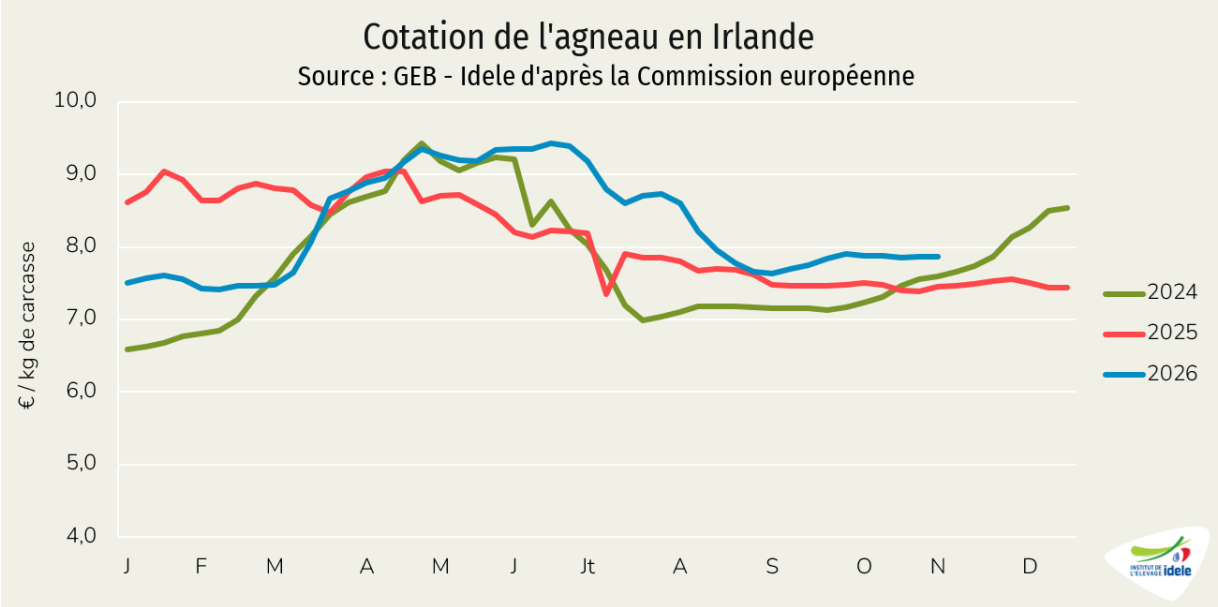
Les cas de **fièvre catarrhale ovine (FCO)** déclarés chez les agneaux se sont raréfiés ces dernières semaines et l'impact de cette maladie a donc été très ponctuel, sans conséquences sur la production d'agneaux de 2027.

Du côté des **imports** de viande ovine, on note une **légère croissance** (+1%/2025 sur 9 mois, à 64 600 t) : +4% d'Australie, +1% de Nouvelle-Zélande et +5% d'Irlande. Les autres destinations reculent de 18%.

La **baisse des achats** de viande ovine par les ménages britanniques (-3,5% de juillet à septembre sur un an) permet de **maintenir** les volumes **exportés** sur 9 mois aux niveaux de l'an passé (à 62 700 téc), avec des hausses vers l'Allemagne et la Belgique compensant à peine les baisses vers la France et les Pays-Bas.

Irlande : la cotation de l'agneau se stabilise

Le **cours** entrée abattoir de l'agneau irlandais atteignait **7,87 €/kg en semaine 45,** en hausse de 42 centimes du kilo d'une année sur l'autre.



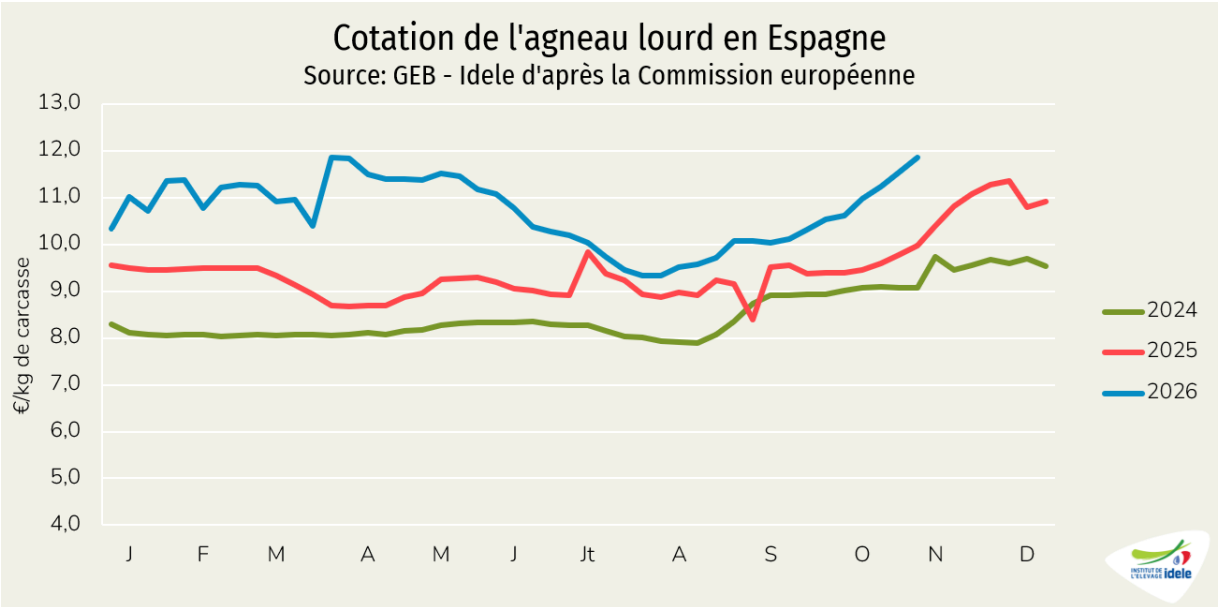
En Irlande, la production ovine totale est stable comparée à 2025 sur 9 mois, totalisant 39 700 t. Les abattages d'agneaux ont reculé de 4% alors que ceux des réformes ont été par ailleurs en hausse de 18% comparés à 2025, année où ils étaient particulièrement bas.

Les exportations de viande ovine irlandaise ont baissé de 4% sur 9 mois cumulés comparées à 2025, totalisant 32 900 téc**.** Les fortes baisses vers la France, la Suède et l'Allemagne n'ont pas été compensées par les hausses vers le Royaume-Uni, l'Italie et le Danemark.

La différence de prix entre les agneaux océaniens et européens se réduit et cette tendance est positive pour les exportateurs européens, comme l'Irlande ou le Royaume-Uni, qui gagnent en compétitivité.

Espagne : la cotation de l'agneau lourd s'approche de son record

En Espagne, le cours de l'agneau lourd entrée abattoir atteignait **11,84 €/kg en semaine 45**, en hausse de 0,31 €/kg d'une semaine sur l'autre et de 1,88 €/kg d'une année sur l'autre. Ce prix plus élevé année après année s'explique par **l'amenuisement de l'offre espagnole face à une demande toujours plus grande des pays du pourtour méditerranéen**, particulièrement en ovins vifs.



Après une stabilisation en 2025, à la suite de trois années de baisse, **la production espagnole de viande ovine diminue de nouveau en 2026, de 6% /2025 sur 8 mois cumulés**, totalisant 61 000 t.

À cause de cette baisse d'approvisionnement, les exportations espagnoles de viande ovine ont diminué de 5% sur 9 mois, totalisant 35 000 téc, selon les douanes espagnoles

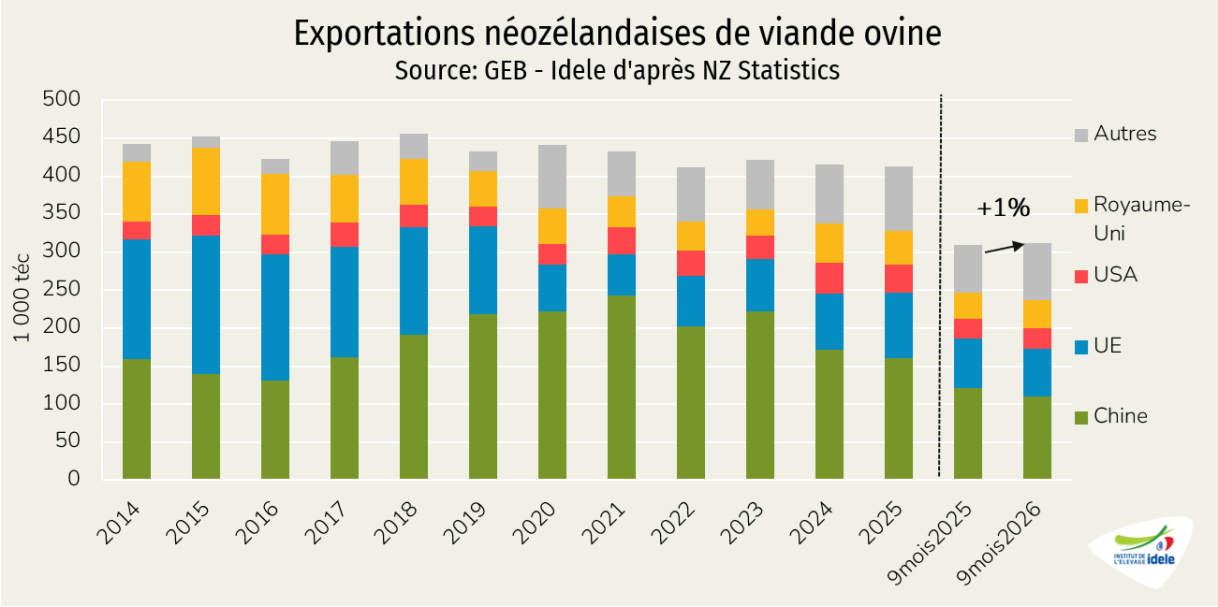
Les exportations espagnoles d'agneaux vivants ont aussi baissé, de 10%, cumulant 748 000 têtes. Les envois espagnols de **réformes** ont encore davantage baissé, de 39%, à 54 000 têtes.

La filière espagnole est préoccupée par la baisse de la **consommation** des ménages**. Entre janvier et juin 2026, la consommation de viande ovine et caprine fraîche a reculé de 13% /2025**. Les niveaux de prix atteints semblent décourager les consommateurs **et la filière s'inquiète à l'approche des fêtes de fin d'année**, notamment Noël, où l'agneau est traditionnellement consommé.

Nouvelle-Zélande : la baisse des exports vers la Chine perdure

La **production néozélandaise a diminué de 1% /2025** sur les 9 premiers mois de 2026, totalisant 304 300 téc. Les abattages d'agneaux reculent de 2% et ceux des réformes de 6%. On constate une **hausse des poids carcasses** de 19,6 à 20,0 kg chez les agneaux, et de 25,2 à 25,5 kg chez les réformes.

Sur la même période, les exportations de viande ovine ont augmenté de 1%, à 312 000 téc. La baisse des envois néozélandais vers la Chine se poursuit d'une année sur l'autre, tandis qu'on observe des hausses vers le Royaume-Uni, les Etats-Unis, la Belgique et le Canada, mais aussi vers Taïwan, le Japon, le Mexique… Les envois régresseraient de 4% vers l'UE à 27.



Après une longue hausse, les **prix** de la viande ovine néozélandaise se sont globalement **stabilisés autour des 6,05 €/kg depuis la mi-juillet**, selon les remontées de prix mondiaux effectués par *Bord Bia*. Sur 10 mois, le prix de la viande ovine néozélandaise était en moyenne à 5,71 €/kg en 2026 contre 3,34 €/kg en 2016, il y a dix ans.

Lait de chèvre et viande

Septembre en demi-teinte

Dernière révision le 23 novembre 2026

14

14

Lait de chèvre et viande » Lait de chèvre »

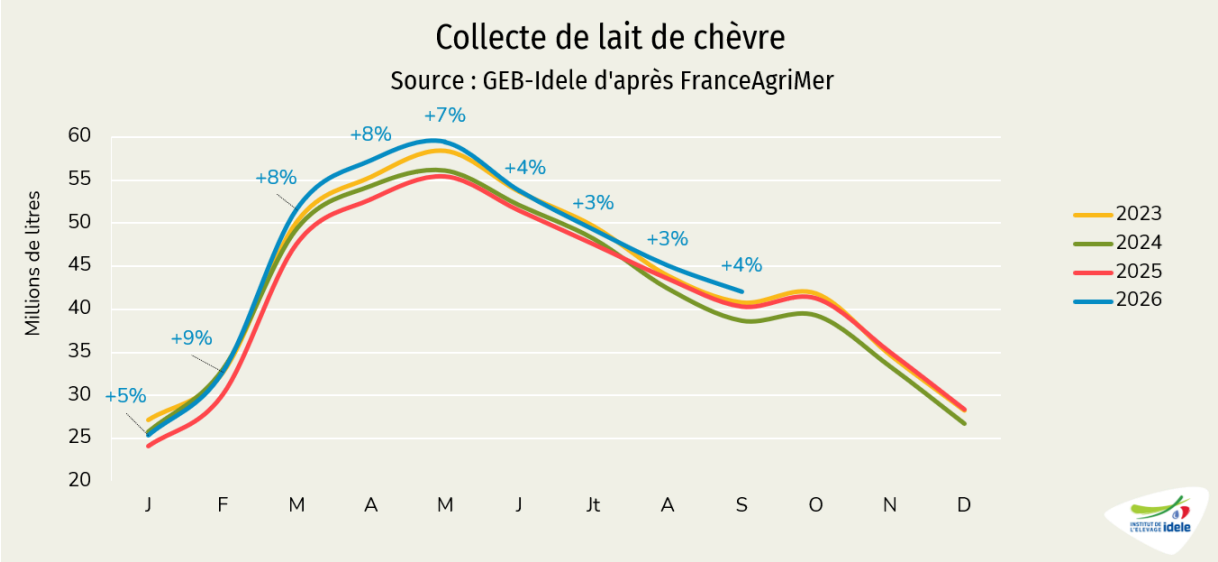
Recul des fabrications en septembre

Dernière révision le 23 novembre 2026

En septembre, la collecte de lait de chèvre a poursuivi sur sa lancée haussière débutée il y a un an. Elle ralentit depuis début novembre avec l'arrivée du froid et de l'humidité. Les achats de fromages de chèvre sont en retrait, et ce sont les marques nationales qui en font les frais.

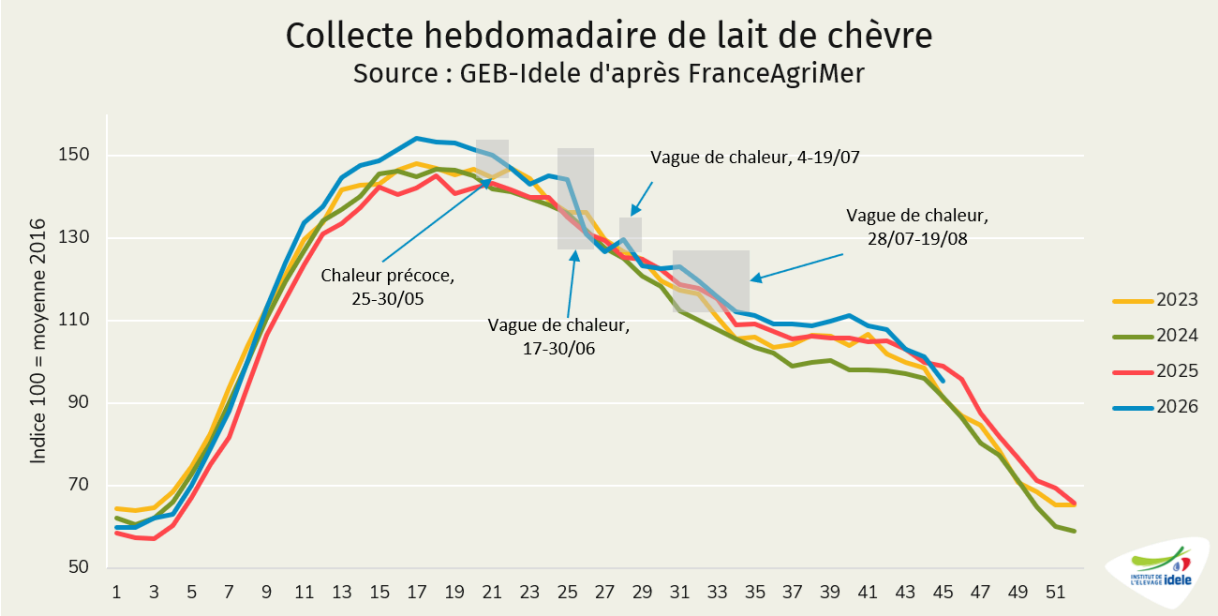
Bons niveaux de livraisons en septembre

La collecte de lait de chèvre s'est élevée à 42,0 millions de litres en septembre 2026, une hausse de 4,2% /2025.



En cumul sur les neuf premiers mois de l'année, **les livraisons ont atteint 417 millions de litres (+6,0% 2025).**

Avec quatre épisodes successifs de fortes chaleurs en juin, juillet et août, la production de lait de chèvre a raisonnablement marqué le pas. Ces vagues de chaleur ont marqué par leur durée et leur intensité.



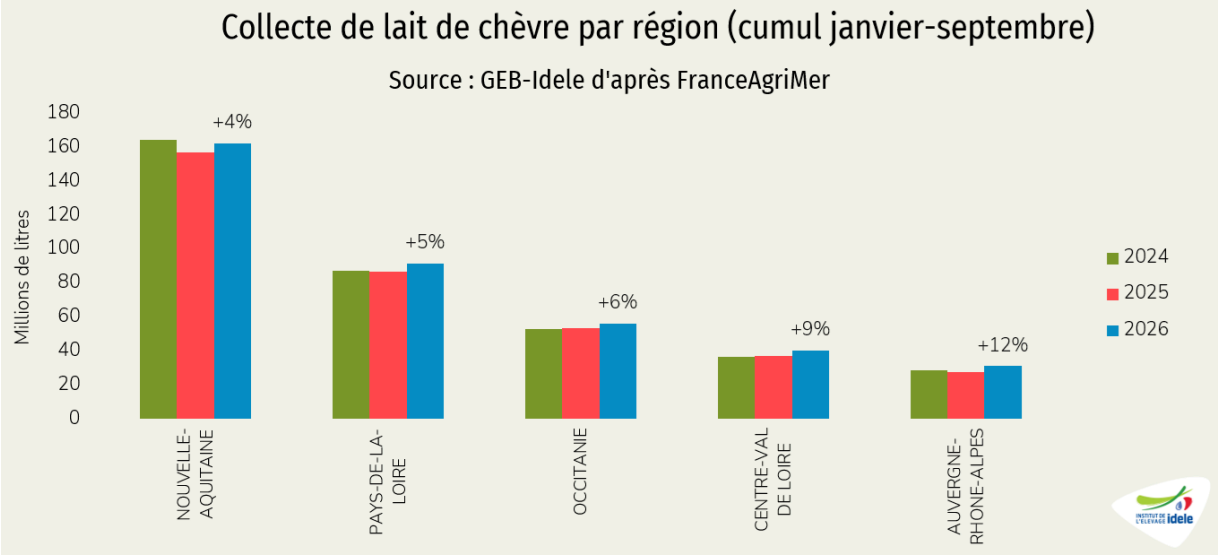
En semaine 45, débutant le 2 novembre, les premiers froids et le retour de l'humidité font reculer la collecte.

Forte progression de la collecte en AURA

En septembre, la collecte a progressé dans toutes les régions et de façon plus importante qu'au cours de l'été :

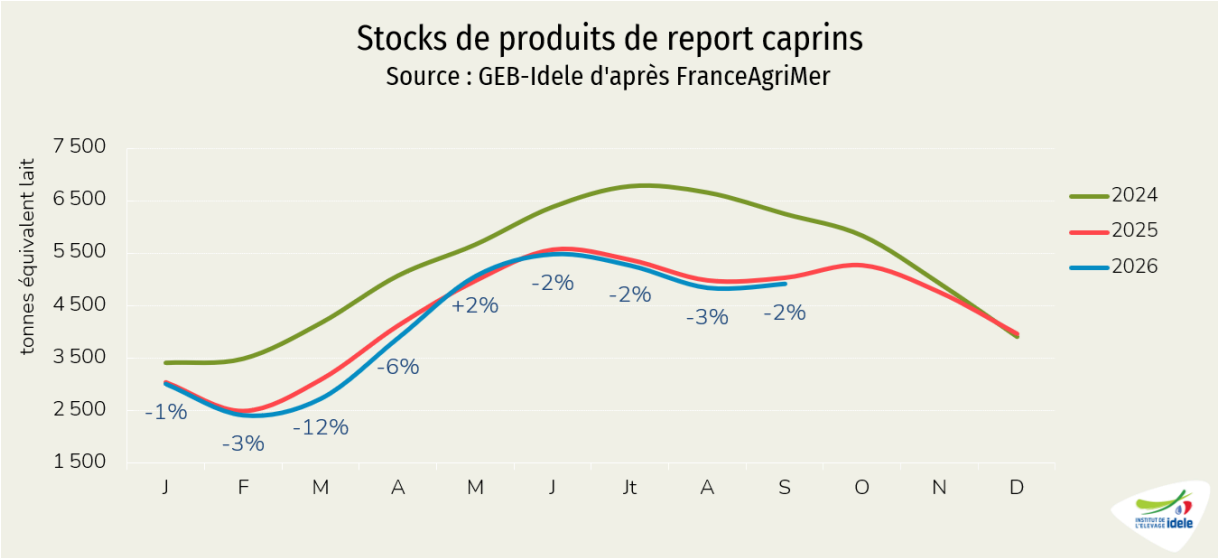
- +11% en AURA,
- +6% en Centre-Val de Loire et en Occitanie
- +4% en Pays de la Loire et
- +2% en Nouvelle-Aquitaine.

En cumul sur les neuf premiers mois de l'année, les hausses sont significatives dans toutes les régions.



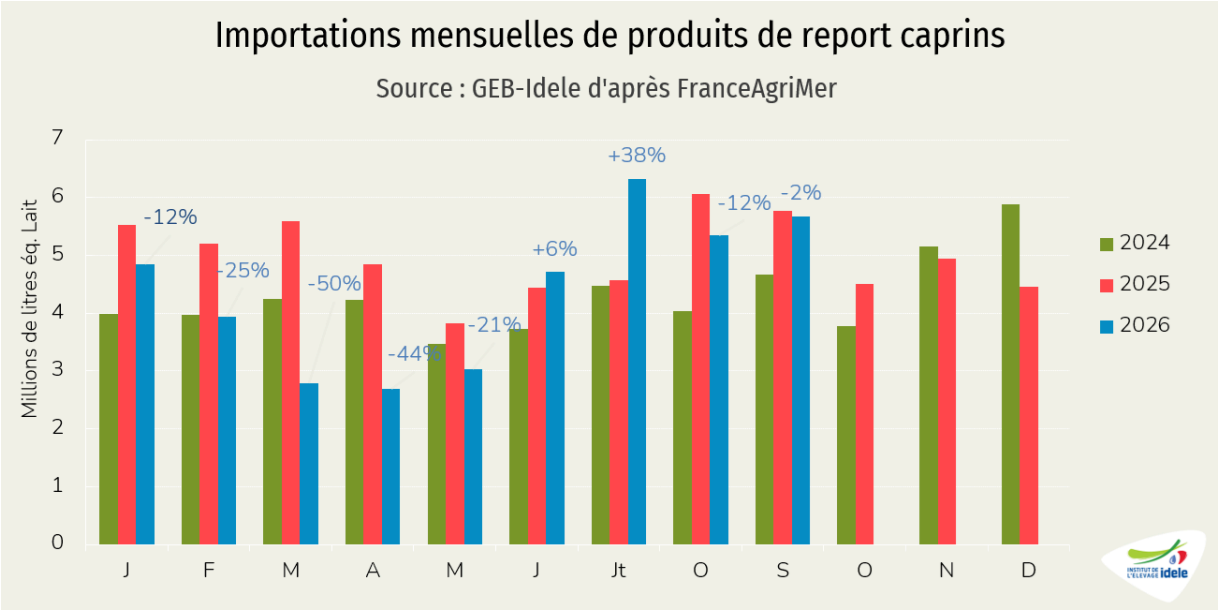
Légère hausse des stocks

Côté stocks de produits de report caprins, **en septembre on observe une légère hausse (+2% d'un mois sur l'autre, et toujours -2% /2025), traditionnelle avec l'arrivée du lait des mises-bas désaisonnées.**



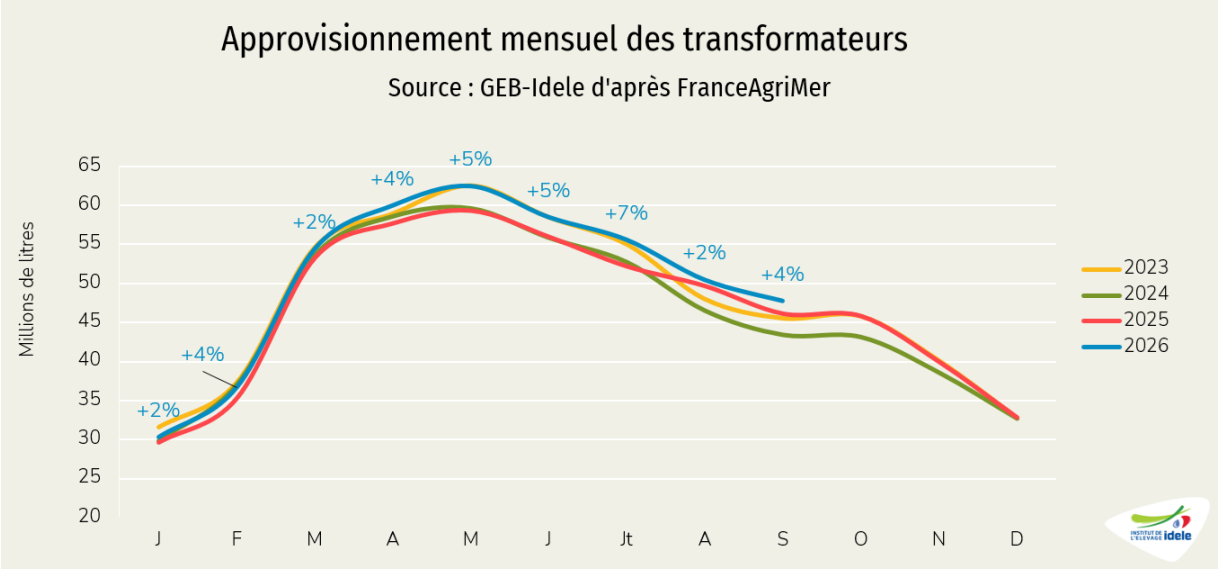
Les industriels français ont importé 5,7 millions de litres équivalent lait en septembre 2026 (-2% /2025). En cumul sur neuf mois, 39 millions de litres équivalent lait ont été importés, soit 14% de moins que sur la même période de 2025.

Avec une collecte en forte progression depuis janvier, les importations sont très réduites.



Pour les entreprises qui utilisent ce levier, la hausse des stocks et le recul des importations permettent de temporiser la hausse de collecte au niveau des sites de transformation.

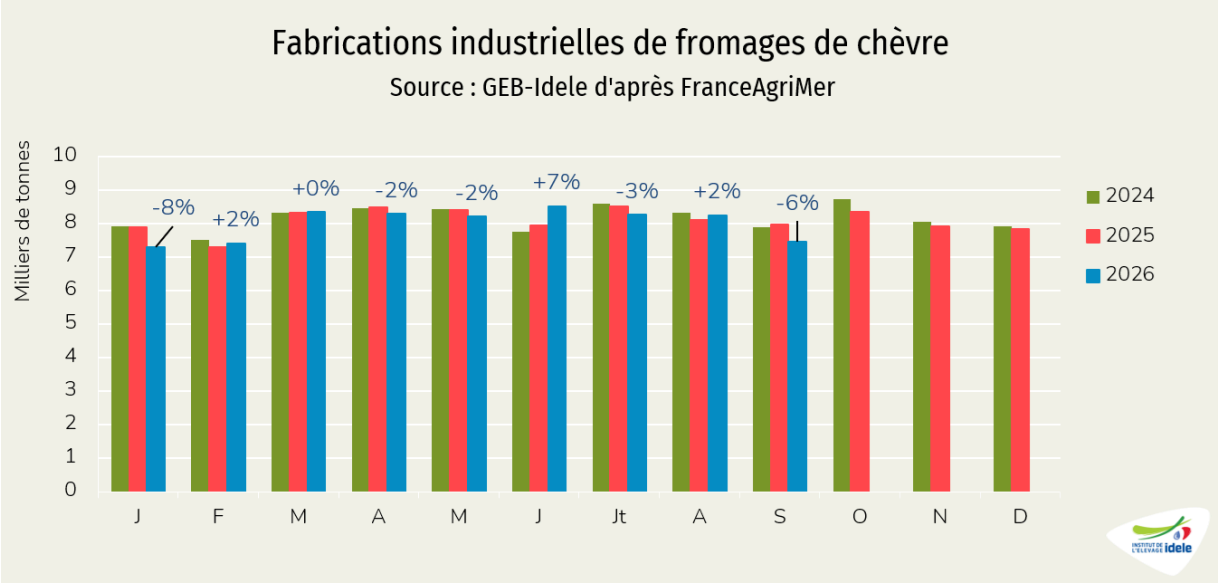
Après l'accalmie de l'été causée par les fortes chaleurs, l**es approvisionnements des transformateurs (somme et la collecte et des importations) affichent de nouveau une hausse supérieure à 4% en septembre,** totalisant 47,7 millions de litres.



En cumul sur neuf mois, 456 millions de litres de lait étaient disponibles pour les laiteries, soit une hausse de 4% /2025.

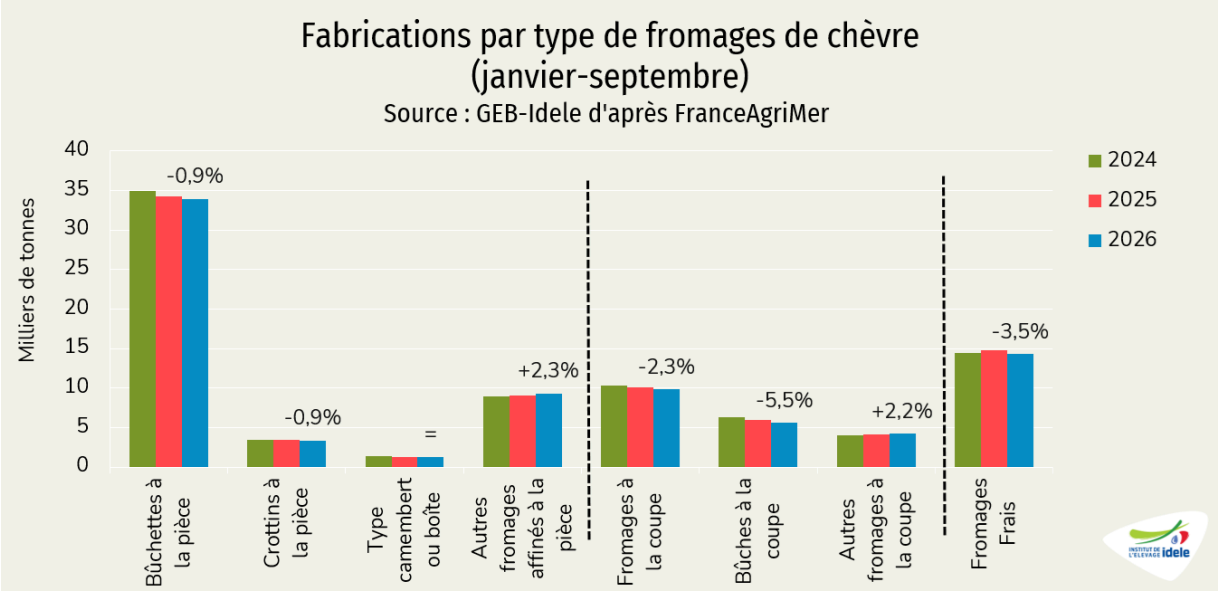
Recul des fabrications en septembre

Les fabrications de fromages de chèvre reculent fortement en septembre d'une année sur l'autre, totalisant 7 461 tonnes.



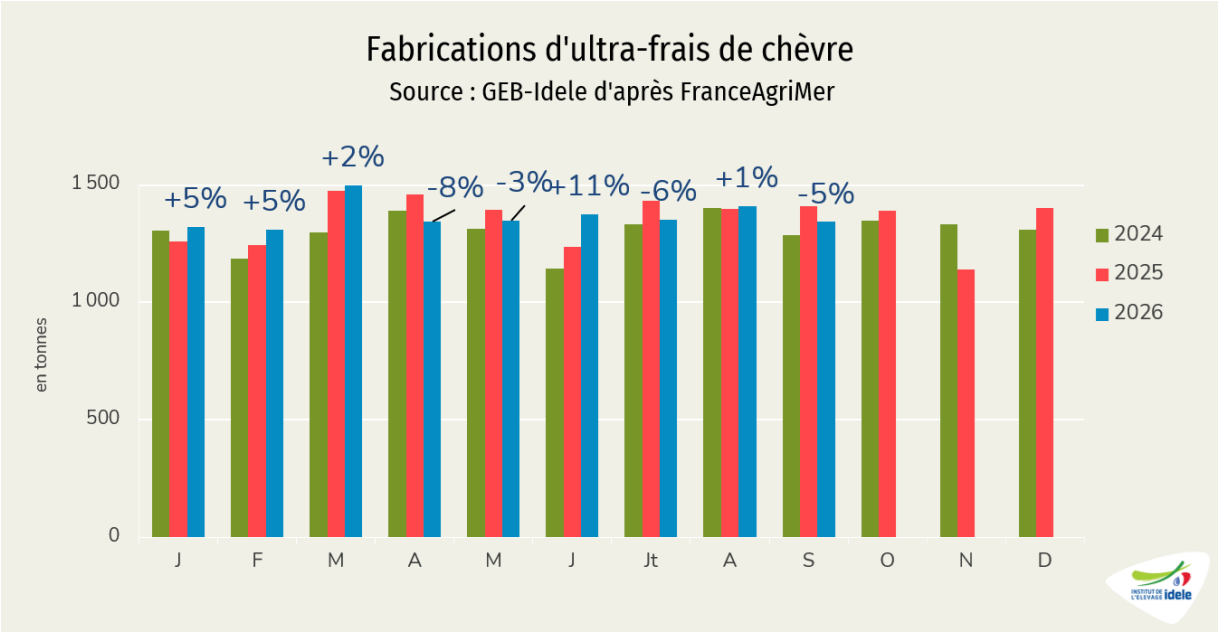
En cumul sur neuf mois, elles s'élèvent à plus de 72 000 tonnes, en retrait de 1% /2025.

Les fabrications de fromages de chèvre à la pièce destinés à la vente au détail sont stables en septembre et en cumul annuel. Alors qu'elles avaient progressé en août, les fabrications de bûchettes ont diminué de 1% en septembre et en cumul.



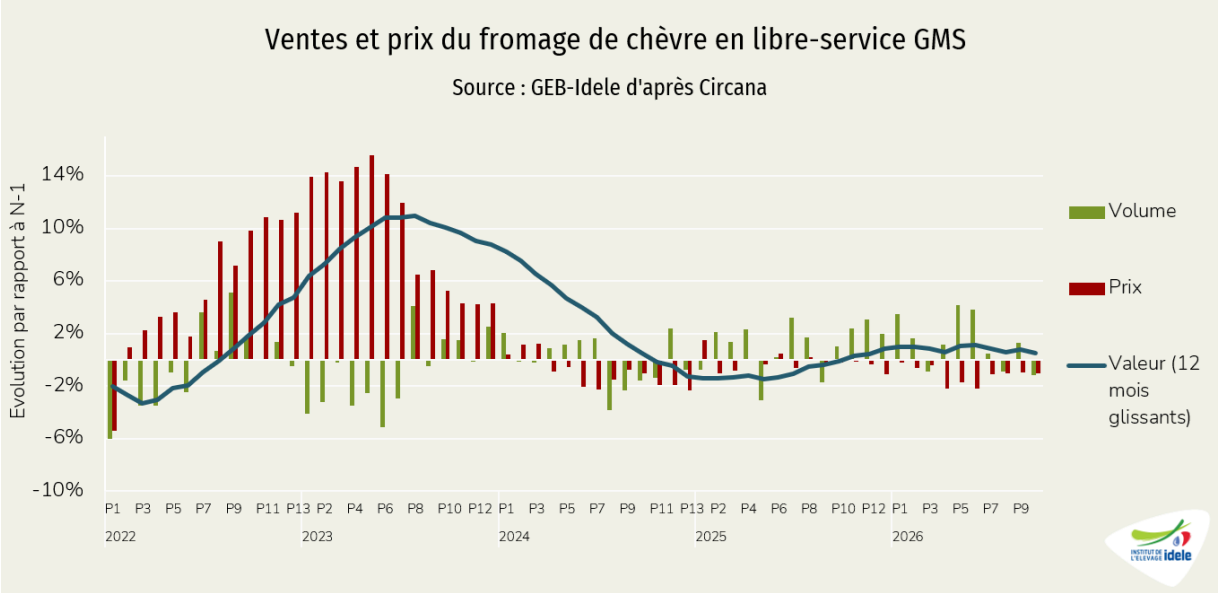
Les fabrications de fromages de chèvre dits « à la coupe », c'est-à-dire destinés à la restauration hors domicile et à l'industrie agro-alimentaire, affichent des évolutions contrastées. Les bûches de 1kg dites « à la coupe » sont en baisse de 5,5% quand les autres fromages « à la coupe » de cette catégorie sont en hausse de 2,2%. Le débouché en agroalimentaire semble plus souffrir que la restauration pour les fromages de chèvre.

Du côté de **l'ultra-frais au lait de chèvre, les fabrications sont en dents de scie en 2026, avec une nouvelle baisse en septembre (-5% /2025) succédant à une hausse en août.**



Achats des ménages en retrait en septembre

Selon les données du panel Circana de la période 10 (du 07/09 au 04/10), les ventes de fromages de chèvre au rayon libre-service des grandes surfaces affichent un léger recul (-1,1% /P10 2025). En cumul annuel mobile (CAM), la hausse observée est de 1,6% et de 1,3% en cumul courant. En valeur, les achats de fromages de chèvre reculent de 2,2% sur la période, mais restent en légère hausse en CAM : +0,6%.



Les marques nationales font les frais des arbitrages des consommateurs en cette rentrée 2026 : entre dépenses contraintes et hausses de l'énergie. Dans le détail, **les marques de distributeurs (MDD) ont progressé de 3,2% sur la période 10 et les marques nationales (MN) reculé de 4,6%.** En cumul annuel mobile, les deux catégories progressent respectivement de 1,5 et 3,3%. Les tendances sont similaires en valeur :

- Pour les MDD : +2,1% sur la P10 et +0,5% en CAM
- Pour les MN : -4,7 sur la P10 et +2,9 en CAM.

Lait de chèvre et viande » Prix du lait de chèvre »

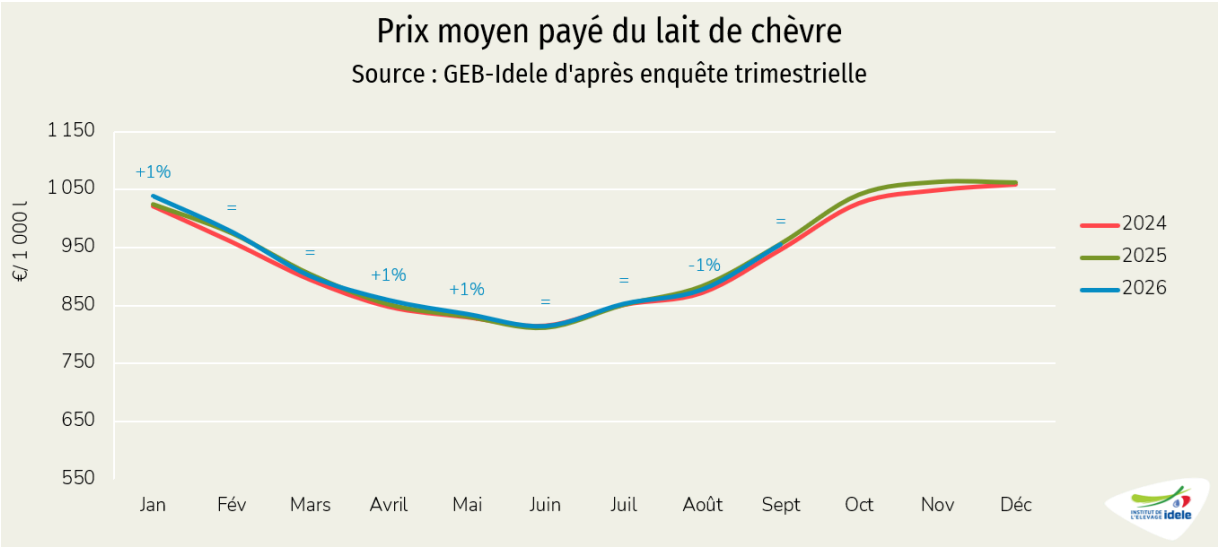
Prix du lait stable au troisième trimestre

Dernière révision le 23 novembre 2026

La légère hausse du prix de base au troisième trimestre permet de maintenir le prix payé malgré le recul du taux de matière grasse. En Espagne, le prix poursuit sa hausse et la collecte se stabilise.

Hausse du prix de base

À 893 € les 1 000 litres au troisième trimestre 2026 (= /2025), le prix moyen payé aux producteurs de lait de chèvre est stable par rapport à 2025.



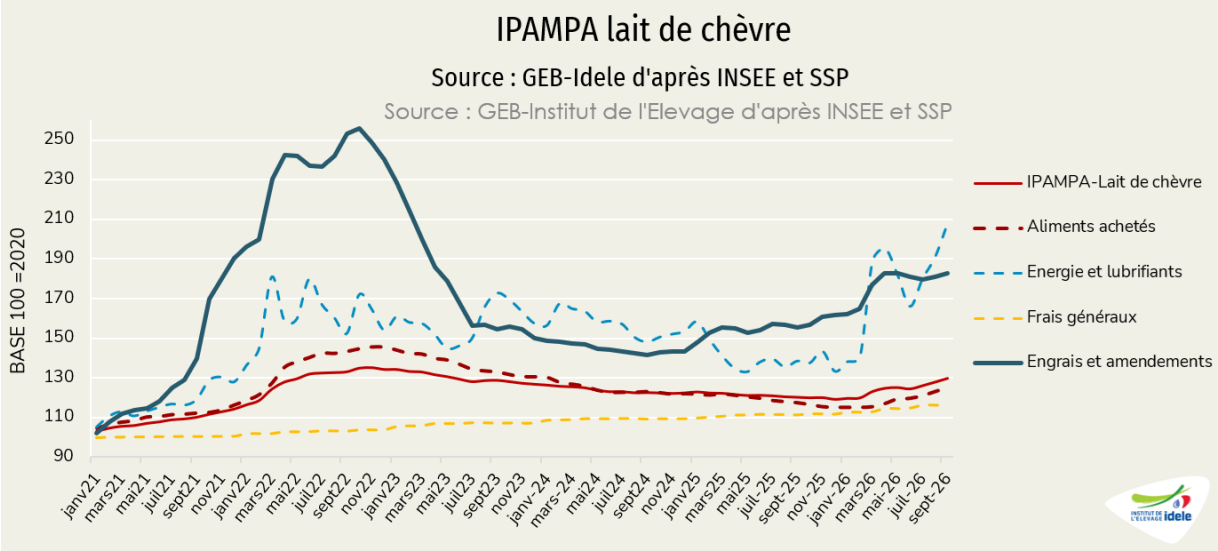
Si **le prix de base affiche une hausse de 1% sur le trimestre, le taux de matière grasse est en très fort recul,** en lien avec les vagues de chaleur de l'été (lire ci-après).

Fort recul du taux de matière grasse

En moyenne sur le troisième trimestre 2026, **le taux de matière protéique est stable, à 33,9 g/l (= /2025). Celui de matière grasse est en baisse, à 35,0 g/l (-3,1% /2025),** sous l'effet du maintien de la production laitière et des fortes chaleurs.

Des charges toujours en augmentation

Les charges en élevage caprin, suivies par l'IPAMPA (représentant 73% des charges totales), sont en hausse sur un mois et sur un an. **L'indice IPAMPA lait de chèvre de septembre est à 130, soit une hausse de 1,5% sur un mois et de 8,0% sur un an.**



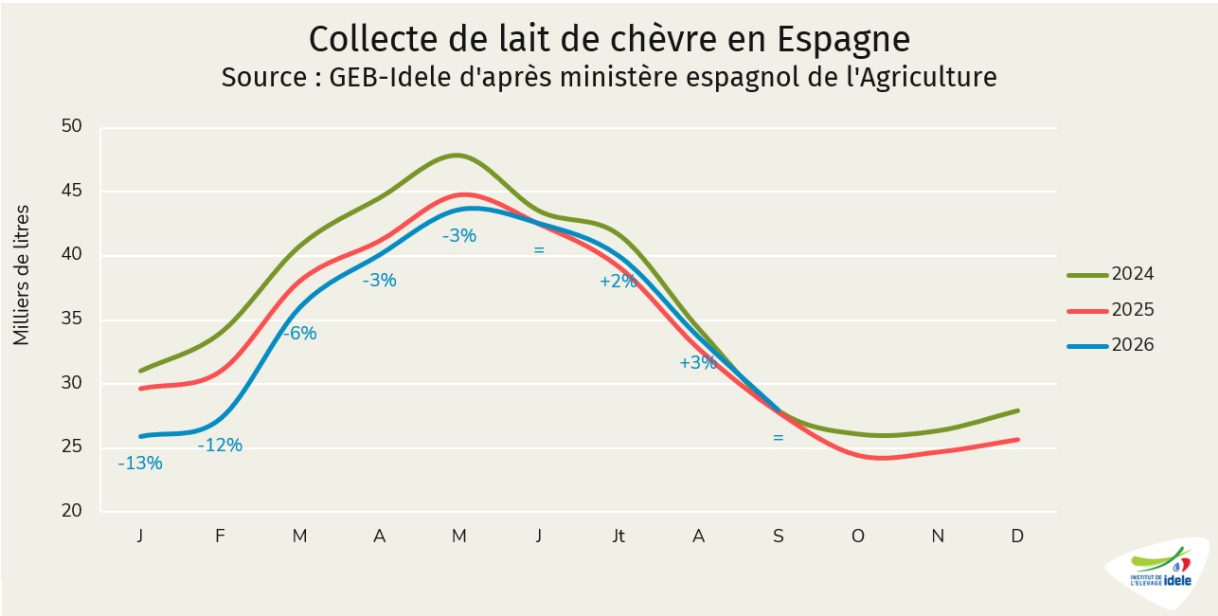
Dans le détail, l'ensemble des charges progresse sous l'effet des conflits au Moyen-Orient et en mer Noire :

- Le poste aliments achetés est à l'indice 125, soit 1,6% /août 2026 et +6,4% sur un an ;
- Le poste engrais et amendements est à l'indice 183, soit +1,2% sur un mois et +17,6% sur un an ;
- Le poste énergie et lubrifiant est à l'indice 208 (+8,9% sur un mois, +50,1% sur un an);

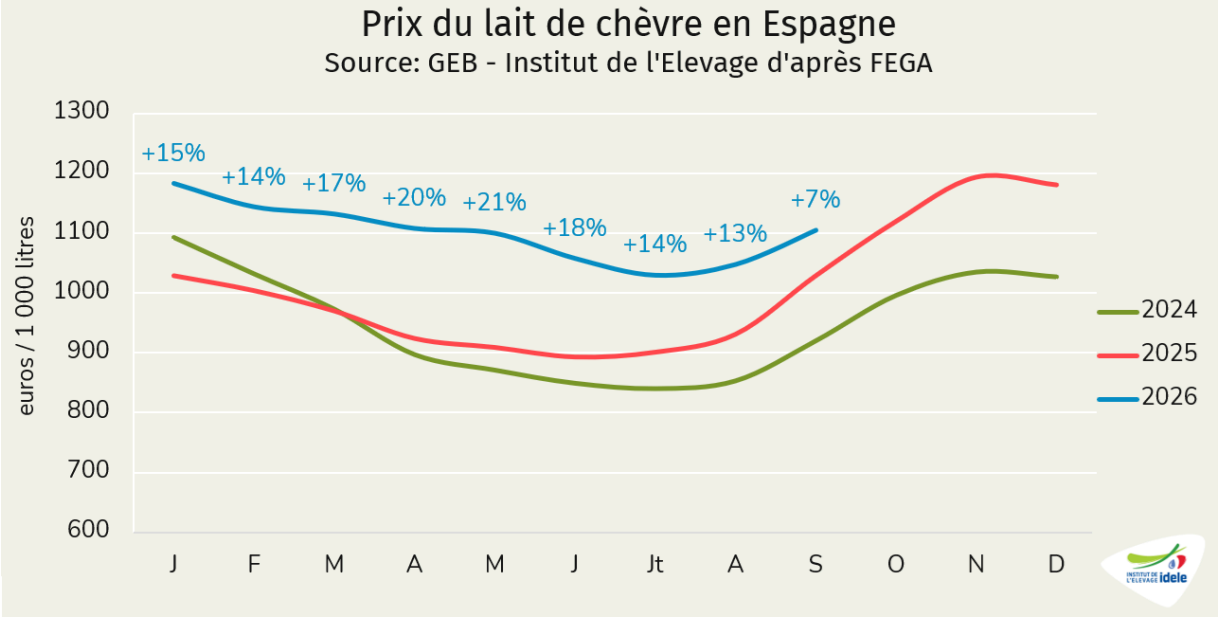
Certaines charges non couvertes par l'IPAMPA, tels que les travaux réalisés par des tiers, les fermages ou encore le coût de la main-d'œuvre, ont continué de progresser.

Vers une reprise de la collecte en Espagne

En Espagne, la collecte de lait de chèvre, qui avait affiché une forte baisse au premier semestre, a progressé de 2% au troisième trimestre.



Les hausses de prix enclenchées par les acheteurs dès mi-2025 restent importantes et viennent soutenir la production laitière. **Le prix payé en septembre atteignait 1 105 €/1000 L, +7% /juin 2025.**



Accords de libre-échange : quelles implications pour les filières de ruminants ?

Dernière révision le 23 novembre 2026

Les filières de ruminants occupent une place importante dans les négociations

Les filières européennes de produits issus des ruminants (bovins et ovins) occupent une place importante dans les négociations commerciales internationales, que ce soit dans le cadre du GATT, de l'OMC ou des accords bilatéraux et régionaux de libre-échange.

Les intérêts de l'Union européenne varient selon les filières : les producteurs laitiers cherchent principalement à obtenir de nouveaux débouchés à l'exportation, tandis que les filières bovine et ovine servent souvent de leviers de négociation, entraînant une ouverture du marché européen aux importations grâce à des contingents tarifaires. Toutefois, ces mécanismes dépendent des partenaires commerciaux et des accords concernés.

L'UE a multiplié les accords de libre-échange

La multiplication des accords commerciaux, notamment celui entre l'Union européenne et le Mercosur, soulève des enjeux importants pour l'élevage européen. L'ouverture du marché européen aux viandes bovines et ovines pourrait représenter une part croissante de la consommation. Pour les produits laitiers, les effets sont plus contrastés : certains accords favorisent les exportations européennes, notamment de fromages vers le Canada, tandis que l'ouverture du marché entraîne également une augmentation des importations d'ingrédients laitiers, notamment depuis la Nouvelle-Zélande.

Des effets contrastés

Enfin, l'ouverture de contingents tarifaires ne signifie pas nécessairement une hausse des importations, celles-ci pouvant également être réalisées en dehors des contingents, avec des droits de douane classiques. Les effets des accords restent donc variables et difficiles à évaluer, d'autant que plusieurs d'entre eux ne sont pas encore pleinement entrés en application.

En conclusion, les négociations commerciales internationales offrent des opportunités d'exportation aux filières européennes, mais accentuent également la concurrence sur le marché intérieur. Leur bilan reste donc contrasté et dépend fortement des filières concernées et des partenaires commerciaux.

En savoir plus ici !